

LA VIE ECONOMIQUE EN FRANCE

A LA FIN DE LA GUERRE DE CENT ANS



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 13 Juin 1942, à 14 h. 30

PAR

Pierre CAMBIER

Jury :

Président : M. BAUDIN, Professeur.

Suffragants { M. PIROU, Professeur.
M. LHOMME, Professeur.



LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)
22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1942

**LA VIE ÉCONOMIQUE EN FRANCE
A LA FIN DE LA GUERRE DE CENT ANS**

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LA VIE ECONOMIQUE EN FRANCE

A LA FIN DE LA GUERRE DE CENT ANS



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 13 Juin 1942, à 14 h. 30

PAR

Pierre CAMBIER

Jury :

Président : M. BAUDIN, Professeur.

Suffragants { M. PIROU, Professeur.
M. LHOMME, Professeur.



LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Les vues d'ensemble induisent souvent en erreur. Elles répondent à un besoin de simplification mais ne donnent qu'une représentation bien imparfaite de la réalité. L'image qu'avait retenue M. Henri HAUSER (1) pour fixer l'aspect économique du début du siècle, en donnait cependant une idée assez exacte. Evoquant en 1920, ces temps heureux, il comparait le monde à une « ferme unique où les récoltes insuffisantes sur une pièce de cet immense domaine étaient compensées par la surabondance des récoltes fauchées ailleurs. La guerre, ajoutait-il, a rompu cette belle harmonie des moissons ». Rupture plus évidente encore aujourd'hui où tous les grands peuples de la planète se trouvent engagés dans une guerre totale qui absorbe chaque jour d'énormes richesses et provoque presque partout un ralentissement sensible de la production et de la circulation des biens. Ce retour partiel à une économie simplifiée fait revivre des problèmes que le xix^e siècle pouvait croire à jamais réglés.

Cette situation nous a incité à tirer de l'ombre d'un lointain passé quelques images caractéristiques de son

(1) Henri HAUSER, *La signification présente de l'Histoire économique*, *Revue internationale de Sociologie*, mars 1920.

aspect économique. Nous avons choisi la période particulièrement tourmentée qui englobe, avec le règne de Charles VII, les plus sombres décades de la Guerre de Cent ans et les premières années d'un relèvement lent et incertain.

Les problèmes économiques aujourd'hui au premier plan de nos préoccupations, s'imposaient-ils à l'attention des gens du Moyen-Age ? La question peut prêter à discussion. L'économie n'exerçait certainement pas sur la guerre une dictature comparable à celle que nous subissons. Mais pour être moins visible, elle n'en agissait pas moins sur les événements. Nous retrouverons à cette époque sous des apparences différentes, bien des phénomènes analogues à ceux que doit résoudre l'économie moderne.

Certes, au temps de Jeanne d'Arc, le monde connu, encore cerné de brumes mystérieuses, présentait un aspect bien différent du nôtre et constituait un champ d'exploration bien plus qu'un champ d'exploitation. Sans doute les contemporains de Jeanne goûtaient-ils trop le charme de ce mystère pour chercher à le pénétrer et préféreraient-ils dépenser leur activité en des luttes épuisantes. Mais évitons de les narguer, car nous n'avons pas lieu d'être si fiers de notre xx^e siècle. Le monde moderne ne manque pas, en effet, de sujets de découvertes et bien que toute la planète lui soit à peu près connue, la science lui ouvre encore d'inépuisables champs d'expériences. Et cependant il continue à s'absorber en des conflits aussi sanglants que ceux du Moyen-Age. Seule l'échelle a changé, les nations ont remplacé les partis, les individus se sont fondus dans les masses, l'individuel a fait place à l'anonyme.

Les problèmes d'organisation se posent maintenant à un niveau supérieur et les désastres n'atteignent une ampleur exceptionnelle qu'en raison de la participation au conflit de populations entières. Au xv^e siècle, des peuples cherchaient leur unité, aujourd'hui ce sont des continents qui cherchent la leur. Le monde moderne n'a pas complètement réalisé l'équilibre entre l'économie nationale et l'économie internationale. Il ne peut plus se contenter de la première et il ne sait pas encore organiser la seconde.

Le Monde du Moyen-Age n'avait pas complètement abandonné le stade de l'économie domestique. La France y élaborait lentement son unité politique, mais ne se souciait guère d'unité économique. Le cadre provincial, à peine organisé, semblait lui suffire. Provinces et grands domaines représentaient d'ailleurs des unités politiques, bien plus que des centres de l'activité économique. Peu à peu cependant, l'économie domestique reculait dans le passé mais ne s'effaçait pas complètement, heureusement d'ailleurs, car la guerre de Cent Ans, en interrompant toutes les communications, allait justifier sa persistance, tout comme la guerre présente justifie la persistance d'une économie nationale.

Nous avons voulu saisir ce moment de l'Histoire de France, riche en événements politiques, assez pauvre en événements économiques, parce qu'il donne une image de la discordance entre le progrès politique et la stagnation économique, dans le cadre nouveau de la nation, substitué à celui de la région.

Après avoir subi de terribles chocs, puis une longue éclipse, la France s'était reformée lentement et allait con-

solider une unité qui ouvrait la voie à de nouveaux progrès. L'année 1422 inaugurait la plus sombre période de la guerre de Cent ans. Le Traité de Troyes semblait bien consacrer la ruine de notre pays et anéantir pour toujours les patients efforts de nos rois. Aussi la situation politique de la France à cette date, que nous allons examiner en un bref tableau, ne devait-elle guère favoriser son essor économique. Heureusement, l'état de l'Europe, économiquement brillant, aussi bien en Italie qu'en Flandre, restait politiquement très confus.

Sur le plan doctrinal les heurts n'étaient pas moins violents. Deux conceptions s'opposaient : celle d'un monde qui déclinait, le Moyen-Age chrétien ; celle d'un monde qui s'annonçait, la Renaissance. Nous verrons quelle fut la réaction des faits sur une doctrine figée et quelle doctrine nouvelle s'élabora pour expliquer des faits nouveaux.

Sur le plan monétaire régnait le plus grand désordre. La pénurie du métal précieux explique la crise permanente dont souffrit le Moyen-Age. Les perturbations de la guerre en accentuèrent encore la gravité et en multiplièrent les conséquences qui atteignirent tous les secteurs de l'économie. Il convenait donc d'étudier préalablement l'histoire monétaire de cette époque.

L'aspect économique de la France, caractérisé par une séparation déjà très nette des villes et des campagnes, a fourni ensuite la division principale de notre étude.

Les campagnes retenaient et devaient retenir longtemps encore, la plus grande partie de la population. Nous les avons étudiées d'abord.

Les villes formaient des unités économiques. Les pro-

blèmes qui s'y posaient leur étaient particuliers et ils revêtaient alors une tragique importance.

Quant au commerce, il souffrait tellement de l'insécurité et de l'indifférence des Pouvoirs publics, qu'il y aurait peu de choses à en dire si l'éblouissante carrière de Jacques Cœur ne devait retenir un moment notre attention.

Enfin, à côté de la production et de la circulation des marchandises, il convenait de ne pas négliger la circulation des hommes qui entraîne autant de conséquences économiques que sociales. Nous terminerons donc par un exposé démographique de la France à l'issue de la Guerre de Cent Ans.

PREMIÈRE PARTIE

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LA DERNIÈRE PÉRIODE DE LA GUERRE DE CENT ANS

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE EN 1422 — SON ÉVOLUTION AU COURS DU RÈGNE DE CHARLES VII

Après des alternatives de succès et de revers la France se trouve si près de sa chute en 1422, qu'il faudra l'intervention miraculeuse de Jeanne d'Arc pour changer le cours des événements. Peut-on même encore appeler France ce territoire amputé de ses plus riches provinces, réduit à un bastion qui prend appui sur le Massif Central et ne garde sur la mer que d'étroites fenêtres ? Et cependant, pour la grande majorité du pays, la France du Dauphin reste la vraie France. Notre Histoire est déjà trop longue pour que le sentiment national n'ait pas imprégné profondément le peuple français. Le monarque

étranger qui, par les fiefs qu'il détient en France et le titre qu'il a usurpé, s'oppose au progrès de l'unité, est devenu, lui et son armée, l'ennemi de la nation. Tant que les Anglais et leur Roi demeureront sur notre sol, tant qu'ils garderont un pouce de notre territoire, il manquera à notre pays la liberté et la sécurité sans lesquelles sa prospérité ne pourra renaître.

Cette conclusion ne vint pas tout de suite à l'esprit des Français. Trop de haine les aveuglait. Trop d'événements imprévus troublaient leurs pensées. La lutte entre Armagnacs et Bourguignons atteignait alors son paroxysme. Rien n'avait été négligé d'ailleurs par ses instigateurs, pour attiser encore les dissensions. La propagande mensongère n'est pas une arme nouvelle, elle a servi de tous temps avec la même puissance, car si les armes dont elle dispose se sont étonnamment perfectionnées, les armes de ceux qui la combattent ont grandi dans les mêmes proportions. Les agents du Duc de Bourgogne avaient alors répandu partout le bruit, que le Duc d'Orléans (frère de Charles VI) était l'instigateur d'impôts nouveaux qui devaient écraser le peuple et que leur maître, au contraire, travaillait sans relâche à les abolir et à rendre au pays son ancienne liberté. Cette habile manœuvre assura aux Bourguignons la confiance de Paris et des grandes cités normandes.

Pour comble de malheur, le roi perdit la raison et il n'était plus qu'un instrument aux mains des ennemis du pays quand il deshérit son fils au profit d'un étranger. Sans doute ce testament était-il deux fois sans valeur, en raison de l'état du testateur et à cause de son objet qui violait les lois de la succession royale. Mais comment le

pays n'aurait-il pas été troublé ? Même fou, avec des intervalles de lucidité d'ailleurs, le roi gardait son prestige aux yeux du public. Sa décision devait ébranler sérieusement des esprits jusqu'alors habitués à identifier le monarque avec la nation et qui demeurèrent interdits devant les contradictions du Traité de Troyes, véritable acte de trahison.

Aussi semble-t-il en 1422, que l'âme même du pays est ébranlée et que la dissolution morale va suivre les désastres militaires. Et pourtant, la situation devait bientôt se renverser et le plus faible écraser finalement le plus fort. Jeanne d'Arc, éclairée et guidée par sa foi, s'appuyant sur le sentiment populaire foncièrement hostile à l'étranger, allait donner l'élan qui rendrait confiance au roi et à son peuple, en mobilisant les énergies éparses. Plus tard, en Normandie et à Paris également, à mesure que deviendrait plus pesante l'occupation anglaise, les haines des partis s'effaceraient devant le désir de paix et d'unité.

La France d'Henri V ou plutôt la France de Bedford le vrai chef, supportait mal en effet, le joug anglais malgré l'habileté du Duc, administrateur de talent, soucieux de ménager la susceptibilité française en maintenant les lois antérieures. Si encore la domination anglaise avait garanti l'ordre dans le pays on aurait mieux supporté ses exactions. Mais les garnisons étaient si faibles qu'elles ne purent jamais assurer la tranquillité des campagnes ni des petites villes pendant tout le temps d'une occupation qui dura, de 1422 à 1449, soit plus de vingt cinq ans. D'un côté les irréductibles ne négligeaient aucune occasion pour soulever les paysans et massacrer les soldats

anglais. De l'autre, les bandes armées de Charles VII faisaient, en pleine Normandie des incursions hardies au cours desquelles elles pillaient et saccageaient avec plus d'ardeur encore que sur les territoires du roi de France.

Nous avons parlé de bandes armées, on ne peut en effet appeler autrement les troupes de Charles VII, et si on leur doit la libération du pays, il ne faut pas oublier qu'elles commencèrent par le saigner terriblement. Sous ce rapport, les deux Frances, la France anglaise et la France de Charles VII n'avaient rien à s'envier. La guerre civile, le plus terrible fléau qui puisse s'abattre sur un peuple, n'épargna pas une parcelle du territoire. Les peuples voisins eux-mêmes eurent à souffrir de ses ravages.

Thomes BASIN (1) évêque de Lisieux et historien des deux règnes de Charles VI et de Louis XI, nous a laissé de cette sombre époque la description suivante, image de toutes les guerres civiles : « Que de tristes bouleversements alors dans tout le royaume ! on voyait des villes prendre les armes les unes contre les autres, des troubles agiter telle ville, telle place forte, telle bourgade, des voisins se dresser contre leurs voisins, que dis-je, dans la même maison et dans la même famille des frères lutter contre leurs frères, des fils contre leurs parents, et réciproquement se couvrant à l'envie d'injures et de reproches, se traitant pour comble d'outrages, de Bourguignons ou d'Armagnacs, pour en venir finalement aux voies de fait et aux effusions de sang ».

(1) Thomas BASIN, *Histoire des règnes de Charles VII et Louis XI*. Ed. Quicherat, Paris, 1855.

Les contrées les plus touchées furent sans doute celles qui souffrirent en même temps des conséquences de la guerre civile et de celles de la guerre étrangère ; elles eurent le triste privilège d'être à la fois le terrain d'exploitation des pillards et le champ de bataille des armées. Ainsi le Maine où Anglais et Français se disputèrent la prépondérance pendant des années, la Champagne qui fut également le théâtre de luttes continuelles. Quant aux autres régions, moins perpétuellement troublées, les terribles alertes qu'elles connurent n'y laissèrent pas moins de désastres. Les bandes de Charles VII, autant pillards que soldats, vivaient partout en pays conquis. Toutes les provinces du royaume en firent successivement l'expérience : le Berry, l'Orléanais, la Touraine, le Poitou et le Dauphiné, le Lyonnais, la Provence, le Languedoc, diversement éprouvées selon leur situation.

La Maison de Bourgogne ne fut pas non plus à l'abri des dévastations, car si la Flandre et les Pays-Bas demeurèrent en dehors de la tourmente, l'Artois connut les désastres de la guerre, la Bourgogne et la Franche-Comté reçurent plusieurs fois la visite des « écorcheurs ».

Certaines provinces bénéficièrent cependant d'un traitement plus favorable ; Jean de Grailly, Comte de Foix, Vicomte de Béarn, maintenant sa neutralité entre les deux partis, réussit même à se faire reconnaître lieutenant du Roi en Languedoc par le Dauphin et par les anglo-bourguignons. Sa province n'eut donc à souffrir que de ses propres exactions et connut de ce fait, une paix relative. La Bretagne qui se relevait à peine de ses luttes du ^{xiv}^e siècle, possédait également un chef prudent. Celui-ci Jean V eut l'habileté de conclure une alliance

avec les Anglais, sans s'engager à appuyer l'entreprise anglaise. Il assura ainsi à sa province une tranquillité qui permit au commerce de reprendre un certain développement.

Partout ailleurs la vie économique fut suspendue. Qui aurait pu songer à entreprendre une œuvre quelconque, alors que dans sa rage de détruire, une armée de bandits accumulait les ruines, pillait pour le plaisir de piller, tuait pour le plaisir de tuer ? Aussi retrouve-t-on au cours de cette crise, tous les phénomènes qui illustrent immanquablement à des degrés divers, les périodes de troubles et de révolutions. Bouleversements matériels, moraux et sociaux, vont de pair, bien rares ceux qui résistent à la tempête.

Les plus hautes autorités demeurent impuissantes devant l'étendue du désastre. Retenons le témoignage d'une des plus éminentes personnalités spirituelles et politiques d'alors, l'évêque Jean Juvénal des Ursins, Comte de Beauvais, dont le Père Denifle (1) nous rapporte l'Épître envoyée aux Trois Etats tenus à Blois l'an 1433. « Je suis Père spirituel au diocèse de Beauvais, écrit l'Évêque et j'ai plusieurs belles terres et seigneuries avec labours et bétails, mais, par les ennemis les povres gens ont esté tués, pris, emmenés, tués, pillés et tirannisés et ont perdu tout leur bestail et le pays est tout détruit et désolé, et les églises et maisons brûlées, foudroyées et en ruines. Et pour abréger, j'ai perdu terres et bestail et mon peuple, qui sont mes enfants, ainsi que fit Job.

(1) DENIFLE (Henri), *La désolation des églises, monastères et hôpitaux vers la fin du x^e siècle*, Mâcon, 1897.

Paris à peine a-t-il à manger. Il faut penser que puisque Paris qui est le chief souffre si durement le demourant n'est pas sain, et à bien tout considérer, il s'ensuit la destruction de tout le royaume : exemple des destructions de Nynive, Thèbes, Troyes, Athènes, Carthage, Rome et plusieurs autres par les destructions desquels s'ensuit la perdicion des pays. Et pour ce, Sire, vous y devrez bien aviser.

Hélas, regardez et considérez vos autres cités et païs comme Guienne, Languedoc, Compiègne, Reims, Sens, Amiens ! Tout y va à destruction et désolation, voire à finale perdicion.

Telle est, achève l'évêque de Beauvais, le douloureuse et très piteuse état de ce royaume notoirement détruit et gaté par faulte de bonne police et de bon gouvernement. »

C'est un fait qu'en cette année 1433, si l'avenir du Royaume de Charles VII apparait moins incertain, le désordre règne toujours. Mais peut-on en rendre le roi responsable ? Un monarque de génie même aurait-il pu, sans ressources et partant sans armée régulière, reconstruire un Etat solide ? Charles VII n'était pas ce génie. Onzième enfant d'un roi qui avait sombré dans la folie, quatre de ses frères auraient dû régner avant lui, mais avaient disparu en pleine jeunesse, victimes à la fois sans doute d'une débauche précoce et de leur lourde hérédité, lui-même s'était vu dépossédé, renié, et finalement banni du royaume. Se débattant au milieu de ce naufrage, il s'était raccroché où il avait pu et faute de conseillers désintéressés, avait cédé à toutes les suggestions.

Cette instabilité de caractère, devait persister d'ailleurs tout au long de son règne et n'aurait d'égale que sa pro-

digalité. Lui-même nous en a fourni la preuve dans son ordonnance du 29 juin 1443 où il supprimait plusieurs offices qu'il avait multipliés « légèrement et par importunités de requérants ». Défaut incorrigible puisque le 26 novembre 1447 il était encore obligé d'ordonner de n'avoir aucun égard aux dons qu'il ferait de son domaine ou de les réduire de moitié ; aveu bien significatif d'un penchant invincible à accorder toujours au delà de ses ressources, précaution plutôt humiliante pour un souverain réduit à prévenir les conséquences dangereuses de ses propres libéralités.

Mais en dépit de ses défauts Charles VII réussit peu à peu à surmonter le lourd handicap du début de son règne. Il reconquit son royaume et créa les instruments qui devaient aider à le maintenir : une armée et des impôts permanents pour alimenter régulièrement son trésor.

Avec l'année 1445 le relèvement de la France devint vraiment sensible. Des trêves avaient déjà été conclues auparavant, mais toujours éphémères et peut être plus dangereuses encore que les guerres parce que les armées inoccupées avaient entretenu sur le pays leur ardeur combattive.

Charles VII en effet, n'avait jamais pu payer son armée, il se trouvait plutôt dans la situation d'un chef de bande que d'un monarque qui gouverne. En 1439 déjà, il avait opéré un premier essai de redressement, mais la réalisation n'avait pas suivi.

En 1444 pour la première fois depuis bien longtemps, Français et Anglais suspendaient les hostilités et con-

cluaient une trêve sérieuse. Les chroniqueurs nous ont gardé l'écho des sentiments avec lesquels l'événement fut accueilli par toute la population. Comme dans une ville assiégée qui voit enfin se retirer l'armée assiégeante, tous se répandirent au dehors, pour jouir d'une liberté toute neuve.

Le moment était propice pour consolider la paix intérieure et libérer définitivement le pays du joug anglais. Les conseillers du roi préparèrent minutieusement la réforme militaire et l'autorité du monarque, grandie par ses victoires en permit l'application. Les capitaines devaient se présenter avec leurs gens devant le connétable qui opèrerait la sélection nécessaire. On prendrait soin de reconduire chez eux les soldats licenciés, les autres seraient incorporés dans les « Compagnies d'ordonnances » et toucheraient une solde. Les effets de la loi ne furent pas immédiatement ressentis, car on ne transforme pas des loups en moutons en si peu de temps, mais les excès s'espacèrent de plus en plus.

Si nous avons insisté sur l'importance de cette réforme c'est qu'elle conditionnait la reprise économique. Toutes les Ordonnances royales qui l'ont précédée étaient restées lettres mortes. Or, l'agriculture, tout comme l'industrie et le commerce, ne pouvaient prospérer dans l'insécurité.

La trêve se prolongea jusqu'à l'année 1449 qui vit renaître les hostilités entre Français et Anglais. Les opérations furent alors rapidement menées. Le 29 octobre 1449, Charles VII entra à Rouen, l'année suivante la Normandie était délivrée. La conquête de la Guyenne plus malaisée, fut réalisée seulement en deux temps et

la région en souffrit terriblement. Mais en 1453, il n'y avait plus d'Anglais sur le continent qu'à Calais. La guerre de cent ans était virtuellement terminée, bien qu'il faille aller jusqu'en 1492 pour trouver, non une simple trêve, mais un véritable traité.

CHAPITRE II

L'EUROPE AU DÉBUT DU XV^e SIÈCLE

Comment la France avait-elle eu le temps d'opérer ce lent redressement ? La raison en est qu'aucune puissance continentale ne se trouvait alors en état de l'en empêcher. L'ère du matérialisme s'ouvrait à peine. Hors la France, une seule nation possédait une unité réelle, l'Angleterre que sa défaite rejetterait du continent, mais qui s'était déjà essayée à une politique nationale au cours du xiv^e siècle. On sait en effet que l'Angleterre fournissait la laine à l'industrie drapière flamande et qu'Edouard III, soucieux de ne pas dépendre des seigneurs flamands avait fondé des métiers de tisserands dans quelques villes de son royaume, notamment à Bristol. Le xv^e siècle devait consacrer cet autonomisme aux dépens de l'industrie flamande déclinante.

Notre voisin le Duché de Bourgogne, puissant mais incohérent, possédait, dans la Flandre, un fief impérial dont la richesse avait fait le principal éclat des xiii^e et xiv^e siècles. Mais au xv^e siècle son déclin ne laissait aucun doute.

Au Sud de l'Europe, Venise et Gênes n'accusaient aucun signe de décadence, leurs flottes, toujours maîtresses

de la Méditerranée leur assuraient une domination économique incontestable. Même spectacle en Allemagne où la Hanse conservait sa suprématie sur la Baltique depuis l'effacement des Etats scandinaves.

Des deux côtés, la prospérité commerciale avait entraîné la prospérité industrielle. En Italie surtout, la plaine lombarde offrait le spectacle d'une intense activité économique. Mais des deux côtés aussi l'anarchie politique contrastait avec cette prospérité économique. L'Italie, qui avait été au siècle précédent, le théâtre de luttes acharnées entre Guelfes et Gibelins semblait avoir définitivement renoncé à l'unité. Princes et républiques s'y disputaient la prépondérance économique et politique, tandis qu'aucune concurrence extérieure ne leur fournissait encore des raisons d'unité. La découverte d'une nouvelle voie maritime à la fin du siècle les plongerait en même temps dans la ruine.

En Allemagne, l'anarchie persistait en l'absence de tout principe d'unité et l'Etat allemand s'affaiblissait tandis que la nation témoignait d'une vitalité remarquable. Sa richesse économique contrastait avec sa faiblesse politique et aucun sentiment national ne s'y manifestait. Ne parlons pas de l'Espagne, dont l'heure n'était pas encore venue. Au début du xv^e siècle elle se préparait seulement au rôle qui l'attendait et ne pouvait songer à inquiéter ses voisins.

CHAPITRE III

LA DOCTRINE ET LES FAITS

La guerre de Cent ans a terminé la phase la plus brillante et la plus caractéristique du Moyen Age. Dès qu'un peu de paix fut revenue et que l'activité économique put renaître, de nouvelles théories vinrent expliquer une réalité nouvelle.

En attendant cette éclosion, les principes de l'Eglise si magnifiquement mis en lumière par Saint Thomas d'Aquin, continuaient à guider les théoriciens qui essayaient tant bien que mal, de les concilier avec les exigences économiques nouvelles. Il n'exista pas en effet durant tout le Moyen Age, d'autres lois que celles de l'Eglise, d'ailleurs parfaitement adaptées à l'économie agricole du Haut Moyen Age où les échanges étaient réduits au minimum. En dehors des périodes de famine où la seule pensée d'un profit tiré des circonstances eût été justement condamnable, chacun pouvait vivre sur sa terre ; le grand propriétaire médiéval lui-même, n'aurait pu écouler les productions excédentaires.

Cela ne signifie pas qu'il était défendu de s'enrichir, jamais l'église n'a condamné la possession des biens matériels, à condition qu'elle soit inspirée par une pensée

juste et ne soit jamais envisagée que comme un moyen ; même si elle devait absorber la plus grande partie de notre temps et de nos forces, l'esprit dans lequel elle est poursuivie conférerait à cette activité une haute valeur aux yeux de l'Eglise. Sur ce point, la doctrine catholique n'a pas varié, elle vaut pour tous les temps. Seules les applications doivent s'adapter aux transformations de l'économie.

Au Moyen Age, la plus connue de ces applications de la doctrine, celle aussi qui apporta le plus d'entraves à l'activité économique, fut l'interdiction du prêt à intérêt, de l'usure pour employer le mot en usage. Sur ce chapitre, la doctrine est bien établie, l'argent est stérile, on ne veut lui reconnaître qu'une valeur d'échange.

Cependant, même sur ce point, des atténuations furent admises dès le XII^e siècle dans certaines régions commerciales. Et peu à peu, la nécessité faisant loi, les canonistes établirent une série de cas où le prêt à intérêt fut justifiable. Par le détour de ces exceptions, la règle se trouva pratiquement abandonnée.

On connaît ces cas, dont les appellations latines expriment si fidèlement le sens : le *damnum emergens*, le *periculum sortis*, et surtout le *lucrum cessans* qui les englobe tous. C'était en somme admettre une usure légitime dont il devenait bien difficile de distinguer l'usure abusive.

Malgré ces altérations, le principe demeura cependant jusqu'à la fin du Moyen Age. Le commerce dût certainement en souffrir. Le seul fait d'acheter pour revendre plus cher, prenant aux yeux de beaucoup l'apparence d'une spéculation.

Et cependant l'argent gardait tout son pouvoir : « il n'est rien qu'argent ne fasse » est une formule qui résume à l'époque les soucis de ceux qui en sont dépourvus. Pour s'en procurer il n'y avait alors qu'une ressource : s'adresser à ceux que l'interdiction de l'Eglise laissaient indifférents. Les Juifs monopolisèrent ainsi une partie du commerce de l'argent. Haïs, méprisés, persécutés par la population, ils n'en continuaient pas moins leurs fructueuses opérations. Les Italiens enrichis dans le commerce, profitèrent également de cette occasion d'exercer un monopole avantageux. Ils s'installèrent dans les places importantes et pressurèrent leurs débiteurs. Il n'était pas rare, nous dit M. Henri PIRENNE (1) de les voir exiger des abbayes ou partis des intérêts de 50 % et au-delà de 100 %.

Ainsi l'interdiction de l'église pesait lourdement sur le commerce et elle eût trop souvent pour conséquence de livrer les Français à l'exploitation des étrangers. Pas toujours cependant, car les Français surent bien aussi parfois tourner l'interdiction officielle par la pratique du prêt clandestin. La difficulté de trouver un prêteur et la nécessité du secret, renforçaient d'ailleurs la puissance de l'usurier. Nous connaissons quelques fraudes par lesquelles les prêteurs cherchaient à s'assurer l'impunité. Le plus fréquemment, l'usurier prêtait de l'argent à condition de recevoir une certaine quantité en sus de celle qu'il fournissait ou bien il prenait en gage des biens dont il se réservait le profit jusqu'au rembour-

(1) H. PIRENNE, *Histoire du Moyen-Age*, t. VIII, de l'*Histoire Générale de Louis Halphen et Philippe Sagnac*, Paris, 1931.

sement. D'autres fois, il exigeait en nantissement des bestiaux dont il compterait la nourriture à un prix excessif ; ou bien il achetait à vil prix un objet et laissait au vendeur la faculté de le racheter, certain qu'il ne pourrait user du bénéfice de cette condition ; ou bien encore, des ventes de denrées dont le prix n'était pas immédiatement exigible, étaient purement fictives. Le prétendu vendeur livrait l'argent mais jamais aucune marchandise.

Toutes ces pratiques manifestent un désaccord croissant entre la doctrine et les faits. Les faits précèdent la doctrine qui survit un moment à la disparition des conditions économiques qui l'ont fait naître. On assiste ainsi à un chevauchement périodique assez peu favorable à l'ordre économique.

Par ailleurs, le plus grand empirisme présidait aux interventions des pouvoirs publics ; il n'existait aucune doctrine à ce sujet et nos gouvernements étaient trop occupés à réaliser l'unité politique pour songer à utiliser leur puissance à des fins économiques. Les quelques mesures prises en temps de guerre, étaient abandonnées au retour de la paix. Seuls des soucis d'ordre financier inspiraient aux pouvoirs publics certaines décisions que l'on qualifierait de mercantiles si cette dénomination ne pouvait prêter à confusion. Au xvi^e siècle, en effet, c'est l'affluence des métaux précieux qui conduisit à l'application des méthodes mercantilistes ; au xv^e siècle, au contraire, le métal est rare et cependant plus que jamais nécessaire comme instrument de guerre. On se préoccupe donc tout naturellement, d'en empêcher la sortie. La pragmatique de Bourges (7 juillet 1438) invoqua ces raisons pour reti-

rer au Pape la collation des bénéfices et interdire dans les procès l'appel en Cour de Rome toutes les fois que les plaideurs auraient plus de quatre jours de chemin pour s'y rendre. Le Parlement s'était d'ailleurs fait l'écho de cette situation dans une remontrance où il donnait le compte des millions d'or qui avaient passé à Rome en quelques années, « le Pont au Change, disait-il, n'a plus ni change ni changeurs, on n'y voit que des chapeliers et des faiseurs de poupées ».

Nous ne croyons pas que les prérogatives de la papauté furent seules responsables de la pénurie d'or et d'argent. Peut-être même, Charles VII insista-t-il sur ces raisons pour détourner l'attention d'autres motifs pour lesquels il préférerait ne pas fournir d'explications. Nous touchons ici, avec la politique monétaire de Charles VII, à un problème d'une importance capitale et dont les répercussions pesèrent d'un grand poids sur toute l'économie du xv^e siècle.

DEUXIÈME PARTIE

LE PROBLÈME DE LA MONNAIE

Il n'existe pas sans doute de problème qui ait vu fleurir autant de systèmes que celui de la monnaie. Parce que chacun se rend compte de son importance et que ses fluctuations n'épargnent personne, on s'empresse d'en traiter et d'échafauder une construction merveilleuse qui assurera à la fois, la stabilité et la prospérité.

Si l'on connaissait mieux l'Histoire on éviterait de redécouvrir l'Amérique en toutes circonstances et l'on tiendrait compte de principes qui valent pour toutes les monnaies comme pour tous les peuples, et qui conserveront leur valeur tant que demeureront identiques les réactions humaines en face des gens et des choses.

La fin de la guerre de Cent ans, vit se développer au delà de toute mesure, les perturbations monétaires sans que s'en modifie cependant la nature.

Rappelons donc brièvement quelles furent au Moyen Age les conditions de frappe et de circulation des monnaies. Nous envisagerons en même temps, la situation des métaux précieux dont la pénurie n'est pas nouvelle à cette époque, mais prend un caractère inquiétant.

CHAPITRE PREMIER

LA MONNAIE AU MOYEN-AGE

Depuis que l'autorité s'était divisée entre les Provinces, la monnaie avait subi le même sort, elle était la chose du Prince qui avait tout pouvoir pour en régler la circulation sur son domaine et l'interdire en dehors de ses petites frontières. Il se procurait le métal où il pouvait le trouver chez ses sujets, sous quelque forme qu'il se présentât et il était libre alors, de battre monnaie dans les limites de ses disponibilités. Celles-ci dépendaient en partie des conditions de frappe et d'émission qu'il fixait à son gré. Autrement dit, il disposait du « pied » de ses monnaies.

Monsieur Henri LAURENT (1) nous dit ce qu'est le pied des monnaies, constitué par la réunion de trois éléments :

- a) *Le poids ou la taille* ; toute espèce sera taillée à raison d'un nombre N de pièces par marc de métal fin.
- b) *L'aloi*, ou encore le *titre* ; la proportion de fin à l'alliage. Elle s'exprimait en carats, pour la monnaie d'or. Une monnaie d'or pur était à 24 carats. Le carat correspondait donc à 41,66 % de fin.

Le titre de la monnaie d'argent se calculait en deniers, l'argent fin étant à 12 deniers, l'argent le roi à 11 deniers.

(1) Henri LAURENT, *La loi de Gresham au Moyen-Age*, Paris, 1938.

Le billon se composait généralement d'argent, allié à un autre métal, souvent le cuivre. Ce n'est que plus tard qu'on élimina tout métal précieux de la monnaie divisionnaire.

- c) *Le cours* qui est exprimé en monnaie de compte. Cette monnaie de compte fut durant tout le Moyen-Age et jusqu'à l'ordonnance de septembre 1577, la Livre Tournois qui se subdivisait en 20 sols, ou sous tournois, dont chacun valait 12 deniers tournois. On comptait donc en cette monnaie fixe, mais fictive, On payait en une monnaie réelle de prix variable soumise à un change en monnaie de compte.

Les pièces en circulation dont les noms reviennent le plus souvent étaient : l'écu, le mouton, pièces d'or ; le gros, le blanc, 1/2 blanc ou petit blanc, pièces d'argent ; les mailles, billon.

La diversité des pièces n'était pas un indice de la quantité du métal. Nous ne possédons pas de données suffisantes pour évaluer l'importance du stock métallique au Moyen Age, mais en mettant les choses au mieux il est douteux qu'il ait pu s'accroître.

En effet, les mines de métal s'épuisaient rapidement, leur production n'avait jamais été très importante d'ailleurs, mais il fallait bien s'en contenter ; nous verrons que Jacques Cœur ne négligea pas leur exploitation. Le sable des rivières lui-même fut passé au tamis pour en retirer les quelques poussières d'or qu'il pouvait renfermer.

Mais ces ressources pouvaient à peine compenser les pertes. On sait en effet, qu'entre la fonte et la refonte, le volume du métal fin accuse toujours une perte résultant du frai. Michel Chevalier qui a tenté de la calculer, l'évalue à 200 millions de francs or pour les dix siècles du Moyen Age. Signalons aussi que durant la guerre de

Cent ans, beaucoup de particuliers et de communautés avaient enfoui leur trésor pour le préserver des pillards.

Le défaut de numéraire présentait un caractère tellement normal que le trésor des Eglises prenait la valeur d'une épargne et qu'en cas de besoin on faisait fondre quelques pièces d'orfèvrerie pour en envoyer le métal à l'atelier monétaire. Les conseillers de Charles VII ne se privèrent pas d'user du procédé. C'est ainsi qu'en 1436 les membres du Conseil royal exposaient au chanoine de Notre-Dame de Paris la nécessité de se procurer immédiatement une somme de douze mille livres pour les dépenses du siège de Montereau. Le Chapitre accéda à cette demande et fit peser deux plats d'argent blanc et quatre candélabres du poids total de 25 marcs. Autre exemple, quand en 1424, la ville de Cahors signa avec le gouverneur de la garnison anglaise un traité de « patis », (on appelait ainsi les accords garantissant moyennant finance la sécurité d'une ville) elle se trouvait si dépourvue de monnaie qu'elle dut céder entre autres objets, une « tasse d'argent ».

Ainsi le stock monétaire diminuait plutôt qu'il n'augmentait, alors que les besoins des échanges se multipliaient et que la circulation de la monnaie s'intensifiait. Depuis longtemps d'ailleurs, on n'usait plus guère du troc, procédé dans lequel il faut voir un aspect primitif des échanges mais qui reparait périodiquement et trouve alors son explication non dans l'absence de monnaie mais dans la rareté des marchandises. Presque tous les siècles nous en ont donné des exemples et le xv^e ne fait pas exception.

Naturellement les redevances dues au Seigneur s'ac-

quittaient en produits du sol, procédé tout à fait normal en un temps où le propriétaire n'avait guère d'autre moyen de vivre que les produits de ses terres. Mais quand la famine obligeait les habitants d'une région à se pourvoir ailleurs, le règlement s'effectuait alors en monnaie.

Même dans les infimes transactions auxquelles se livraient les gens du Moyen Age à ces petits marchés où ils se rendaient plutôt en manière de distraction pour rompre leur isolement, on employait la monnaie. De nombreux documents nous en fournissent la preuve.

CHAPITRE II

LES MANIPULATIONS MONÉTAIRES

Les caractéristiques du système monétaire au Moyen Age mettent suffisamment en lumière le rôle du Prince dans la direction des monnaies, pour qu'on s'étonne des jugements superficiels portés sur les souverains du Moyen Age jusqu'au début de ce siècle où un auteur flétrissait encore Philippe Le Bel, pour avoir « donné le honteux exemple d'un roi occupé sans relâche à affaiblir les monnaies pour assouvir son avarice ». Comment s'étonner ensuite si la plupart des français n'ont retenu de l'œuvre d'un grand roi, que l'image d'un faux monnayeur. Les pratiques de nos gouvernements devraient cependant les incliner à plus d'indulgence.

Certes, les mutations monétaires, qu'elles portent sur la taille ou l'aloi des espèces (*mutatio in materia*) ou sur le poids et le rapport avec la monnaie de compte (*mutatio in pondere*) présentent toujours des inconvénients incontestables dont le plus grave est l'incertitude qu'elles répandent dans les relations commerciales. Mais rien n'autorise cependant à qualifier de « falsification » ces altérations, une fois reconnu le caractère régalien de la monnaie.

D'ailleurs, à côté du principe incontestable, la pratique exigeait également ces opérations. Jusqu'au milieu du xv^e siècle en effet, il n'existait pas d'impôt permanent et le budget en souffrait périodiquement ; pas d'autres recours dans les périodes creuses que l'altération monétaire. La monnaie-impôt, si l'on peut s'exprimer ainsi, remplaçait l'impôt permanent. Ce fut une des armes de Charles VII jusqu'au jour où ayant enfin débarrassé le pays des Anglais, il songea à remplacer ces expédients par un impôt permanent.

Ne croyons pas d'ailleurs, que l'opinion si prompte à se plaindre des altérations, aurait accueilli avec plus de faveur un renforcement de la monnaie. Le précédent de Charles V et de son conseiller Nicole Oresme, n'était pas encourageant en effet. Ils avaient essayé de restaurer la monnaie en suspendant les mutations, avaient mis en harmonie l'échelle des espèces avec la monnaie de compte pour qu'à chaque unité de compte correspondit une monnaie réelle, et avaient même donné aux monnaies d'or et d'argent un cours légal, correspondant à la valeur intrinsèque des deux métaux. Leur doctrine se fondait sur des principes justes mais trop théoriques, elle n'avait pas compté avec la spéculation des changeurs, l'hostilité de la population et surtout l'inévitable concurrence des anciennes espèces et des espèces étrangères. Elle ne résista pas longtemps à une telle coalition.

Si Nicole Oresme n'avait pas du avoir une idée exacte de la loi plus tard appelé loi de Gresham (1) qu'il expérimenta, à ses dépens, on comprend que Charles VII,

(1) Loi découverte en réalité par Copernic, V. Jam, DMOSCHOWSKI, *Rev. éco. pol.*, 1925.

instruit par cette expérience, songea d'autant moins à la renouveler que la politique contraire présentait plus d'attrait pour ses finances.

Jamais en effet, l'occasion n'avait été plus favorable. De tous temps, les monnaies étrangères avaient circulé hors de leurs territoires et les prohibitions devaient toujours rester sans effet, car les Princes ne disposaient d'aucun moyen efficace pour les faire observer.

Les chroniques du temps nous révèlent l'importance de ces pièces en circulation. Les testaments conservés font mention de pièces de toutes sortes dans leurs inventaires. Ces monnaies circulaient généralement parce qu'elles inspiraient plus de confiance au public. Leur concurrence gênait les gouvernements, qui, dans l'impossibilité de les éliminer, s'essayaient aussi vainement à en diminuer la valeur.

C'est ainsi qu'en 1424, les monnaies aux armes de Bretagne dont il y avait « très grand foison » à Paris furent brutalement ramenées du cours de 8 deniers à 7 deniers.

« L'année suivante (1425), nous dit le *Journal d'un Bourgeois de Paris* (1), courait une monnaie nommée placques ; quand on vit que chacun en avait, on les cria pour 8 doubles au lieu de 9 ; le peuple murmura mais dût le souffrir ». Ces placques étaient des monnaies flamandes frappées par les Ducs de Bourgogne pour les Pays-Bas. Pour justifier cette mesure, on invoqua la nécessité de réagir contre la surélévation de ces espèces fort recherchées parce que de meilleur titre.

En 1432, ce sont encore des monnaies bourguignonnes

(1) *Journal d'un Bourgeois de Paris*, éd. Tuétey, Paris, 1881.

les « dourderés » pièces d'or, circulant pour 16 sols, qui sont l'objet des foudres du roi d'Angleterre. Un mandement en date du 30 août interdit de prendre les dourderés faits aux armes du Duc de Bourgogne, pour une somme supérieure à 14 sols. On peut douter du bon accord des deux alliés en présence de tels faits et penser que déjà, les points de friction ne manquaient pas.

Si les relations étaient telles entre alliés on imagine ce qu'elles pouvaient être entre deux rois qui se trouvaient en concurrence sur le même sol. Suivant le mot de Dubois (1) le stock monétaire devint vraiment comme « une mer inconstante ». Voyons donc comment Charles VII réussit à y naviguer.

(1) DUBOIS, *Précis d'Histoire des Doctrines*.

CHAPITRE III

HISTOIRE MONÉTAIRE DU RÈGNE DE CHARLES VII

La première partie du règne de Charles VII nous offre le spectacle d'une instabilité monétaire peu ordinaire. Les chiffres, malgré leur discordance ne laissent aucun doute. Quand une estimation de denrée s'accompagne de cette mention : « le sextier de blé valait 30 francs, de la monnaie qui lors courait » on peut s'estimer déjà éclairé sur le climat monétaire. LAVISSE (1) nous dit que de 1422 à 1438, les monnaies de Charles VII avaient subi 41 mutations. NATALIS DE WAILLY (2), parle même de 52 mutations en 16 ans.

Peu importe d'ailleurs le chiffre exact, relisons plutôt les Ordonnances de Charles VII si nombreuses sur ce sujet. On ne saura de quoi il faut marquer le plus d'étonnement : de l'indifférence qui dut en accueillir la publication ou de la constance avec laquelle le roi les renouvela. Le fait est si général qu'on peut poser en principe que jamais les ordonnances royales ne furent obéies tant

(1) LAVISSE, *Histoire de France*, t. IV, II^e Partie, Paris, 1902.

(2) NATALIS DE WAILLY, *Mémoire sur les variations de la Livre Tournais*, Paris, 1856.

que durèrent les hostilités contre l'Angleterre. Citons à ce sujet, le jugement significatif de Jean Juvenel des Ursins « on fait bien des Ordonnances, mais on se contente de les escrire et publier, ce qui est une grande moquerie et déshonneur pour le roy ».

Il serait fastidieux d'énumérer toutes les décisions sans effet qui s'échelonnent de 1420 à 1447, donnons en seulement un aperçu suggestif.

Le 4 novembre 1423, le roi énumérait les pièces ayant cours légal et leur valeur en monnaie de compte.

Une lettre du 14 février 1424 constatait que l'Ordonnance précédente n'avait pas été observée et en prescrivait l'exécution sans délai.

Mais une ordonnance du mois d'août de la même année, oubliant complètement les précédentes fixait une nouvelle valeur pour la monnaie d'or.

L'année suivante, 1425, c'est la monnaie d'argent qui se voyait l'objet de nouvelles modifications, et ainsi de suite jusqu'à plusieurs fois dans la même année on défaisait le lendemain ce qu'on avait fait la veille.

Le 31 décembre 1435, toutes les monnaies étrangères étaient interdites, à l'exception de celles du Duc de Bourgogne. Pourquoi faut-il alors que le 21 juin 1436 on se borne à interdire à Paris, l'usage des grands et petits blancs aux armes de France et d'Angleterre ? et que le 12 juillet de la même année, on interdise d'user de monnaie fabriquée par les Anglais. On n'en continua pas moins à s'en servir puisque le 1^{er} août l'interdiction fut renouvelée.

Et l'Histoire se poursuit en se répétant. Le 23 novembre 1443, une nouvelle Ordonnance interdisait l'emploi

de monnaie étrangère, elle n'était pas plus observée que les précédentes, puisque dans ses lettres du 23 décembre 1446, le roi déclarait que nonobstant son Ordonnance de 1443, il avait toléré le cours de diverses monnaies étrangères en égard « à la grant souffrance indigence et nécessité et aux charges de la guerre ».

C'était à la fois un aveu et une explication. Les variations monétaires avaient la guerre pour excuse et même pour mobile. Charles VII n'avait pas fait autre chose que de suivre dans cette voie son prédécesseur alors encore lucide, qui déclarait en portant la valeur de l'écu d'or de 30 à 50 sous que cet expédient devait lui permettre de « résister à son adversaire d'Angleterre ». Il apparaît bien ainsi que toute la politique monétaire du roi est dominée par sa lutte contre l'Angleterre. Peu importe pour le moment les répercussions intérieures de ces mesures, il s'agit de « bouter les Anglais hors du royaume » et pour atteindre ce but, il faut que l'argent cet éternel nerf de la guerre afflue dans les caisses royales. Tant que l'ennemi demeure sur le sol français il faut donc jouer avec la monnaie pour en tirer le profit maximum.

Mais bientôt la réforme militaire donnera au roi un instrument plus solide et plus souple à la fois. La création d'un impôt permanent le libérera en partie des soucis financiers. La défaite anglaise en Normandie, en 1450, en Guyenne en 1453, mettra un terme aux fluctuations, elle inaugurerà une période d'assainissement monétaire grâce à laquelle la France pourra lentement reconstituer sa fortune après avoir recouvré son territoire.

Ce changement si heureux apparaît clairement dans

le tableau dressé par Henri SAY, d'après NATALIS DE WAILLY, dont nous reproduisons ci-après un extrait :

VALEUR INTRINSEQUE DE LA LIVRE TOURNOIS

(Extrait de la Table dressée par Henri SAY d'après N. DE WAILLY)

Mai 1420	15	0,75	0,06	Mars 1429	28,80	1,40	0,11
Mai 1421	43,75	2,15	0,18	Mai 1429	27,40	1,35	0,11
Mai 1422	37,20	1,85	0,15	Juin 1429	19,75	0,95	0,08
Mai 1423	37,20	1,85	0,15	Novembre 1429	46,05	2,80	0,19
Décembre 1423	40,55	2,00	0,16	Janvier 1430	41,15	2,05	0,17
Janvier 1424	35,90	1,75	0,14	Mars 1430	35,35	1,75	0,14
Février 1424	47,05	2,10	0,17	Juillet 1430	30,55	1,50	0,12
Août 1424	43,70	2,15	0,18	Novembre 1430	36,75	1,80	0,15
Septembre 1424 ...	40,05	2,00	0,16	Avril 1431	42,05	2,10	0,18
Mars 1425	38,80	1,90	0,16	Septembre 1431 ...	35,85	1,75	0,14
Juin 1425	44,30	2,20	0,18	Février 1432	42,05	2,10	0,18
Août 1425	38,75	1,90	0,16	Mars 1432	38,85	1,90	0,16
Janvier 1426	38,95	1,90	0,16	Août 1432	35,60	1,75	0,14
Mai 1426	35,55	1,75	0,14	Août 1433	38,80	1,90	0,16
Août 1426	33,40	1,65	0,13	Août 1434	42,00	2,10	0,18
Septembre 1426 ...	28,75	1,40	0,11	Septembre 1435 ...	38,80	1,90	0,16
Novembre 1426	27,55	1,35	0,11	Octobre 1435	32,60	1,60	0,13
Janvier 1427	42,45	2,10	0,17	Octobre 1436	39,85	1,95	0,16
Mars 1427	39,80	1,95	0,16	Octobre 1437	31,40	1,55	0,13
Mai 1427	45,80	2,25	0,17	Octobre 1438	39,85	1,95	0,16
Juillet 1427	36,20	1,80	0,15	Octobre 1444	38,80	1,90	0,16
Août 1427	39,55	1,70	0,14	Octobre 1445	39,40	1,95	0,16
Octobre 1427	36,80	1,80	0,15	Octobre 1447	36,00	1,80	0,15
Février 1428	41,15	2,05	0,17	Octobre 1448	36,90	1,80	0,15
Juillet 1428	29,20	1,45	0,12	Octobre 1450	35,55	1,75	0,15
Octobre 1428	32,95	1,60	0,13	Octobre 1456	35,00	1,75	0,15
Janvier 1429	29,95	1,45	0,12	Octobre 1460	35,00	1,75	0,15

Les fluctuations ne cessent pas durant la première décade du règne qui précède l'époque de Jeanne d'Arc. L'année 1429 en particulier, présente des variations tout à fait désordonnées. La livre tournois perd un tiers de sa valeur de janvier à juin puis double en novembre.

Les variations demeurent nombreuses de 1430 à 1447 malgré une amélioration sensible, mais c'est à partir de cette dernière date que la stabilité devient remarquable. Jusqu'à 1460, durant les 13 dernières années du règne, on n'observe plus guère de changement.

Le commerce eut-il beaucoup à souffrir de l'instabilité monétaire ? On peut penser que ces inconvénients furent peu de choses à côté des conséquences de l'insécurité générale. D'ailleurs les marchands savaient prendre leurs précautions. Si dans certains cas, comme à Troyes en 1431, l'agitation dégénéra en émeute, et se propagea dans toute la contrée, quand le roi voulut abolir la « fausse monnaie » qui y circulait, le plus souvent on se contenta d'ignorer le cours légal ; on apprécia plus ou moins exactement la valeur intrinsèque, c'est-à-dire commerciale des monnaies pour les changer sur cette base.

A Lyon, nous voyons d'abord les marchands « marchander à écu d'or » puis quand le roi touche même aux monnaies d'or et en altère sérieusement la valeur de 1424 à 1429, las de peser leurs écus, ils trafiquent en florins de Savoie ou mieux encore en florins d'Italie. Ils avaient enfin trouvé une espèce métallique pratiquement invariable.

Les fructueuses opérations du change ont de plus rapporté à ces marchands des bénéfices appréciables. Elles leur semblaient si naturelles, qu'en 1421 ils avaient proposé au Dauphin ce moyen de faire rentrer dans le Royaume le plus d'argent possible moyennant évidemment une part du profit. Le rapport adressé au futur Charles VII ne fut pas agréé, mais le monarque en retint certainement l'idée.

Ainsi le désordre des monnaies auquel on ne saurait imputer la paralysie du commerce, a rendu service au roi dans sa lutte contre les ennemis du pays en lui fournissant les ressources nécessaires et en causant de multiples ennuis au Roi d'Angleterre.

Henri V puis Bedford avaient eu en effet l'ambition, à l'exemple de Charles V de rétablir une monnaie forte dans les Etats qu'ils occupaient et de maintenir à un taux invariable le rapport entre l'or et l'argent. Mais dès le début l'expérience avait échoué. Quand la monnaie votée, conformément aux prescriptions d'Henri V aux Etats de Paris et de Rouen, fut enfin émise, il fallut presque aussitôt la retirer de la circulation parce que le Dauphin trouvait son profit à attirer chez lui les nouvelles espèces. Henri VI persista cependant mais sans plus de succès dans la même politique. La monnaie anglaise, que l'on se procurait en France continuait à prendre le chemin du creuset ; tout l'argent fin affluait à Bourges et Paris en échange, recevait une monnaie d'argent de plus en plus altérée.

La population parisienne sut d'ailleurs à l'occasion manifester son opinion vis-à-vis des décisions du Roi d'Angleterre. Ainsi quand en 1427, une Ordonnance rabaisa la valeur des doubles aux Armes de France, et que les écus d'or passèrent de 25 sols à 18, plusieurs marchands jetèrent leur monnaie dans la Seine après l'avoir changée sur le fameux Pont au Change. Un chroniqueur nous dit que plus de cinquante florins furent jetés ostensiblement dans le fleuve.

En résumé, la politique d'expédients avait prouvé sa valeur. Et ainsi, bien avant les temps modernes, Charles

VII avait démontré qu'un maniement habile peut mettre momentanément la monnaie au service d'une politique à condition qu'on ait ensuite la sagesse de la replacer dans son vrai rôle. Les Anglais plus soucieux d'orthodoxie avaient voulu imposer à tout prix une monnaie forte à la Normandie, se privant ainsi de bénéfices qui allaient au roi de France et s'aliénant une population qu'ils écrasaient d'impôts de remplacement plus insupportables encore que les méfaits de la monnaie faible et que la hausse des prix.

Si nous nous sommes assez longuement étendus sur la politique monétaire, c'est que ses différents aspects influencèrent profondément la vie nationale, et toute la vie économique de cette fin de la Guerre de Cent ans. Le pays n'en connut le plus souvent que les inconvénients, il ignora qu'il lui devait en partie sa libération, condition première de sa prospérité future.

Nous allons passer en revue les différents secteurs de la vie économique, agriculture, industrie, commerce. Ne soyons pas surpris si l'action du roi s'y montra à peu près inefficace et n'oublions pas qu'en employant 30 ans de son règne à libérer le territoire, il créa les conditions qui allaient permettre à ses successeurs d'opérer un redressement économique véritable.

Comment l'agriculture et l'industrie auraient-elles pu se relever rapidement d'une si longue période de désastre ? Tout était détruit ; une partie même de la population avait succombé. Il faudrait bien des années pour effacer de telles pertes.

Seul le commerce international reprendrait un essor vigoureux mais passager sous l'impulsion de Jacques

Cœur, tandis que l'indépendance des seigneurs s'opposait toujours aux progrès du commerce terrestre. Il faudrait l'action énergique de Louis XI pour compléter à l'intérieur l'œuvre accomplie par Charles VII dans le domaine extérieur.

M. CALMETTE (1) nous a condensé en quelques lignes, la physionomie de cette époque, son tableau prête à bien des réflexions et des comparaisons.

« En définitive, écrit-il, le travail agricole entravé, l'industrie désorganisée, les paysans encombrant et troublant les villes, les échanges supprimés ou ralentis, les sources de revenus taries ; c'est une crise généralisée.

Tous les signes du déséquilibre se trahissent : avilissement et chute verticale des monnaies, dévaluation et inflation, krach des banquiers, hausse vertigineuse des prix, perturbations des classes sociales, faillite des communes, effondrement des rentiers à revenu fixe, cupidité des marchands, exaltation des spéculateurs, règne de l'argent et déchaînement de la corruption. Sautes désordonnées des changes et bouleversement profond des valeurs. Bref, démoralisation universelle. »

Ce résumé donnerait matière à bien des chapitres et il ouvrirait aux érudits qui en auraient le loisir, un vaste champ d'exploration. Mais les renseignements à cueillir sont si dispersés que la synthèse en demeure difficile et les résultats aléatoires. « L'Histoire économique de cette époque reste à faire » dit encore M. CALMETTE (1). Nous n'avons pas la prétention de combler cette lacune, une

(1) CALMETTE, *Le grand règne de Louis XI*, Paris, 1938.

(1) CALMETTE, *L'élaboration du monde moderne*, t. V de *l'Introduction aux études historiques*. Collection Clio, Paris, 1934.

vie n'y suffirait pas. Nous essaierons seulement de dresser un tableau ou plutôt de crayonner une esquisse de la vie économique à cette époque troublée. Nous n'avons pu en saisir que quelques aspects choisis parmi les plus caractéristiques.

TROISIÈME PARTIE

LA VIE ÉCONOMIQUE DANS LES CAMPAGNES

La guerre de Cent ans a suspendu l'activité économique du pays, et il n'est pas exagéré de dire que l'histoire de l'agriculture française, durant le règne de Charles VII n'est guère que l'histoire de la misère publique. Alors que nos guerres modernes suscitent des efforts d'imagination et amènent souvent des transformations et des progrès, les guerres du Moyen Age n'ont pas sensiblement modifié l'aspect économique du pays.

Quelle était à cette époque l'organisation économique de la France ? Le stade de l'économie purement domestique était nettement dépassé. L'ancienne villa romaine devenue le domaine rural et qui constituait avec les monastères, et leurs ateliers d'artisans les unités économiques des premiers siècles du Moyen Age, tout cela s'effaçait lentement alors que les villes naissaient et se développaient et que l'économie urbaine s'organisait.

Au XII^e siècle, les villes commençaient à s'éveiller, les corporations se constituaient. Au XIII^e siècle et jusqu'au milieu du XIV^e siècle nous sommes à l'apogée du Moyen

Age. Les villes présentent une activité jamais atteinte, les campagnes sont fertiles, la population apparemment si abondante, qu'on a prétendu qu'elle égalait celle du xix^e siècle. Mais l'état de l'économie rurale à cette époque s'oppose à de telles évaluations que l'insuffisance des documents et leur caractère fragmentaire rendent d'ailleurs très aléatoires.

Si les villes consommaient la production des campagnes qui s'offraient à leur tour comme marchés à l'industrie des villes, ces relations ne présentaient encore qu'un modeste développement. En raison de l'insuffisance des communications, l'industrie ne possédait généralement à l'exception de la draperie, que de maigres débouchés autour des villes. On peut à peine parler d'économie régionale, car bien des régions exclusivement agricoles pratiquaient encore l'économie fermée la plus absolue. Ainsi dans le Vivarais médiéval où l'élevage a toujours été une ressource importante, les agriculteurs préparaient eux-mêmes la peau de leur bétail et la toison de leurs brebis. La division du travail, fruit du progrès en était encore à un stade bien primitif au regard du monde moderne.

La guerre, en s'installant dans le pays allait mettre fin à la période brillante du Moyen Age. Au début du règne de Charles VII, bien des contrées avaient déjà souffert. Certaines étaient à peu près ruinées, tandis que d'autres ignoraient encore les fléaux qui allaient les atteindre ; mais bien peu auront été épargnées quand en 1453, la bataille de Castillon terminera la guerre de cent ans.

Nous allons essayer de résumer l'aspect des campagnes françaises durant ces terribles années et l'évolution qui

devait conduire à un lent redressement ; nous examinerons ensuite les conditions de l'économie rurale en cette fin du Moyen Age et les modifications apportées par la guerre aux conditions sociales des gens des campagnes ; nous retiendrons enfin, avant d'aborder l'économie des villes quelques aspects des relations entre paysans et citadins.

CHAPITRE PREMIER

ÉPUISEMENT ET RELÈVEMENT DES CAMPAGNES FRANÇAISES

Où s'arrêtent les campagnes et où commencent les villes ? La question se posait alors comme elle se pose encore aujourd'hui pour la distinction des communes rurales et urbaines.

Nos campagnes du Moyen Age n'offraient pas le spectacle de fermes disséminées dans la nature. Les exploitations rurales isolées étaient rares et presque toujours munies en ce cas d'ouvrages de défense. Toutes les autres étaient groupées et formaient des villages très nombreux entourés de murailles et de fossés qui avaient été généralement élevés à la suite des invasions barbares. Ces défenses, qui empêchaient les incursions des pillards isolés ne suffisaient pas malheureusement à garantir les paysans contre les bandes redoutables des écorcheurs. Ils ne purent non plus échapper aux conséquences des guerres et des luttes privées qui firent de toute enceinte fortifiée l'enjeu de luttes incessantes, si bien qu'à la fin de la guerre de cent ans toutes ces murailles seront à peu près détruites et que les habitants rebâtiront alors des maisons isolées sur leurs terres,

De toutes façons, si ces enceintes protégeaient généralement les vies humaines, les terres demeuraient sans défense. On n'oserait bientôt pas plus s'y aventurer que sur une mer démontée. Elles étaient devenues de magnifiques terrains d'exercice pour les chevauchées des « écorcheurs ». Mais que restait-il alors pour la subsistance des paysans et des gens des villes ?

Ces villes s'étaient encore augmentées de tous ceux qui avaient définitivement abandonné une campagne ruinée. Nous verrons plus loin à quel point la vie y fut cruelle, à Paris surtout, mais aussi à Rouen, à Bordeaux, à Lyon, à Toulouse, partout sauf à Bourges, peut-être, qui bénéficia de la présence de la Cour et jouit d'une relative sécurité.

Si l'on veut inscrire dans le temps les différentes phases des malheurs de nos campagnes, durant cette période tragique, il faut retenir avant tout, l'année 1444 qui apporta au pays prostré la première lueur d'espoir. Jusque-là les ruines n'avaient pas cessé de s'accumuler. La terre ne produisait plus rien. La vie peu à peu s'était retirée du pays comme le sang se retire des extrémités du corps quand le froid le saisit pour aller réchauffer les organes vitaux. Ainsi la nation vivait mais en dévorant lentement sa propre substance et sa population fondait d'année en année.

Nous ne pouvons mieux faire que de citer ici le témoignage de Thomas Basin, qui constitue le plus saisissant tableau de désolation qu'on puisse imaginer :

« De la Loire à la Seine, écrit-il (1), et de la Seine à

(1) THOMAS BASIN, *op. cit.*, *Histoire de Charles VII*,

la Somme, les paysans sont morts ou en fuite, les champs incultes ou sans laboureurs... J'ai vu de mes yeux les vastes plaines de la Champagne, de la Brie, de la Beauce, du Gâtinais, le pays de Chartres et de Dreux, le Maine, le Perche, le Vexin français et normand, le Beauvaisis, le pays de Caux, depuis la Seine jusqu'à Amiens et Abbeville, le Soissonnais, le Valais, toute la contrée jusqu'à Laon et même jusqu'au Hainaut, déserts, en friche, dépeuplés, couverts de ronces et de buissons... on ne trouvait plus de culture que dans les environs immédiats des villes, des bourgs fortifiés ou des châteaux, dans le rayon que pouvait embrasser du haut d'une tour ou d'un poste élevé le regard du guetteur chargé de signaler l'approche des brigands.

La cloche ou le son du corps avertissaient ceux qui travaillaient dans les champs ou dans les vignes de se réfugier dans l'enceinte des fortifications. Ces alarmes étaient si universelles, si fréquentes, que les bœufs et les chevaux de labour reconnaissaient le signal du guetteur et qu'une fois dételés, ils gagnaient au galop le lieu de refuge sans avoir besoin de conducteurs. L'habitude avait fait leur éducation. »

On comprend que la trêve de 1444 ait été accueillie avec un véritable enthousiasme. Les huit dernières années, illustrées par les exploits des écorcheurs avaient achevé la ruine du pays. Pour la première fois, depuis bien longtemps, la cessation des hostilités n'avait pas correspondu à une recrudescence de la piraterie. Le contraste a dû paraître assez saisissant pour que la plupart des chroniqueurs en fassent mention. Thomas Basin nous montre le peuple sortant des villes pour se répandre dans

les campagnes, en troupes nombreuses et errant dans les bois et les champs que beaucoup ne connaissaient que « par ouï dire ». Un autre écrit : « dans deux mois ensuivant les marchés et pays du royaume furent plus sûrs et mieux en paix qu'ils n'avaient été trente ans auparavant ». Mathieu d'Escouchy (1) signale également qu'il commença à y voir plus de communications, que les marchands s'agitèrent et reprirent leur trafic, qu'enfin les laboureurs se remirent au travail espérant tous que cette trêve serait bientôt suivie d'une paix générale.

Si cet espoir fut déçu, les désordres se localisèrent cependant. En Normandie, les Anglais devenaient moins disciplinés, alors que l'ordre commençait à s'installer dans les troupes de Charles VII. Nous en trouverons la preuve dans une Ordonnance d'Henri VI contre certaines gens de guerre qui se déguisaient de robes et de visages, pour n'être connus et pillaient, volaient, tuaient sans miséricorde, ses habitants de Normandie, à tel point que personne n'osait aller de ville à autre sans être bien accompagné ». Mais bientôt la défaite va consacrer la décadence anglaise en Normandie et ce riche pays pourra revivre. La double campagne de Guyenne causera encore quelques ravages dans cette région ; ce seront les derniers.

A cette date, bien rares sont les régions qui peuvent se vanter d'avoir échappé au fléau. La Bourgogne plus à l'écart n'en sortit point indemne. La Flandre seule, qui à l'exception de Tournai, dépendait du Duc de Bourgogne, put préserver ses richesses. Certaines contrées par

(1) Mathieu d'ESCOUCHY, *Chroniques*, éd. Dufresne de Beaucourt, Paris, 1863.

contre, semblent n'avoir évité aucun des malheurs de cette interminable guerre. Tel le Quercy dont Quicherat (1) nous donne cette description, véritable image de la désolation :

« Les Capitaines à croix blanche et les Capitaines à croix rouge n'avaient cessé de s'y poursuivre depuis la rupture du Traité de Brétigny, de sorte qu'elle en était à sa soixante dixième année de tribulations. Qu'on se figure des lieux foulés de la sorte pendant près de trois quarts de siècle.

Un peu loin des grandes villes, surtout dans la partie quercynoise, il n'existait ni cultures, ni chemins, ni délimitations de propriétés, rien de ce qui annonce un pays habité. Des villages entiers avaient disparu. Gramat, ville autrefois florissante, était réduite à sept habitants. Toutes les maisons y formaient un tas de décombres qu'on avait fouillés et comme passés au tamis pour en extraire le bois. On n'y eut pas trouvé un bâton de quoi lier une botte de foin.

Çà et là émergeaient, comme autant d'oasis quelques points plus favorisés, qui étaient des positions stratégiques importantes, et à cause de cela incessamment disputées ».

Comment une nation qui avait donné tant de preuves de sa grandeur avait-elle pu tomber si bas ? L'invasion étrangère avait si habilement exploité ses divisions, que beaucoup de français se battaient entre eux en pillant le pays comme si la patrie ne comptait plus. Il est vrai que la misère explique, si elle n'excuse pas beaucoup d'excès.

(1) QUICHERAT, *Rodrigue de Villandrando*, Paris, 1879.

Il fallait bien que des troupes que l'on ne payait pas, pussent se nourrir sur le pays. Cette licence entraînait fatalement les plus terribles abus.

Il est difficile de faire une différence entre les armées de Charles VII et les écorcheurs de sinistre réputation. Bien souvent, ceux qui combattaient sous la bannière royale, redevenaient pillards à la première occasion ; il y avait bien des compagnies franches qui se formaient spontanément en se soumettant au premier chef qui savait s'imposer et des compagnies régulières aux ordres du roi ; mais les secondes, faute de solde, pillaient souvent autant que les premières. Aussi, jusqu'en 1444, ces bandes armées répandirent-elles autant de terreur dans le pays que chez l'ennemi. Rien n'échappait à leur rage. Aucune région, aucune classe sociale n'était épargnée. On se lasserait de citer les nombreuses abbayes et monastères ravagés, ceux qui restaient étaient transformés en forteresses et envahis par les habitants qui y cherchaient un refuge bien souvent illusoire.

Les bandes des écorcheurs se révélèrent d'autant plus redoutables, qu'elles étaient parfois très bien organisées pour le pillage. Rodrigue de Villandrando, un des plus célèbres chefs de bandes, dont les troupes atteignirent 10.000 hommes voyait sans cesse l'état des vivres de sa compagnie, du fourrage, de l'équipement et n'aurait pas souffert que quelque chose eût manqué. Quand une telle armée se répandait pour saccager une contrée, on peut être assuré que le nettoyage était bien fait. Ils vidaient les granges et les étables, pillaient les châteaux, arrêtaient les passants pour les rançonner et n'hésitaient pas à s'attaquer aux villes quand ils se trouvaient assez forts

pour les investir et les affamer jusqu'à paiement d'un lourd tribut.

Parfois leur fureur de destruction allait jusqu'à la démence. Alors ils coupaient les vignes et le blé en herbe, les arbres des vergers et jusqu'aux jarrets des bêtes qu'ils ne pouvaient emmener. Ils brûlaient tout dans les maisons : tables, bancs, et jusqu'aux moindres ustensiles de ménage. Détruire pour détruire, telle aurait pu être leur devise.

La perte de tous leurs biens, ne donnait d'ailleurs aux victimes, aucune assurance de préserver leur vie de la rage de ces bandits que rien ne faisait reculer, pas même la profanation sacrilège des églises et des monastères. La terreur qu'ils inspiraient était telle que les paysans préféraient parfois les servir comme des esclaves dans l'espoir de préserver leurs biens. C'est ce que Froissard (1) nous rapporte en ces termes : « les villains d'Auvergne et du Limousin nous pourvoyaient et amenaient dans notre château les blés, la farine, le pain tout cuit, l'avoine pour les chevaux et la litière, les bons vins, les bœufs, les moutons, les brebis, tout gras et la volaille. Nous estions étoffés comme des rois ».

La plupart des régions de France durent satisfaire à ces exigences. Aussi comprend-on le soulagement qu'amena la réforme de l'armée. Selon les dispositions de l'Ordonnance Royale, chaque homme d'arme toucherait une solde mensuelle à laquelle s'ajouterait des vivres représentant une somme de 10 livres : une charge $3/4$ de blés, trois charretées de bois, 6 charges d'avoine, 2 char-

(1) Cité par DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, tome II.

retées de foin et paille. Toute le monde, à l'exception des gens d'église devait contribuer à cette dépense.

La situation particulière des régions soumises à l'occupation anglaise, mérite d'être étudiée à part. On pourrait penser que la présence des anglais assurait l'ordre et protégeait le pays contre les pillards. Il n'en était rien.

D'abord en raison de leurs faibles effectifs, les garnisons n'avaient jamais pu s'opposer aux incursions des bandes de Charles VII qui opéraient des raids fructueux en Normandie comme en Champagne. Un exemple nous en est fourni par une Ordonnance de 1446 où Henri VI informé des désastres causés par des gens de guerre, charge Mathieu Gough lui-même ancien chef de bande, d'emmener ces gens de Bernay où ils sévissaient dans le Maine « pour y vivre et gouverner aussi doucement que faire se pourra », et ordonne de payer à cet effet 300 Livres tournois, élégante façon d'inviter les gens à aller se faire pendre ailleurs.

Ensuite les lourdes impositions que nécessitait l'état de guerre en plus de la solde des armées, achevaient la ruine du pays. Les Anglais ne les établissaient pas eux-mêmes, il les faisaient voter par les Etats pour se donner l'apparence de respecter le traité de Troyes qui contenait leur promesse de « n'imposer tailles ou subsides sans cause raisonnable et nécessaire, selon l'exigence des lois et coutumes approuvées au royaume ». Les députés votaient ces subsides, car ils savaient bien que leur refus, aurait fourni un excellent prétexte aux soldats pour prélever directement avec beaucoup plus de dégâts, ce qu'on leur refusait.

Dans certaines régions comme le Maine (1), toujours disputé entre Français et Anglais, les paysans se voyaient rançonnés à la fois par les deux partis. Chacun devait se procurer moyennant finances, un certificat délivré au nom du Duc de Bedford constatant qu'il avait prêté serment d'obéissance aux Anglais. Tous les déplacements exigeaient des sauf-conduits qui remplissaient la caisse des Anglais, et valaient encore à leurs possesseurs le « privilège » d'être une nouvelle fois imposés par les Français qui les rencontraient.

Si ces exactions avaient préservé les paysans du pillage des Anglais, elles auraient pu s'expliquer, mais jamais ceux-ci ne se gênèrent pour ravager le pays à l'exemple des bandes Armagnagues ou Bourguignonnes. En 1422, ils ravagent la Brie, si affreusement que les paysans doivent quitter la terre. En 1435, ils mettent le feu aux récoltes dans la région de Pontoise et incendient les habitations. L'année suivante, ils recommencent dans un autre secteur, et profanent l'Abbaye de Saint-Denis. Enfin, le pays est vidé à ce point que Bedford doit faire venir le blé d'Angleterre pour approvisionner les grandes villes.

Ces ravages eurent d'autres conséquences plus graves encore, dont les Anglais souffrirent autant que les Français. Ils entraînèrent la création de petites troupes de bandits constituées d'éléments les plus divers, tous bien décidés à causer le plus d'embarras possibles aux Anglais.

Thomas Basin (1) nous a laissé une impressionnante

(1) JOUBERT, *La vie agricole dans le Haut-Maine*, Mamers, 1886.

(1) THOMAS BASIN, *Histoire de Charles VII*, op. cit.

description de la vie de ces malheureux, semblables aux « outlaws » d'Ecosse que la misère ramenait à l'état de bêtes. « Il y avait en très grand nombre, des hommes désespérés et perdus qui, soit par lâcheté, soit par haine des Anglais, soit par désir de s'emparer du bien d'autrui, ayant quitté leurs champs et leurs maisons, vivaient à la manière des bêtes sauvages et des loups au plus épais et au plus inaccessible des forêts. De là tenaillés et rendus enragés par la faim, ils sortaient presque toujours la nuit à la faveur de l'obscurité, envahissaient les maisons de paysans, s'emparaient de leurs biens, les emmenaient prisonniers dans leur introuvable repaire des bois et là, par toutes sortes de mauvais traitements, les obligeaient à de grandes sommes d'argent pour leur rançon et libération ».

Bedford fut impuissant à réprimer ces brigandages. Maintes fois nous le voyons prendre l'engagement d'assurer la liberté des chemins, de procurer aux cultivateurs la paix et la sécurité. Vaines promesses qu'il était bien incapable de tenir. Le mal ne fit que s'accroître à mesure que les Français reprirent le dessus et que la discipline se relâcha chez les Anglais.

Bientôt les paysans se révoltèrent en masse contre l'oppresseur, leur nombre leur donnait une illusion de force, leur exaspération même les aveuglaient. On les vit dans le pays de Caux se rassembler par milliers l'hiver dans la neige et sans avoir rien arrêté ni prévu, se porter contre les places anglaises. Impuissants à les enlever, ils périssaient sur place de froid et de faim. Le reste se faisait massacrer par les Anglais bien armés. Dans le val de Vire, un soulèvement identique conduisit

au même désastre. Le désespoir poussait à la mort un peuple entier.

Ce qu'un contemporain osait dire tout haut : « que tous les Anglais quitassent la France et retournassent en Angleterre leur pays natal » chacun le pensait tout bas. De fait, aussitôt les Anglais chassés, le pays fut en même temps délivré des pillards qui furent incorporés dans l'armée comme soldats réguliers ou renvoyés chez eux pour cultiver une terre enfin pacifiée.

Charles VII ne fit pas grand chose pour le relèvement agricole, il n'en eut pas le temps. On signale bien de modestes travaux de colonisation, endiguement ou dessèchement dus à son initiative, mais pas de plan d'ensemble.

Cependant, dès 1447, il autorisait les seigneurs hauts justiciers, à remettre leurs terres en cencives, et pour défricher les terres incultes, et encourager les bonnes volontés, il faisait donner ces terres à forfait moyennant un prix déterminé par les contrats de défrichement ; ou bien s'il s'agissait d'anciens tenanciers, il leur faisait accorder de substantielles réductions au montant de leur cens ou de leur redevance.

En 1450, après la conquête de la Normandie, le roi veilla à ce que tous ses sujets puissent recouvrer leurs biens et l'année suivante, il exempta de toute taille pendant huit ans, les émigrés qui reviendraient cultiver leurs terres.

Par les subsides qu'il accorda enfin, Charles VII contribua au relèvement des églises et des monastères qui possédaient souvent de grands domaines. Mais la masse des paysans ruinés n'eût que ses bras pour se remettre

à l'ouvrage. C'est son effort acharné qui ramena peu à peu la vie dans les campagnes. Des paysans courageux s'installèrent sur la terre désertée et recréèrent les villages disparus. Patient effort dont les résultats ne devaient se faire sentir sur une vaste échelle, que cinquante ans plus tard.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE L'ÉCONOMIE RURALE

L'Agriculture n'a accompli de progrès réellement sérieux qu'à la fin du xix^e siècle. La guerre de Cent ans l'a ruinée, mais n'en a pas modifié la technique rudimentaire.

Cette stagnation n'est pas attribuable aux seuls nobles qui se seraient désintéressés de leurs propriétés. Dès cette époque, en effet, le paysan propriétaire n'était pas une exception. Les petites propriétés dont on attribue la multiplication aux lois du Code civil, nous apparaissent très nombreuses et extraordinairement morcelées. Ce qu'on nomme aujourd'hui le parcellement, nuisait déjà aux progrès de la culture au Moyen Age. Certains propriétaires possédaient des parcelles si minuscules qu'ils devaient les vendre faute de pouvoir en vivre. Ch. de Ribbe (1) cite à Maillane, patrie de Mistral, quelques habitants qui en possédaient plus de 30 et en 1429, un inventaire attribue à un propriétaire jusqu'à 92 de ces minuscules lopins de terre.

(1) Ch. DE RIBBE, *La Société Provençale à la fin du Moyen-Age*, Paris, 1898.

Si l'on ne peut pas attribuer à la guerre de Cent ans un morcellement lentement réalisé, on peut néanmoins penser que l'agglomération des paysans dans les villages et le danger qu'il y avait à s'en éloigner multiplia les petites parcelles.

D'autre part, le droit d'aînesse n'améliorait pas la situation, car il ne s'appliquait qu'aux nobles. Or, peu importait que l'intégrité du domaine seigneurial fut maintenue si les censives des paysans cultivant chacun leur terre continuaient à se morceller.

A vrai dire, la remise en culture des terres abandonnées, eut été une excellente occasion d'enrayer le mal par une redistribution plus logique et une modification des coutumes héréditaires. Mais les ténures concédées après la guerre de Cent ans ne gardèrent pas leur intégrité. Le partage égal des biens entre les enfants ramena la division et l'émiettement des parcelles. Non seulement chaque enfant recevait une portion équivalente mais chaque nature de bien, chaque maison, chaque champ se trouvait morcelé en autant de parts qu'il y avait d'héritiers. Le nombre des parcelles encourageait d'ailleurs la division du patrimoine qui s'en trouvait facilitée.

Significatif témoignage d'un esprit égalitaire qui n'attendit pas la Révolution pour se manifester. Ces résultats désastreux n'empêchèrent pas les rêveurs de 1789 d'élever au rang de dogme un principe qui devait nous causer tant de mal et fausser les esprits pour des générations.

Dans ces petites propriétés du Moyen Age, les cultures étaient généralement très variées. La difficulté des communications, l'insécurité s'opposaient à un commerce

agricole rémunérateur. Seules les denrées précieuses de l'Orient pouvaient supporter de tels risques.

Cette économie régionale était partout la règle. Aussi ne faut-il pas s'étonner de trouver des vignes jusqu'en Normandie et en Bretagne. Les vignobles étaient médiocres mais subvenaient aux besoins des cultivateurs ; le noyer se trouvait très répandu dans la vallée de la Seine car les paysans en tiraient toute l'huile nécessaire à leur alimentation. Le lin et le chanvre, étaient proportionnellement plus cultivés que de nos jours, car ils devaient suffire à l'habillement des populations. Enfin, certaines cultures, comme celles des plantes tinctoriales prospéraient au voisinage des centres de l'industrie drapière.

Les céréales étaient les mêmes qu'aujourd'hui mais la culture des fourrages à peu près ignorée ; on ne relève aucune mention de trèfle ou de luzerne ou de sainfoin ; par contre, grande abondance de pois, fèves et lentilles.

Le sucre était très rare puisqu'on ne connaissait pas la betterave. Enfin, l'absence de pommes de terre privait les paysans d'un excellent produit de remplacement en cas de mauvaise récolte des céréales.

Seuls les bois ne manquaient pas. Mais il suffisait qu'ils fussent un peu éloignés des murailles pour qu'on n'osât pas s'y approvisionner. Un dicton tristement révélateur de l'état de nos campagnes, disait que : « les bois sont venus en France par les Anglais ». Cependant, faisant exception, la montagne connaissait déjà le fléau du déboisement. Si étonnante que la chose puisse paraître, il est probable en effet, que dans certaines régions, comme le Dauphiné (1), le déboisement atteignait même sa plus grande

(1) Thérèse SCLAFERT, *Le Haut-Dauphiné au Moyen-Age*, Paris, 1926.

ampleur dans ce début du x^v^e siècle. Il est peu vraisemblable en effet, que les villages qui y végétaient alors, se soient édifiés dans des régions absolument dépourvues de combustibles et où de nos jours encore les indigènes font sécher l'été au soleil le fumier des vaches qui alimentera leur foyer durant la mauvaise saison. Ainsi le déboisement est loin d'être un phénomène nouveau et si les résultats n'ont pas toujours répondu aux efforts, il y a longtemps cependant qu'on s'inquiète de la protection de nos richesses forestières.

Les méthodes de culture n'ont pas accompli de progrès. Tout le Moyen Age a connu le système des jachères qui laissent reposer la terre une année sur trois et diminue par le fait même les profits d'un tiers.

L'usage des engrais, qui remonte d'ailleurs à l'Antiquité, permettait d'améliorer le rendement dans une certaine mesure. Les baux de cette époque stipulent souvent que le fermier doit fumer et marnier sa terre. Dans le Maine, l'usage des fumiers artificiels était assez répandu ; pour les obtenir on semait les champs de graines donnant de grandes plantes qu'on enterrait ensuite par un nouveau labour. Dans la Basse Normandie, les laboureurs employaient comme engrais le sable de la mer, sous le nom encore en usage de la « tanguie ». Mais l'état des voies de communication et bientôt l'insécurité grandissante s'opposèrent à toute amélioration. Les paysans réfugiés dans les villes, prenant à peine le temps d'en sortir pour labourer hâtivement, n'avaient pas celui de fumer. Les marnières ne recevaient plus leurs visites et le fumier des villes était perdu ; à Rouen on le jetait dans la Seine. Ainsi les rares terres encore cultivées l'étaient fort mal.

On ne signale pas plus de progrès dans l'outillage. D'ailleurs les instruments agricoles n'avaient guère changé depuis l'antiquité. Le morcellement ne faisait pas sentir le besoin d'un progrès et bien des exploitations étaient même trop petites pour justifier l'emploi d'une charrue. Aussi voyait-on des paysans s'associer pour en utiliser une comme ils pourraient le faire aujourd'hui pour l'emploi d'une moissonneuse. Certains ne travaillaient la terre qu'à la bêche et on les appelaient des « laboureurs de bras ». Tout était à l'avenant, le blé été « scié » à la faux ou à la faucille, ce qui n'empêchait pas le paysan de le scier en deux fois, d'abord pour les épis, puis pour les chaumes. Ce procédé permettait de mieux conserver la paille qui servait à couvrir la maison.

L'élevage semble avoir été assez répandu, car il ne demandait pas beaucoup de soins. On se contentait de laisser vagabonder le bétail dans la lande où il se nourrissait.

CHAPITRE III

CONDITION DES GENS DES CAMPAGNES

Si l'on s'en rapporte à ce tableau de l'économie rurale, la condition des paysans ne devait pas être très brillante, même avant les désastres de la guerre de Cent ans. Elle avait cependant été satisfaisante.

Depuis longtemps, bien des cultivateurs avaient reçu la terre à perpétuité en échange d'une rente fixe, le cens. Or, ces rentes foncières exprimées en monnaie de compte, restaient immuables quant au chiffre et se trouvaient soldées par une quantité de métal fin qui ne cessait de diminuer.

La noblesse en souffrit durement ; il lui fallait continuer à vivre « noblement » avec des revenus amoindris. Mais c'est le paysan qui avait le plus souffert des guerres, il y avait souvent succombé. Celui qui avait survécu méritait bien en compensation l'allègement de la rente. Le cultivateur qui voyait sa terre ravagée perdait en effet tout moyen de vivre. Bien rares ceux qui possédaient quelque argent. La plupart des capitaux s'accumulaient dans la bourgeoisie des villes ou chez les prêteurs juifs ou lombards. Beaucoup de paysans étaient si misérables, qu'ils devaient vendre leurs bestiaux à des voisins un

peu moins pauvres en se réservant seulement la moitié des produits.

Après la tourmente, la masse paysanne avait fondu. En même temps que grandissait la surface des terres incultes, diminuait le nombre de ceux qui pouvaient leur rendre la fertilité. En 1460, à la mort de Charles VII, la main-d'œuvre restait rare et chère, situation avantageuse pour le paysan, mais regrettable pour la renaissance de la culture.

L'Eglise avait également bien souffert des désordres à la fois matériellement et moralement. Tous les documents attestent la disparition presque totale de ses revenus, et on ne saurait énumérer tous les monastères qui furent saccagés. Le Père Denifle (1) en a dressé un relevé éloquent. Ces ruines aggravaient encore les malheurs des campagnes qui voyaient se tarir une source importante d'aide matérielle et morale.

La ruine matérielle entraîna en effet, la ruine morale. Les moines obligés de quitter leurs monastères ruinés à la recherche du pain, l'observation de la discipline devenait impossible. Il y eut des abus. Certains abbés tel Robert Jolivet, abbé du Mont-Saint-Michel, laissèrent périr leur monastère pour en garder les revenus. Mais l'Eglise avait résisté à d'autres désastres et elle devait encore surmonter victorieusement ceux-là.

Ce fut en définitive la noblesse qui subit l'ébranlement le plus grave. En se ruinant elle allait faciliter l'œuvre d'unification de Louis XI comme elle avait permis en combattant l'œuvre de libération de Charles VII.

(1) DENIFLE, *La Désolation des églises de France*, op. cit.

CHAPITRE IV

RELATIONS

ENTRE GENS DES VILLES ET DES CAMPAGNES

Si l'opulence des villes n'entraîne pas automatiquement la richesse des campagnes, la misère des villes correspond toujours à une misère générale. Notre siècle ne nous en fournit que de trop vivants témoignages, et nous voyons alors se développer les risques de malentendu entre populations des villes et des campagnes.

La misère générale favorise toujours les occasions de discorde et risque de faire éclater des conflits latents que masque la prospérité. L'ignorance et l'égoïsme des foules si directement intéressées par les questions alimentaires, ne facilitent pas la compréhension des vrais aspects d'un problème trop complexe pour être saisi par beaucoup et auquel on répond avec un succès trop facile à prévoir par les arguments simplistes des incompetents.

La question commençait à se poser au Moyen Age. Alors qu'au ^{xiii}^e siècle l'aisance de la classe paysanne ressort de toutes les études, et que les villes n'avaient pas encore étalé une richesse qui s'exercerait trop souvent aux dépens de campagnes réduites au rôle de nourricières, le ^{xv}^e siècle voyait la situation se modifier au dé-

triment des paysans. Ceux-ci chassés de leurs terres, fuyant le « plat pays » transformé en coupe-gorges, se heurtaient trop souvent à l'hostilité des villes qui n'avaient pas besoin de ce surcroît de population. Il arrivait hélas que les malheureux paysans, fuyant l'incendie et la ruine, se présentant « à grands troupeaux » devant les villes, s'en voyaient refuser l'entrée ; on leur distribuait seulement aux portes du pain et du vin et on leur faisait payer. Les malheureux pouvaient s'estimer heureux si on leur offrait un asile dans les hôpitaux, mais pour une nuit seulement. Dès le lendemain ils étaient impitoyablement renvoyés.

Charles VII ne se souvint pas de leurs misères ou bien ses ressources financières ne lui permirent pas d'envisager la remise en valeur des régions dévastées. En tous cas, de la manne de privilèges qui vinrent dégrever les grandes et petites villes, les paysans ne reçurent pas grand chose. La dispersion qui leur a toujours nui, leur valait d'être oubliés une fois de plus.

Nous n'en tiendrons pas rigueur au roi qui leur avait tout de même fait un cadeau royal : à savoir la sécurité et la paix. Nous terminerons seulement en citant ce passage de John Fortescue (1), voyageur anglais, lointain précurseur de Young, qui traversa la France en 1463 : « Les paysans de France, écrit-il, boivent de l'eau, mangent des pommes avec du pain, fort brun, fait de seigle, ils ne mangent pas de viande sauf quelquefois un peu de lard ou des entrailles et de la tête des bêtes qu'ils tuent pour l'alimentation des nobles et des marchands du pays.

(1) Cité par E. LAVISSE, *Histoire de France*, t. IV, II^e Partie, Paris, 1902.

Ils ne portent pas de laine sauf une pauvre cotte sous leur vêtement de dessus lequel est fait de toile grossière. Les femmes et leurs enfants vont nu pieds ».

Ainsi à peine rendu à son travail, le paysan a recommencé à servir des maîtres qui le maintinrent trop souvent dans l'ignorance et la misère.

La prospérité générale devait lui profiter cependant, mais beaucoup plus tard, vers la fin du siècle et sous le règne de Louis XII. Les campagnes connurent alors une renaissance magnifique analogue à celle qu'illustrèrent, au lendemain des Guerres de Religion, Henri IV et Olivier de Serres.

QUATRIÈME PARTIE

LA VIE ECONOMIQUE DANS LES VILLES

Pourrons-nous tracer un tableau plus réconfortant que le précédent ? Le sort des villes fut-il plus enviable que celui des campagnes ? Sans doute, puisque nous voyons les malheureux paysans s'y réfugier pour trouver la sécurité. Mais cette décision désespérée qui faisait du paysan une épave n'améliorait guère sa situation et risquait seulement de prolonger sa vie de misère.

Les villes se seraient bien passées en effet de ce surcroît de population. Leur développement était le fruit de la prospérité des campagnes ; la ruine de ces dernières devait arrêter totalement leur activité et les menacer de disette. Parfois même, la destruction totale résolvait de façon définitive le problème du ravitaillement ; des cités comme Soissons, qui avaient joui d'une belle prospérité furent entièrement brûlées ; Provins connut à peu près le même sort « selon la droicte usance de guerre » disaient les Anglais qui la saccagèrent. Souvent les autorités locales, faisant héroïquement la part du feu décidaient de raser les faubourg qui auraient pu fournir aux assaillants des abris dans leur progression vers les rem-

parts, ainsi à Rouen lors du siège par les Anglais, à Orléans où tout un quartier avec plusieurs églises fut sacrifié à la défense de la cité.

Quand les villes pouvaient résister aux entreprises ennemies, elles demeuraient cependant gravement isolées et leur approvisionnement en souffrait cruellement. Paris nous offre le type achevé de ces cités qui devaient à leurs solides murailles la sécurité, mais aussi l'inaction qui paralyse toute vie. Rouen, au cœur de la Normandie échappait plus facilement aux entreprises des pirates, et la Seine y entretenait encore une certaine activité ; Lyon connaissait aussi des phases difficiles, et en 1435 la population y était réduite de moitié, mais elle bénéficiait de sa situation frontrière et l'unique pont qui traversait le Rhône depuis son embouchure jusqu'à Genève lui assurait de tout temps, un trafic intéressant. Bref, toutes les villes traversèrent des crises relativement courtes, tandis que Paris végéta et souffrit de la faim pendant près de 30 ans.

En effet, après la prise de la ville par les Anglais, en 1419, toute la campagne environnante se transforma en désert sous l'action des Armagnacs. Ce fut même une des raisons de la persistante haine des parisiens contre ce parti qui soutenait une cause juste, sans doute, mais que les parisiens tenaient pour responsable de la famine. Après le retour des Français, en 1436, les rôles furent renversés mais la capitale n'en fut pas moins malheureuse. Cette fois, c'étaient les Anglais qui affamaient Paris ; occupant plusieurs forteresses des environs, ils interceptaient les communications, enlevaient les convois et ravageaient toute la banlieue.

On pourrait croire que l'afflux des paysans dans les villes aurait amené une crise de logement. Hélas il n'en fut rien et en 1422 au moment où la misère atteignit un de ses sommets, on comptait à Paris plus de 20.000 maisons vides, bilan évocateur de combien d'épidémies et de famine ! Certes, tous ne se laissaient pas de mourir de faim. En avril 1441, près de 2.000 personnes, qui n'avaient pas de quoi vivre s'en allèrent chercher ailleurs le moyen de subsister. Mais combien d'autres disparurent sans laisser de trace ! Michelet (1) nous rapporte ce tragique colloque : « Les gens du roi s'informaient curieusement de ces maisons abandonnées, ils allaient parmy Paris et quand ils voyaient huys fermés, ils demandaient aux voisins d'entours — Pourquoi sont ces huys fermés ? — Ah sire, répondaient-ils, les gens en sont trépassés. — Et n'ont-ils nul hoirs qui y fussent demeurés ? — Ah sire, ils demeurent ailleurs ».

Pour compléter ce sinistre tableau, il ne manque même pas les loups, aujourd'hui réservés aux légendes. Ils s'étaient alors multipliés de façon effrayante, et comme les campagnes se transformaient en déserts, la faim les poussaient jusqu'aux abords des villes. Le journal d'un Bourgeois de Paris nous apprend qu'en 1421 (2) : « Etaient les loups si affamés qu'ils déterraient les corps des gens qu'on enterrait aux villages et aux champs, car partout où on allait on trouvait des morts ». En 1439, « le 16 décembre, vinrent les loups soudainement et étranglèrent quatre ménagères, et le vendredi suivant en attaquèrent

(1) *Histoire de France*, Paris, 1840.

(2) *Journal d'un Bourgeois de Paris*, *op. cit.*

17 autour de Paris dont 11 moururent de leurs blessures ». On s'employait à les détruire et chaque loup capturé donnait droit à une prime de vingt sols. C'est à cette époque que remonte la dignité de grand Louvetier de France.

CHAPITRE PREMIER

CHARGES ACCABLANTES DES VILLES

Malgré leurs misères et le souci de nourrir dans la mesure de leurs faibles moyens les paysans réfugiés dans leurs murs, les villes devaient encore contribuer à l'entretien des armées en campagne, celle du roi d'Angleterre ou de Charles VII, selon qu'elles étaient soumises à l'un ou à l'autre de ces rois.

On a vu cependant que les troupes ne se gênaient pas pour assurer en chemin leur propre subsistance aux dépens des campagnes. Mais cette source si abondante au début, devenait précaire. Le pillage systématique ayant transformé beaucoup de campagnes en déserts, les soldats n'y trouvaient même plus de quoi vivre et quand un siège se prolongeait les assaillants se trouvaient presque aussi embarrassés que les assiégés.

Aussi la contribution des villes se renouvelait-elle à chaque siège. Malgré la difficulté et la lenteur des communications, les chefs des armées se faisaient expédier les vivres indispensables. Ainsi, en juin 1427 (1), le Pré-vôt de Paris reçut mandat de fournir l'armée assiégeant Montargis en viande et autres vivres. Nous constatons

(1) *Journal d'un Bourgeois de Paris*, éd. Tuetey, *op. cit.*

d'ailleurs à cette occasion, la faible autorité dont disposait le pouvoir et les manœuvres qu'il devait opérer pour obtenir satisfaction. Le Prévôt réunit en effet les bouchers et les vendeurs et les mit en demeure d'envoyer 60 bœufs, autant de porcs et 100 moutons. Sur cette commande forcée, les bouchers de la Grande Boucherie devaient livrer pour leur compte 5 bœufs, 20 porcs et 20 moutons, mais ils s'y refusèrent absolument, sans doute parce qu'on leur imposait un prix insuffisant à leur gré. Il fallut que deux examinateurs du Châtelet se présentassent à l'écorcherie de Paris et fassent pression successivement sur chaque boucher en le menaçant d'emprisonnement s'il ne se décidait pas à expédier le bétail ; ils arrivèrent ainsi à leurs fins. En 1428, ce fut le siège d'Orléans, qui entraîna pour les Parisiens l'obligation de payer les frais de 200 voitures qui menèrent à l'armée anglaise des vivres, de l'artillerie et 200 tonneaux de vin. On sait qu'un de ces convois, chargé en outre de quantités de harengs fut attaqué par les Armagnacs le 12 février 1429 « Journée des harengs ».

Les villes contribuaient plus volontiers à ces ravitaillements quand le succès des armées devait répondre à leurs vœux. C'était assez souvent le cas des cités soumises à Charles VII qui, à maintes reprises expédièrent des vivres soit pour aider les défenseurs d'une ville assiégée, telle Orléans, ravitaillée en 1429 par les villes du midi, soit pour nourrir les assiégeants. Ainsi en 1422, en l'espace de 3 mois la petite ville de Sarlat (1) contribua à 3 sièges différents contre les Anglais « en gens de cheval,

(1) ESCANDE, *Histoire du Périgord*, Paris, 1934.

arbalétriers, manœuvres, vivres, artillerie et munitions de guerre ». Si l'on songe à la triste situation financière de ces villes — à Sarlat, le revenu des églises avait baissé dans la proportion de 2.000 livres à 2 ou 300 — on ne peut s'empêcher d'admirer l'ampleur de leurs contributions.

A côté des fournitures en vivres, les villes devaient encore subir des impositions en argent pour toutes sortes de motifs. D'abord, selon la loi de toutes les guerres, les cités prises par l'ennemi payaient des rançons d'autant plus lourdes qu'elles mettaient de mauvaise grâce à se rendre. Rouen (1), qui ne succomba aux Anglais qu'après un long siège, dut acquitter une rançon de 300.000 écus, charge énorme pour une population exténuée. Elle traîna ce boulet pendant près de onze ans. Bordeaux, qui après s'être rendue à Charles VII s'était rebellée, subit également des représailles qui grevèrent lourdement son commerce et retardèrent son essor. Paris dut répondre successivement aux besoins des armées anglaises et françaises et parfois aux deux à la fois. Ainsi en 1429, Saint-Denis fut occupée un moment par les Armagnacs qui, sans régler aucune dépense promirent seulement que la prise de Paris permettrait de l'indemniser largement ; par malheur pour cette cité les Bourguignons la reconquirent bientôt et les malheureux citoyens durent encore payer une lourde amende pour s'être rendus aux Français sans combattre. Dans la capitale, l'argent manquait à ce point qu'en 1437, quand il fallut réunir la somme nécessaire au siège de Montereau, les Parisiens, pour se

(1) CHÉRUEL, *Rouen sous la domination anglaise*, Paris, 1885.

libérer durent sacrifier leur vaisselle d'or et d'argent. Le *Journal d'un Bourgeois de Paris* (2) nous rapporte que vers la même époque, il fallut payer une garnison à Saint-Denis pour garder les laboureurs, et que l'aide levée à cet effet ne put être recouvrée que partiellement à cause de « la grant pauvreté du peuple et la grant cherté des vivres ».

Enfin, toutes ces charges n'empêchaient pas les autorités de multiplier les impôts sur les denrées. Elles semblaient même montrer un acharnement et une persévérance beaucoup plus grande dans cette tâche que dans la lutte contre la hausse des prix et l'accaparement. Nouvelle preuve que l'activité des Pouvoirs publics se bornait au recouvrement des impôts, souci permanent des princes et des municipalités.

Parmi toutes ces impositions, il en était une — la taxe sur le vin vendu au détail — dont le caractère vexatoire mettait particulièrement en évidence la rapacité des gouverneurs. Des procès sans nombre attestent d'ailleurs les difficultés soulevées par sa perception. Les commis étaient en effet autorisés à perquisitionner dans les boutiques à partir de 7 heures en hiver et de 6 heures en été. Bien plus, malgré la défense d'aller « es hotels des bourgeois faire enquête, s'il n'y avait taverne, et enseigne », il s'en arrogeaient cependant le droit.

Pas une marchandise n'échappait à ces taxes, même dans les périodes de disette, trop fréquentes sans doute pour qu'on puisse se permettre cette exception. Citons seulement, l'imposition du 12° par Livre sur le bétail

(2) *Journal d'un Bourgeois de Paris*, op. cit.

« à pied fourché », la même imposition sur le poisson de mer débité aux halles et l'imposition de la bûche perçue sur le bois de chauffage vendu à Paris.

Bref, aucun moyen d'épuiser les villes n'avait été négligé, si bien qu'à la fin celles-ci se trouvèrent souvent incapables de continuer à payer des impôts. A Reims, en 1486, soit plus de trente ans après les dernières batailles, un Procureur de l'Echevinage constatait que le nombre des contribuables n'était plus que de mille « bons ou mauvais », soit une diminution de moitié depuis le début du siècle. Ailleurs, le déficit plus sensible encore obligeait le roi à suspendre toute levée d'impôt, ainsi à Orléans, après le siège de 1429, à Louviers, qui avait résisté aux Anglais, au point de vouloir se fortifier dans ses ruines, et dans bien d'autres villes dont nous retrouverons les noms dans les Ordonnances royales.

CHAPITRE II

L'APPROVISIONNEMENT DES VILLES

On imagine aisément que l'abondance ne devait pas régner dans les cités pressurées jusqu'au delà de leurs possibilités. L'histoire nous en a d'ailleurs conservé des témoignages nombreux et presque toujours concordants.

Il ne faudrait pas croire cependant que les grandes villes souffrirent d'une disette continuelle. Dès qu'une récolte était meilleure et surtout dès que renaissait un peu de sécurité, les denrées affluaient sur les marchés. En ne présentant que les faits qui rappellent des famines épouvantables, on donnerait donc une vue incomplète de la question.

Le « Journal d'un Bourgeois de Paris » nous tient au courant des fluctuations du marché de 1420 à 1450 et nous permet ainsi de suivre d'extraordinaires variations dans l'approvisionnement du marché.

Les fluctuations saisonnières qui atteignent aujourd'hui les seuls produits saisonniers, légumes frais, beurres, œufs, poissons, affectaient alors l'ensemble du marché. Le pain même n'échappait pas à cette loi.

Ces variations se répercutaient naturellement sur les prix, mais ne prenaient pas, comme il arrive souvent de

nos jours, le caractère d'une inflation, d'une fuite devant la monnaie, elles étaient strictement conditionnées par l'abondance ou la rareté des vivres. Bref, le jeu de l'offre et de la demande jouait dans toute sa cruauté. Une année le pain était abondant et bon marché; quelque temps après il devenait si rare que le peuple même n'en pouvait plus acheter. A certaines époques les légumes étaient si abondants que tout le monde pouvait s'en rassasier, mais quand ils venaient à manquer, beaucoup mouraient de faim. En 1438, la « verdure » fut si rare, qu'on vendait à défaut de choux et poireaux des mauves et orties, que les malheureux cuisaient sans graisse et mangeaient sans pain.

Un curieux et intéressant document, publié par S. Luce (1) nous révèle ces fluctuations qui avaient leurs répercussions, même sur les tables les mieux garnies. C'est le registre des comptes du Prieur de Saint-Martin-des-Champs, une des plus riches paroisses de Paris.

En 1405, époque où la guerre de Cent ans marquait un arrêt bienfaisant, l'abondance de la table témoigne de la facilité avec laquelle on se procurait les vivres de toutes sortes et même les épices les plus rares importées d'Orient. A un grand dîner, qui réunit trente-six convives, on servit trente-six pâtés, douze chapons au blanc, six chapons rôtis, deux chevreaux, trois douzaines de poussins, six oisons gras, quatre douzaines de pigeons, douze pièces de bœuf, six pièces de mouton, trois livres de lard, le tout assaisonné de huit livres d'amandes, une livre de riz en poudre et de sucre en pain, une demi-livre de gingembre, autant

(1) S. LUCE, *La France pendant la guerre de Cent ans*, Paris, 1890,

de canelle et enfin pour terminer, trois douzaines de tartelettes sucrées et un demi-cent de pommes.

Il est plus surprenant qu'en 1430, alors que les dévastations s'étendaient à tout le pays, et que les Armagnacs étaient aux portes de Paris, le Prieur puisse encore offrir à quatre de ses amis un petit repas qui ne paraît pas refléter les difficultés du moment : il se composait de deux perdrix, un faisan, quatre pigeons, un lièvre, quatre poulets, un morceau de bœuf, une carpe, un brochet et une anguille. Il semble tout de même que si la disette avait présenté un caractère permanent, un tel menu n'aurait pas été possible. Et de fait, la situation change durant l'année 1438 où la viande devient très rare, et où nous ne voyons figurer du lapin au menu que les jours de fête. Au contraire, les harengs saurs sont fréquemment servis, ainsi que les légumes : poireaux, oseille, navets, oignons et surtout fèves.

Evidemment ces exemples ne sauraient prêter à des conclusions générales, pas plus que n'importe quelle monographie, mais ils révèlent une disette certaine, car le Prieur disposait de grosses ressources et il fallait une réelle pénurie pour que sa table prenne ce caractère de frugalité. On devine à quelles restrictions plus redoutables étaient soumis les pauvres gens qui ne possédaient aucun lopin de terre et pas assez d'argent pour vivre quand la disette entraînait la hausse des prix.

Comme la monnaie gardait sa valeur intrinsèque, on n'était pas obligé de recourir au troc, la rareté des denrées en développait seulement l'usage aux périodes critiques. Une opération bien significative et qui pourrait prendre place à côté de toutes celles qui naissent aujour-

d'hui sous nos yeux, nous est encore rapportée par le « Journal du Bourgeois de Paris ». En 1420 « tant enchery le pain avant que Noël fût que celui de quatre blancs, valait huit blancs et n'estait nul qui encore en put obtenir s'il n'allait avant le jour chez boulangers et donnait pintes et chopines au maître et au valet pour en avoir... et si rare était le vin en ce temps qu'il en coûtait douze deniers la pinte au moins. Mais ne se plaignait pas qui pouvait en avoir car quand venait huit heures, il y avait une telle foule devant les boulangers qu'il fallait l'avoir vu pour le croire ».

Les mêmes faits ramènent toujours les mêmes conséquences, nous en faisons la triste expérience. Quelle que soit la monnaie, quelque valeur qu'on lui attache, elle s'efface quand les produits se raréfient dans des proportions qui menacent trop sérieusement la subsistance de l'individu et que ces produits, par suite de leur caractère d'absolue nécessité, et de la surveillance dont ils sont l'objet et aussi des réactions populaires, ne peuvent s'adapter à la loi de l'offre et de la demande. Parallèlement, tous ceux qui ont des possibilités financières suffisantes ne discutent plus les prix, trop heureux de trouver la marchandise rare. La citation ci-dessus, relative au prix du vin, témoigne bien d'un état d'esprit qui n'est pas nouveau mais se retrouve à toutes les époques de disette.

Il fallait que la famine fût alors réelle pour que notre bourgeois continue en ces termes : « Et les pauvres créatures qui, pour leurs pauvres maris qui étaient aux champs ou pour leurs enfants, ne pouvaient avoir de pain, se lamentaient, les petits enfants criaient — je meurs de faim, — mais personne ne pouvait les aider, car on n'avait ni

pain, ni blé, ni bûches, ni charbon ». Et en 1421, il écrit : « Quand le tueur de chien avait tué des chiens, les pauvres gens le suivirent aux champs pour avoir la chair et les tripes ». Un peu plus loin, même son de cloches : « Les pauvres gens mangeaient trognons de chou sans pain et crus, les herbettes des champs, sans pain et sans sel. Bref, tout était si cher que peu de gens mangeaient assez de pain, car ils n'avaient ni viande, ni fèves, ni pois que de la verdure, qui était merveilleusement chère ». Le fait est d'ailleurs confirmé par une Ordonnance d'Henri V de 1425, qui défend d'arracher l'herbe et de voler les poissons des remparts de la ville.

A ces derniers faits peuvent se rattacher les mesures relatives aux maisons abandonnées. Le duc de Bedford avait déclaré qu'elles seraient confisquées et vendues si les propriétaires ne se faisaient pas connaître. Les acheteurs, qui vinrent en foule, devaient s'engager à les réparer, mais ils en usèrent plutôt comme d'un chantier de démolition « afin de prendre et appliquer à leur profit, la tuile, fenêtre, châssis, pierres, et autres matières des dits lieux ». Pourquoi, en effet, auraient-ils remis en état des maisons qu'ils n'auraient plus louées à personne ? Sans compter qu'ils n'auraient pas facilement trouvé les matériaux nécessaires et qu'ils préféreraient, dans ces conditions, employer à d'autres fins ceux qu'ils récupéraient sur les ruines.

Aussi la pénurie était-elle générale, et il ne semble pas qu'on ait jamais fait d'efforts sérieux pour l'éviter. Les administrations publiques elles-mêmes ne possédaient aucune réserve puisque nous voyons, le 20 février 1421, le Maître de l'Hôtel-Dieu de Paris autoriser à faire placarder

sur les portes de l'église Notre-Dame et dans Paris, des affiches énumérant les besoins de l'Hôtel-Dieu et faisant un pressant appel à la compassion du peuple.

Il est vraiment surprenant, qu'à moins d'une anarchie complète, un gouvernement qui connaissait l'importance du ravitaillement d'une grande ville n'ait pas songé à se prémunir contre la disette. Or, certaines années, même dans cette triste époque, le blé abondait et le pain était bon marché; les pois, les fèves, denrées non périssables, affluèrent également à plusieurs reprises. Les gouverneurs auraient donc pu faire des réserves en profitant de ces périodes d'abondance. Pourquoi n'en firent-ils rien ? Ce ne fut pas faute d'y avoir songé, sans doute, mais ces réserves auraient nécessité des capitaux que les municipalités ne possédèrent jamais, leur détresse financière n'ayant rien à envier à celle du Trésor royal.

Aussi le soin de prévenir les disettes revenait-il aux particuliers qui n'avaient rien à attendre de l'Etat. A Rouen, nous voyons les bourgeois acheter des rentes de blé aux paysans, sans doute pour pallier les variations monétaires, mais aussi parce que la crainte de la famine ne cessait pas de les hanter. Les mêmes précautions étaient prises pour le vin. On relève de nombreux contrats qui établissent des rentes de vin, parfois même des rentes viagères.

Ces précautions ne devaient pas suffire. Il fallait encore que le bourgeois prudent, remplaçant toujours l'Etat défaillant, fasse rentrer son blé bien à l'avance pour se constituer les réserves qui lui permettaient d'attendre quand le flot des pillards venait battre les murailles de la ville, que ce soient les Bourguignons qui, en 1417 s'emparaient

de quiconque franchissait les portes pour aller vendanger, ou les Armagnacs, qui l'année suivante tuaient tous ceux qui s'aventuraient au dehors pour moissonner leur blé ou leurs avoines, ou même les Anglais, qui ne se gênaient pas pour arrêter au passage les approvisionnements destinés à la capitale qu'ils occupaient cependant, témoin ce convoi de blé, lard, beurre et autres denrées chargé à frais commun en Normandie par une association de marchands constituée à l'instigation des Echevins de Paris, et qui fut réquisitionné d'autorité par les Anglais de la garnison de Pontoise.

Signalons enfin une dernière cause de fluctuations du ravitaillement parisien, les variations de la Seine, voie ordinaire, la plus sûre et la plus employée, par où venaient d'ailleurs les blés d'Angleterre qui complétaient l'approvisionnement de la capitale. Le fleuve n'était pas discipliné comme aujourd'hui, les crues soudaines et excessives interrompaient toute navigation, parfois durant plusieurs mois; l'été, par contre, les eaux étaient quelquefois si basses que les Parisiens pouvaient aller à pied presque sans se mouiller de la place Maubert à Notre-Dame.

Quelles étaient les denrées généralement consommées à l'époque ? Nous en avons déjà cité un certain nombre qui constituait le fond de l'alimentation des citadins. Le pain en demeurait l'élément principal quand il n'était pas trop cher, sinon les légumes le remplaçaient. En l'absence de pommes de terre, les pois et les fèves étaient les féculents les plus consommés.

Les légumes verts, choux, poireaux, tour à tour abondants et rares, souffraient souvent des gelées, qui sem-

blent avoir été longues et fréquentes durant ces périodes de misère.

Si l'on s'en rapporte aux chiffres du chroniqueur Guillebert de Metz (1) la consommation de la viande aurait été aussi importante qu'au xix^e siècle; mais il faut accueillir avec prudence le chiffre de consommation globale qu'il nous donne et plus encore la combinaison qu'on peut en faire avec un chiffre de population établi suivant des hypothèses ingénieuses sans doute, mais peu sûres. On peut d'autant plus douter de ces chiffres que l'abstinence de viande aux jours maigres était plus généralement observée que de nos jours.

Nous croirions plutôt à une grande consommation de poisson. Il y avait longtemps, en effet, que le poisson constituait une source d'approvisionnement importante pour la capitale. Jean Bodin (1), qui en prêchait la consommation au xvi^e siècle, demandait « que l'usage du poisson fût remis en un tel crédit qu'il a été anciennement ». Un Dit anonyme du xiv^e siècle, nous rapporte en son style coloré le témoignage suivant : « Il y a de marée à Paris, tant fresche que salée et puante et de maquereaulx frais et salez, de grans raies et petites tant fresches que puantes, et en arrive chaque jour en si grant quantités qu'il est impossible d'en savoir le nombre. Et c'est un abîme que Paris ». Les préoccupations statistiques étaient évidemment assez étrangères aux chroniqueurs du temps.

En tout cas, des « chasses-marée » allaient dans les ports

(1) GUILLEBERT DE METZ, *Description de Paris*, cité par Leroux de Lincy, *Paris et ses historiens au xv^e siècle*, Paris, 1867.

(1) JEAN BODIN, *Response à M. de Malestroït*, éd. H. Hauser, Paris, 1932.

et y achetaient de grosses quantités de poisson qu'ils ramenaient le plus vite possible à Paris. Mais là encore, d'innombrables péages s'exerçaient en chemin. Les marchands se voyaient délestés d'une partie de leur cargaison par les seigneurs, les officiers du roi, les abbés qui trouvaient commode de se ravitailler ainsi à bon compte, au passage des voitures. Les plus beaux poissons disparaissaient ainsi et les convoyeurs découragés renonçaient fréquemment à venir à Paris. En dépit de ces avatars, le poisson et surtout le hareng constituaient la principale alimentation du menu peuple, témoin la distribution faite en 1408 par ordre du roi de 78 milliers de harengs saurs et « caqués » à plusieurs « hospitalux et autres pauvres gens ».

Le sel, aujourd'hui si abondant, était alors l'objet d'une taxe bien connue, la gabelle, à laquelle venaient encore s'ajouter de nombreux péages, si bien qu'il coûtait fort cher et qu'on se le procurait difficilement. Même remarque pour le sucre, qui, sans être l'objet d'un impôt spécial, devait son prix élevé à son caractère exotique, tout comme les épices, luxe des classes riches.

La boisson d'usage courant était le vin qu'on consommait partout. Il fallait en effet se méfier de l'eau, source de toutes les épidémies. Mais le vin, comme toutes les denrées, était soumis à des fluctuations énormes, car tout le poids de la production pesait sur l'année en cours. Aucune réserve ne venait compenser les mauvaises années, assez fréquentes dans un vignoble soumis au climat de la région parisienne ou normande. A défaut de vin, on se contentait de cervoise, sorte de bière dont les Parisiens usèrent beaucoup dans la première moitié du ^{xv}^e siècle.

CHAPITRE III

LES FLUCTUATIONS DE PRIX

On connaît la controverse qui opposa, au xvi^e siècle, Jean Bodin et M. de Malestroit au sujet du mouvement de hausse continu des prix (1). L'époque que nous étudions n'offre pas de mouvement semblable et il serait vain d'y rechercher des variations de longue durée. La crise du numéraire, si elle obligeait les princes à recourir à leurs expédients habituels, ne pouvait entraîner une baisse de longue durée des prix, car la raréfaction des marchandises annihilait complètement cette influence.

Par contre, on ne comptait plus les variations saisonnières. Le même sextier de blé variait dans les proportions énormes d'une année à l'autre, parfois d'un mois à l'autre. Les plaintes continuelles des populations nous donnent une idée des perturbations causées par une instabilité absolument déconcertante.

Mais il est plus facile de constater les variations que d'en déterminer l'ampleur et il est plus aventuré encore de tenter une comparaison entre les prix du xv^e siècle et les nôtres. Leur extraordinaire diversité suivant les régions ôte même tout intérêt à la recherche d'un prix moyen

(1) Jean BODIN, *Response à M. de Malestroit*, *op. cit.*

pour l'ensemble du pays; il serait d'ailleurs sujet à toutes les occasions d'erreurs que fournit un système de mesures étonnamment compliqué. N'en citons qu'un exemple : le muid, mesure du vin, contenait deux pipes, la pipe ou queue, 2 barils; la barrique, buse ou poinçon, 3 cousterets; le cousteret 4 jaillies, la jaillie 5 pots; le pot 2 pintes et cette dénomination, valable pour une région, pouvait être ignorée dans un pays voisin où l'on comptait en litres de vin ou en setier de vin. Ce litre de vin n'avait d'ailleurs pas la même capacité que le litre de fèves et le setier de vin était sans rapport avec le setier d'huile. Bornons-nous donc à donner un aperçu des prix des principales denrées au cours de cette période mouvementée.

Au sujet du pain, nourriture de base, M. Pierre Champion (1) nous dit que son prix ne varia guère à Paris jusqu'à l'année 1439; mais il prend soin de nous expliquer aussitôt que c'est à cette date seulement qu'on vendit le pain au poids. Auparavant le prix ne changeait pas parce que les variations portaient sur les quantités. La stabilité des prix était donc toute formelle, à tel point que les chroniqueurs n'en tiennent pas compte et nous donnent en valeur ces variations qui portaient sur les quantités. Par eux, nous apprenons que le pain passa de 4 à 8 blancs au début de 1420, puis pour une autre quantité de 4 à 15 deniers parisis. En 1435 le blé doubla, puis quadrupla de prix. En 1437, les blés et les grains furent si chers dans tout le royaume, nous rapporte Monstrelet (2) que « ce qu'on aurait donné autrefois pour 4 sols, on le vendait 40 et au-dessus ».

(1) Pierre CHAMPION, *Splendeurs et misères de Paris*, 1934.

(2) ENGUERRAND DE MONSTRELET, *Chroniques*, éd. Douet d'Arc, Paris, 1857.

Il semble que nulle part le pain n'ait été taxé, même pendant les périodes de famine. Le témoignage de Thomas Basin laisse supposer que la courbe des prix marquait alors des pointes extravagantes puisque « les habitants étaient contraints, l'extrême faim les pressant, de vendre, pour avoir du pain, leurs meubles les plus précieux ».

Si l'on nous dit qu'à Lyon les consuls taxaient le prix du pain (1), c'était en fonction des variations des cours du blé. Les Seigneurs de Saint-Jean propriétaires de presque toutes les terres avoisinant la cité lyonnaise, stockaient le blé et le seigle et fixaient les prix qui déterminaient ceux du pain. Cette fixation saisonnière fut même abandonnée en 1420, à cause des variations excessives de la monnaie qui empêchaient toute réglementation. On y revint cependant en 1433 pour tenter d'enrayer la misère publique. Il ne s'agissait donc que de mesures d'opportunité; jamais les pouvoirs publics n'eurent la possibilité de fixer régulièrement le prix du pain.

Les variations des autres denrées suivent la même courbe. En 1419, le prix d'un bœuf passe de 8 à 50 francs, l'année suivante, nous le retrouvons à 200 francs... et tout est à l'avenant.

Nous avons déjà signalé les principales causes de ces fluctuations incessantes. Elles ne présentent d'ailleurs aucun mystère, ce sont des perturbations monétaires, conjuguées avec les variations dans les quantités, apportées sur le marché qui amenaient ces mouvements désordonnés si préjudiciables au progrès de la vie économique. Ajoutons qu'à cette époque, comme de nos jours, le consommateur

(1) DENIAU, *La commune de Lyon et la guerre Bourguignonne*, Paris, 1934.

avait sa part de responsabilité dans la hausse quand il proposait de lui-même aux marchands, un prix plus élevé, procédés qui sont de tous les temps. Enfin, aux péages et taxes de toutes sortes, venaient encore souvent s'ajouter les frais de puissantes escortes qui protégeaient les convois contre tous les dangers de la route.

Mais éliminons un instant le facteur monétaire et ces causes accidentelles de variations, pour examiner le rapport des prix avec les quantités de marchandises offertes. Il apparaît normal au premier examen que l'abandon des campagnes et la diminution générale de la production aient exercé une incidence prolongée sur les prix dans le sens de la hausse. Le phénomène se serait certainement produit si la population était demeurée stable. En présence d'une demande inchangée, une production gravement déficitaire aurait entraîné une hausse importante. Et de fait, la hausse se produisait, mais aucune mesure de taxation ni de rationnement n'était appliquée même sur les produits de première nécessité; ceux-ci atteignaient rapidement des prix inabordables pour les pauvres gens qui se trouvaient ainsi brutalement éliminés du marché. L'équilibre rompu se rétablissait alors et si l'année suivante une récolte suffisante pouvait parvenir à la ville son volume s'adaptait à une population réduite par la famine et les épidémies.

Le jeu de l'offre et de la demande (le mot prend ici une coloration particulièrement tragique) développait ainsi ses dernières conséquences.

Malgré nos malheurs, malgré les entorses inévitables à une réglementation extrêmement délicate à établir, il est permis de penser que notre économie de guerre manifeste cependant un progrès sur l'anarchie moyenâgeuse.

CHAPITRE IV

L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS

SECTION I.

LE CONTRÔLE DES PRIX

Nous avons jusqu'ici laissé dans l'ombre l'action des Pouvoirs Publics. L'étude des prix dénonce clairement leur carence. Mais il ne faudrait pas croire cependant que rien ne fut tenté, que les Princes laissèrent se développer l'anarchie dans la consommation sans essayer d'y remédier au moins dans la mesure de leurs faibles moyens.

Seulement ces tentatives revêtirent un caractère très dispersé. A une époque où une ville comme Tournai, noyée au milieu des Etats du Duc de Bourgogne, pouvait demeurer fidèle à Charles VII, on ignorait naturellement tout de l'économie nationale. L'économie régionale elle-même n'avait qu'un développement restreint et l'on relève bien des édits des seigneurs et des « bonnes villes » défendant la sortie des grains de leurs domaines ou de leurs enceintes, qui sont le signe d'une économie encore très fermée.

Ainsi chacun, dans la limite de ses pouvoirs, s'efforçait de conserver les denrées dont il disposait et d'attirer celles

des voisins. C'est la politique que suivaient les consuls de Lyon qui, selon les circonstances, interdisaient la sortie des grains ou demandaient aux gens du Dauphiné de laisser venir à Lyon les grains nécessaires à la ville.

Cette politique d'entraves à la circulation des blés, inspirée par le souci bien naturel d'éviter la famine à ses ressortissants et développée ensuite comme source de fructueuses taxes, devait subsister jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, en dépit de l'opposition d'esprits éclairés, tels le Marquis d'Argenson, ce ministre de Louis XV, à qui elle inspira la formule célèbre et bien généralisée depuis : « Laissez faire, laissez passer ».

Comment le roi pouvait-il exercer une action sur cette mosaïque de petites unités économiques ? Quelle réglementation générale pouvait bien venir se superposer à la foule des règlements locaux ? Au ^{xiii}^e siècle et au début du ^{xiv}^e, tant que le calme régna, la doctrine du juste prix fut acceptée assez facilement par une population qui n'avait pas encore goûté les avantages de la spéculation. Dès cette époque cependant, le roi avait pris diverses mesures destinées à assurer la publicité des transactions et à empêcher les accaparements : interdiction d'acheter les vivres aux paysans avant qu'ils n'aient atteint la ville, obligation d'amener les denrées au marché et de les laisser exposées durant les heures fixées; défense aux bouchers de conserver de la viande en cave et aux boulangers d'accumuler plus de grains qu'ils n'en ont besoin pour « leur propre cuisage ». Défense enfin, à chaque bourgeois d'acheter au delà de ses besoins.

Ces mesures qui supposent une surveillance très active, ne pouvaient s'appliquer qu'au commerce local. Or, les

grandes villes, qui se développaient alors, recevaient de l'extérieur les épices, le sucre, le poisson des côtes; toutes ces marchandises échappaient au commerce local et à la réglementation qui le concernait. En cas de famine, les grains étaient également importés par des marchands en gros qui imposaient leurs prix.

La guerre de Cent ans, en introduisant l'insécurité et la famine, bouleversa la paisible économie des siècles précédents et étendit à toutes les transactions les mœurs du grand commerce. Les sages avis du Chancelier Gerson, qui voulait que le Prince fixât officiellement le prix des choses, ne donnèrent lieu qu'à de timides tentatives d'une portée très limitée. Nous verrons qu'en Dauphiné fut tentée une véritable taxation des marchandises, analogue à nos taxations modernes, mais qu'il y manqua le contrôle monétaire, instrument indispensable à la réussite d'une politique d'économie dirigée. A Paris, le Gouvernement d'Henri VI fut tout aussi impuissant à contrôler les prix; chroniques et ordonnances nous en laissent le témoignage comme elles nous permettent également de juger l'œuvre de Charles VII dont les réalisations dans ce domaine seront assez minces.

En 1420, les habitants du Dauphiné, effrayés de la hausse incessante des marchandises, demandèrent eux-mêmes au Gouverneur de la Province, par la voix de leurs Etats, de trouver un moyen de freiner ce mouvement spéculatif. Le Gouverneur, répondant à cet appel, s'empressa de faire nommer des commissions formées de bourgeois et de marchands afin de rechercher les causes de cette perturbation et d'en déterminer les remèdes. Mais en même temps, il leur enjoignit de statuer dans un délai

de quinze jours, assurément fort court, pour s'informer des prix des denrées et créer un système de taxation.

Ce délai suffit à trouver les causes du mal dont la plus évidente était l'affaiblissement des monnaies. C'était également la plus indépendante de la volonté des bourgeois et des marchands, celle qui manifestait le plus nettement l'impuissance du pouvoir et le caractère automatique de la hausse. Aussi les membres des commissions s'empresèrent-ils de conclure en ce sens, à la fois pour dégager leur responsabilité et pour souligner la difficulté de l'entreprise. Ils déclarèrent notamment que la plupart des produits provenaient du dehors et supportaient une différence de change qui imposait des prix élevés.

Mais le problème une fois soulevé, le Gouverneur voulut qu'il fût résolu par la taxation. Un édit fut publié, qui fixait le prix de toutes les marchandises et des salaires, n'exceptant que les marchandises de provenance étrangère certaine, comme le sel et les draps fins. Son préambule, qui nous a été conservé (1), dénote une remarquable prévoyance des dangers et des conséquences de la taxation. En voici quelques articles :

1° Tous les marchands seront tenus de pratiquer leur commerce comme ils le faisaient avant l'établissement des taxes quoique ces taxes viennent diminuer le prix excessif des denrées, sous peine de 50 livres d'amende.

2°

3° Celui qui, ouvertement ou en cachette, offrira aux

(1) TH. SCLAFERT, *La vie chère en Dauphiné*, *Revue d'Histoire du Droit*, 1925.

marchands un prix supérieur à la taxe, sera lui aussi condamné à une amende de 50 livres.

.....

7° Les denrées et les marchandises qui ne sont pas mentionnées dans l'édit de taxation ne pourront être taxées par le juge.

8° Dans les différentes châtelainies de sa judicature, le juge fera appliquer rigoureusement l'édit de taxation, mais il lui est recommandé de tenir compte de la nature des lieux et de la différence des poids et mesures.

.....

10° Il est interdit d'expédier hors du Dauphiné, le blé, le vin, les viandes et toutes sortes de produits pouvant servir à l'alimentation. Les cuirs eux-mêmes ne pourront être exportés. Les contrevenants seront punis de la confiscation de leurs denrées et d'une amende de 50 livres dont le quart sera alloué au dénonciateur.

Ce dernier article met en évidence les causes d'un échec fatal à plus ou moins brève échéance. La taxation n'empêcha pas les monnaies étrangères de circuler ni même les marchandises de sortir malgré une surveillance plus facile en un pays de montagne où les voies de passage sont limitées. Il est inutile de dresser une barrière si l'on ne peut placer un gendarme pour en interdire le passage. L'opposition se manifesta d'ailleurs ouvertement dans le Briançonnais qui invoqua les nécessités de son commerce pour échapper à la réglementation. Il ne se soumit que de très mauvaise grâce et on peut être certain que l'édit n'y fut pas respecté.

L'histoire économique de Paris, sous la domination anglaise, nous fournit une autre preuve de l'impuissance des

Pouvoirs Publics et peut-être aussi de leur négligence. En 1419, le blé fut taxé à 3 francs le sextier, mais « quand les marchands qui allaient au blez et les boulangers ouïrent le cry, nous dit le Bourgeois de Paris, ils cessèrent de cuire et les marchands de sortir... et il y avait toujours quelque 50 ou 60 personnes à l'uy qui attendaient qu'il fut cuit et le prenaient tout venant du four ». Ainsi les boulangers affirmaient leur puissance en refusant de cuire le pain sous le prétexte qu'ils se ruinaient.

Le Parlement tenta de lutter. Dans sa séance du 12 mai 1420, il fit proclamer à son de trompe l'obligation pour les boulangers de cuire autant de pain que par le passé, sous peine de la hart, le 3 juillet, il déterminait encore le poids et le prix du pain qui était réduit de 10 à 8 deniers et appuyait son édit de peines sévères. Nous voyons en effet le Prévôt de Paris condamner un boulanger au pilori avec deux pains suspendus au cou « pour avoir façonné et mis en vente pain blanc du poids de 12 onces et pain bis de 15 onces lesquels devaient peser 16 onces ».

Mais le Parlement commua la peine infamante en une amende de 10 livres avec obligation imposée au boulanger de faire moudre 2 setiers de froment pour être distribués aux pauvres en pains de 4 deniers chacun. On ne comprend pas dès lors la sévérité de ce même Parlement infligeant quelque temps après, un blâme sévère au Prévôt de Paris et à ses lieutenants pour n'avoir pas sévi avec assez de rigueur contre les délinquants. En réalité ces décisions trahissaient une véritable incohérence.

Aussi la situation ne s'améliora guère. Le 17 juillet, 10 meuniers de Paris, en même temps gros boulangers qui s'étaient enrichis dans les spéculations sur les grains et

les farines. provoquèrent une telle hausse qu'ils furent arrêtés et condamnés par le Parlement à crier « Mercy » en demandant pardon au Procureur général du roi et à se rendre, par le grand Pont et le pont Notre-Dame, jusqu'à l'église Notre-Dame en tenant un cierge ardent d'une livre qu'ils devaient déposer devant l'image de Notre-Dame, enfin à « tenir prison » en la Conciergerie jusqu'à ce qu'ils eussent fait cuire et distribuer aux établissements hospitaliers de la capitale une certaine quantité de pain.

Mais ces sanctions demeurèrent isolées et si leur caractère spectaculaire donnait peut-être satisfaction au public, on peut penser que les coupables s'en tiraient à trop bon compte pour ne pas persévérer dans des méthodes qui leur assuraient de gros profits. Aussi ne faut-il pas s'étonner de retrouver en décembre de la même année le blé au double de la valeur taxée par les commissaires du Parlement. Devant l'impossibilité de se procurer du blé au cours officiel des boulangers s'autorisèrent même à « aperticer » leurs pains pour pouvoir les vendre au prix fixé par la taxe. La Cour, en ne les condamnant pas et en leur enjoignant seulement de se présenter devant les commissaires qui leur feraient livrer du blé au prix de la taxe avouait son impuissance et contredisait par ses actes ses menaces verbales.

En 1423 cependant, s'il faut en croire le Bourgeois de Paris (1), le premier Président du Parlement, Philippe de Morvilliers « pour soustraire aucune denrée faisait percer les langues, tourner gens au pilori, bref, jugements si épouvantables que nul n'osait parler contre lui et il

(1) *Journal d'un Bourgeois de Paris*, op. cit.

faisait payer des amendes si lourdes que tous ceux qui tombaient entre ses mains s'en ressentait toute leur vie ». Ces exemples devaient certainement faire réfléchir quelques-uns, ils constituaient les seules armes un peu efficaces à la disposition des Pouvoirs Publics. Mais en un temps où la vie des hommes comptait fort peu, ils ne suffisaient pas à arrêter les abus.

La corruption, fléau de tous les temps, venait encore consolider l'anarchie. Déjà en 1421, la rumeur publique accusait les surveillants d'être les premiers à trafiquer. En 1439, elle accusa le Connétable de Richemont de fermer les yeux sur le trafic des gros marchands dont les greniers étaient pleins de blé qu'ils vendaient au prix qu'ils voulaient, car « pourvu qu'ils en tirent profit, peu lui importait comme ils vendaient ». Les Lyonnais s'aperçurent également de la vénalité trop fréquente des commissaires. Selon M. Deniau (1), cette corruption était exploitée systématiquement à seule fin de procurer des ressources au Roi qui en manquait toujours. En réalité, les commissaires envoyés en inspection ne voulaient rien réformer et n'avaient d'autre mission que d'extorquer en échange d'exemptions de taxes, le plus d'argent possible.

Si les gouverneurs dans leurs provinces ou dans leurs villes ne parvenaient pas à établir un règlement et encore moins à assurer son exécution, comment le Roi, dont l'autorité était encore si fragile, aurait-il pu songer à diriger l'économie du pays en édictant des mesures générales ? Aussi le voyons-nous se borner à quelques tentatives de réglementation strictement locales. Déjà au temps où il

(1) DENIAU, *La commune de Lyon*, op. cit.

n'était que le « Roi de Bourges » il avait édicté un règlement pour la ville et la châtellenie de Poitiers. Quantités de produits étaient taxés : le vin, la viande, les cuirs, la volaille, les fruits, la cire, l'acier, le fer, le chanvre, le lin, la laine, le drap, le bois, le charbon et même le charroi, les salaires, la confection des vêtements. Les denrées et marchandises non taxées devaient être mises « à prix raisonnable » par les vendeurs « selon la disposition du temps et nécessité du peuple » en gardant toujours le bien et profit de la chose publique par manière que la marchandise se puisse conduire et que le peuple puisse vivre ». Il s'agissait en somme de recommandations qui partaient d'une excellente intention sans doute, mais manquaient de précision et surtout d'une sanction efficace.

En 1433, le Roi fit encore quelques règlements particuliers à la ville de Bourges et en 1439, il réglementait la profession de boulanger et édictait en même temps diverses mesures relatives à la vente du pain. Désormais, le prix du pain serait publié et affiché au marché et chaque mercredi le clerc de la ville s'informerait du prix au clerc de la Prévôté pour le faire connaître à 12 jurés boulangers chargés eux-mêmes de le signifier à tous les boulangers. Cette mesure nous confirme l'instabilité du prix du pain, mais constitue un progrès dans la lutte contre la répression des fraudes puisque désormais le pain devait avoir un poids fixe et que le prix variable en serait affiché. Par ailleurs, le souci de supprimer les intermédiaires s'affirme dans la défense faite à toute personne d'acheter dans Paris du blé « en greniers, granges ou marchés dans l'intention de le revendre ».

Ces décisions de portée limitée valaient mieux que la

prétention de fixer les prix du marché, appuyée par des menaces sans effet réel. Charles VII les compléta en 1460 en obligeant les marchands à vendre sur les lieux du marché, sous peine de 12 deniers d'amende, la première fois, de deux sols la seconde et d'emprisonnement la troisième. Une moitié de l'amende revenait au Roi, l'autre, selon une pratique régulière à l'époque, au dénonciateur. Des sanctions plus sévères encore menaçaient les consommateurs qui auraient cherché à conclure avec les marchands en dehors de la ville.

Cet ensemble de mesures ne présentent sans doute pas de caractère original, le siècle précédent en avait comporté de semblables, mais il contribua lentement à remettre de l'ordre dans une économie désorganisée.

SECTION II.

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ET L'ACCAPAREMENT

L'absence à peu près complète de réglementation des prix devait évidemment encourager des manœuvres d'accaparement qui se trouvaient assurées d'un bénéfice important. Le placement des gains réalisés pouvait se faire facilement, soit en biens matériels, soit en monnaie du pays, soit en monnaie étrangère, toutes ces espèces représentant une valeur métallique à l'abri des perturbations.

Aujourd'hui, au contraire, le contrôle des transactions sur les biens matériels, notamment sur les terres, l'absence de monnaies étrangères et l'incertitude qui règne sur la monnaie nationale entraînent les spéculateurs à remployer aussitôt dans de nouvelles opérations le produit

de leur gain. En ce sens, la spéculation entretient la spéculation et conduit sans cesse à de nouveaux accaparements.

Si cet inconvénient n'existait pas au ^{xv}^e siècle, il se trouvait largement compensé par une liberté du marché presque absolue en dépit de réglementations de détail et de menaces jamais exécutées d'ailleurs. Aussi l'accaparement sévissait-il dans tous les milieux. Le commerçant prudent stockait toutes les marchandises et surtout les denrées quand grandissait une menace de renforcement des monnaies, parce qu'il pensait en gouverner les cours plus facilement que ceux des espèces. Le gros commerçant pouvait à loisir faire débarquer dans ses greniers d'énormes quantités de denrées qu'il écoulait avec des bénéfices scandaleux quand venait la disette. Les grands eux-mêmes facilitaient ces manœuvres; nous voyons en 1439, les gouverneurs participer à une hausse brutale du sel coïncidant avec de grands arrivages de porcs; pour réaliser des profits spéculatifs, ils privèrent ainsi la population d'une partie de la viande qui fut perdue faute de pouvoir être conservée. Deux ans auparavant, alors que Paris manquait de pain, Pontoise en regorgeait parce que le seigneur de l'Isle-Adam y avait fait des réserves pour deux ans. L'exemple de Rouen assiégé pendant sept mois et de bien d'autres villes suffisait, il est vrai, à justifier cette précaution, mais selon le Bourgeois de Paris, si le seigneur ne voulait point laisser venir le grain à Paris, c'est qu'il préférerait le vendre avec profit aux marchands de Pontoise. L'accaparement prendrait ici figure de monopole. Mais l'accusation doit être accueillie avec des réserves, car le jugement de notre Bourgeois fut peut-être inspiré par la ja-

lousie. N'oublions pas, en effet, le particularisme virulent des villes à cette époque.

On ne trouve qu'une seule Ordonnance royale, en 1443, qui manifeste l'intention de protéger les vrais commerçants contre les particuliers accapareurs. En même temps qu'elle les autorisait à acheter en lieux forains les blés et farines, cette ordonnance leur permettait, au cas où le marché en serait dépourvu, de contraindre les habitants qui en auraient chez eux à leur délivrer en quantité suffisante au prix commun. Cette mesure vexatoire à première vue, n'était d'ailleurs que la conséquence des instructions données par les Gouverneurs aux bourgeois riches pour qu'ils constituassent chez eux, au moment de la récolte, les réserves que le gouvernement se trouvait incapable d'accumuler faute de capitaux, faute aussi d'organisation.

Un Etat organisé aurait pu songer, en effet, à réglementer la consommation en un moment où le problème avait une importance vitale. Or, c'est à peine si on peut signaler quelques décisions concernant le pain. Quand celui-ci devenait vraiment rare, on interdisait de faire du pain blanc, des gâteaux et des échaudés. Nous ignorons dans quelle mesure ces défenses furent observées.

En 1436, eut lieu une sorte de recensement des ressources dans Paris. Des commissaires visitèrent toute la ville pour connaître les provisions de chacun en blé, farines, avoine, pois, et autres denrées, mais il ne semble pas que cette enquête ait dû préluder à un rationnement.

En réalité, dans un pays soumis à toutes les fluctuations de la guerre civile, les pouvoirs publics ne possédaient pas assez d'autorité pour se lancer dans des opérations aussi

complexes. Il faudra attendre le xvi^e siècle et les désordres des guerres de Religion qui saignèrent une nouvelle fois la France pour voir apparaître les premiers essais de restriction. C'est en 1563 en effet, que l'on défendit de servir au repas plus de trois services « à savoir les entrées de table, puis la chair et finalement l'issue ». Bien légères restrictions qui, en dépit des classiques promesses de récompense aux dénonciateurs, ne furent pas observées.

SECTION III.

ESSAI DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Bien médiocre nous apparaît jusqu'ici l'action des pouvoirs publics. En 1460 cependant, on peut entrevoir un début, une promesse de politique économique, autre chose enfin que le simple souci d'assurer sans trop de heurts le ravitaillement des populations. Alors que la plupart des Ordonnances essayaient de remédier à une disette de vivres, celle de 1460 au contraire, apportait une solution à un excès de production.

Les habitants de Vernon avaient constaté que la fabrication en grande quantité des bières et cervoises présentait le double inconvénient d'entraîner une hausse sensible du prix des grains, préjudiciable à la population et de nuire aux vignobles rouennais en faisant baisser le prix du vin. Or, le vin était alors la richesse du pays, l'ordonnance nous apprend que « la ville est assise en pays de vignes et qu'il y a bien peu de labours autour ». Une supplique fut donc adressée au Roi en vue de trouver un remède à la situation.

Charles VII défendit le brassage des deux boissons qui concurrençaient le vin et accaparaient des grains plus utiles à d'autres usages. Les motifs dont il éclaira ses décisions semblent bien révéler chez le Roi, un souci non des intérêts particuliers, mais de la prospérité de toute une région. Faisant preuve de psychologie, il exemptait d'ailleurs de la prohibition les produits que les propriétaires destinaient à leur usage personnel.

Sans pouvoir apprécier le succès de l'Ordonnance, nous en retenons néanmoins une tentative intéressante d'organisation économique de la production dans le cadre régional.

Mais aucune préoccupation d'économie nationale n'apparaît encore, même quand le ravitaillement de la population est en cause, ainsi qu'en témoigne l'Ordonnance de 1455. Le blé commençait alors à manquer en France et avait déjà doublé de moitié qu'on en laissait encore transporter de grosses quantités en Angleterre. L'ordonnance publiée alors et révoquant tous les congés autorisant l'exportation, venait trop tard. Le mal était fait.

CHAPITRE V

ÉVOLUTION DES CLASSES SOCIALES

Cent ans de guerres étrangères et de troubles sociaux n'ont pu passer sans amener de profonds changements dans la composition des classes sociales. Aucune cassure nette comme en 1789 sans doute, mais un lent cheminement qui prépara l'ascension de nouvelles couches de la société.

Nous avons vu que la noblesse et le clergé, tous deux grands propriétaires fonciers, avaient été sérieusement éprouvés par la misère des campagnes. Quant à la bourgeoisie des villes, si elle ne pouvait pas s'enrichir uniformément en un temps où les occasions de ruines n'étaient pas moins nombreuses que celles d'enrichissement, certains de ses éléments purent acquérir néanmoins de solides fortunes. Dans l'ensemble, les situations acquises, toujours victimes des périodes troublées, furent balayées au profit de fortunes nouvelles.

Les rapports entre locataires et propriétaires, constamment troublés par les mutations monétaires, nous en fournissent un premier exemple, mais puisqu'il y eut à des

époques parfois rapprochées, des renforcements et des affaiblissements de la monnaie, il semblerait que l'équilibre eût dû se rétablir de lui-même que tantôt le propriétaire profitait de l'opération et tantôt le locataire. Seulement, dans la réalité les choses ne se passaient pas ainsi. Si la monnaie s'affaiblissait permettant au locataire de se libérer avec un moins grand nombre d'espèces, la masse de ceux-ci en profitait sans que les protestations des propriétaires puissent émouvoir personne. Si au contraire, le gouvernement inspiré par le louable désir de rétablir une monnaie saine, voulait la renforcer, les locataires invoquaient leur impossibilité de fournir une plus grande quantité d'espèces pour un même contrat et si on ne leur donnait pas raison, des troubles et des émeutes risquaient d'éclater. Aussi, quand les propriétaires ne réformaient pas d'eux-mêmes les contrats, le Roi intervenait-il, et, tenant compte des quantités de métal fin qui avaient correspondu aux engagements antérieurs, établissait des conversions en monnaie de compte. Ainsi les pouvoirs publics ne pouvaient qu'être inclinés à affaiblir les monnaies. Tout les y portait, l'intérêt du Trésor et le souci de la tranquillité publique.

Si l'appauvrissement des propriétaires préparait des changements dans la composition des classes, l'enrichissement des commerçants accélérail encore ces transformations. Depuis longtemps, déjà, des fortunes s'étaient constituées à l'occasion des bouleversements politiques. A côté de bien d'autres documents, un testament de 1383 nous montre l'énorme fortune laissée par Guillaume de Saint-Yon, boucher de la Grande Boucherie de Paris. Mais vers 1420 le phénomène acquit une véritable ampleur. Un chro-

niqueur normand (1) résume ainsi la situation : « et était en ce temps une manière de vivre, que ceux qui étaient riches devinrent povres et les povres riches comme Taverniers, boulangers, bouchers, cordonniers, revendeurs. et revenderesses, coconniers (marchands d'œufs), fromagiers. Et plusieurs autres devinrent si riches qu'ils ne savaient ce qu'ils avaient vaillants et ceux qui se vivaient de leurs rentes se vivaient à grand'peine et à grand'douleur. »

L'élévation des cours enrichissait en effet tous ceux qui avaient des marchandises à vendre et savaient attendre quelque temps avant de les écouler, calcul simple qui ne demandait pas beaucoup d'intelligence. Il n'est pas étonnant dans ces conditions, que le commerce ait attiré alors tous ceux qui recherchaient des gains rapides et faciles. Les pouvoirs publics luttèrent de leur mieux contre ces intermédiaires ruineux — la lutte contre les « regrattiers » en témoigne — mais nous avons vu qu'ils pouvaient peu de chose.

Le déplacement des fortunes n'entraîna pas aussitôt des modifications dans les habitudes de ceux qui en bénéficiaient. Moins soucieux de luxe que de placements sûrs, beaucoup de bourgeois enrichis consolidèrent leurs fortunes en achetant des terres et consacrèrent leur élévation sociale en pénétrant dans les rangs de la noblesse par l'acquisition de fiefs. L'exemple de Jacques Cœur illustre de manière significative l'ascension d'une classe nouvelle de haute bourgeoisie, encore peu nombreuse mais opulente.

(1) Pierre COCHON, *Chronique Normande*, éd. Ch. de Beaurepaire, Rouen, 1870.

Il serait prématuré cependant d'en conclure que la vraie noblesse manifestait déjà des signes d'épuisement; elle connaîtrait encore de grandes heures, mais elle laissait grandir à côté d'elle un concurrent qui finirait un jour par l'éliminer.

CHAPITRE VI

L'INDUSTRIE

SECTION I.

L'INDUSTRIE EN EUROPE

Le terme même d'industrie semble toujours prétentieux appliqué à une époque aussi reculée. L'industrie du Moyen Age n'était qu'un jouet d'enfant, comparée au gigantesque appareil des temps modernes. Telle quelle cependant, elle contribua à l'épanouissement de la vie économique au Moyen Age. Les villes où elle se développa assistèrent à ses premières tentatives de concentration qui présentèrent parfois un caractère vraiment capitaliste.

La Flandre et la Lombardie ont sous ce rapport rayonné d'un éclat incomparable. Leurs industries se distinguaient sans conteste de celles de tous les autres pays par l'ampleur de leurs productions et l'étendue de leurs marchés. Toute l'Europe connut et apprécia les draps de Flandre, fabriqués dans les grandes cités de Bruges, Ypres ou Gand avec un personnel nombreux dont la condition se rapprochait déjà de celle des prolétaires modernes.

Un trait caractérise toute cette industrie : le particula-

risme urbain qui a peut-être favorisé sa progression mais agit bientôt comme le meilleur moyen d'en paralyser l'activité. Les luttes menées par les grandes villes pour conserver leur suprématie industrielle, sur les cités secondaires nous en fournissent un bel exemple; les règlements les plus draconiens se justifiaient alors par la nécessité de maintenir des situations acquises. La concurrence des grandes nations industrielles modernes n'a peut-être pas revêtu plus de violence que celle des cités moyenâgeuses, tant il est vrai que plus les concurrents sont rapprochés, plus leur lutte prend un caractère d'âpreté. Chaque ville voulait réserver à ses bourgeois le profit de son activité. et comme il arrive souvent pour les individus, l'égoïsme y croissait avec la richesse.

Mais la concurrence réprimée à l'intérieur devait venir du dehors et ruiner peu à peu la fortune de la draperie flamande. Etouffé par des règlements étroits, l'esprit d'initiative n'apporta pas à la technique les perfectionnements qui lui auraient permis de maintenir sa prépondérance. L'Angleterre, qui devançait les autres nations dans les voies de la politique nationale, créait chez elle une industrie drapière.

A la fin du ^{xiv}^e siècle, la draperie urbaine accusait des signes manifestes de décadence et durant le ^{xv}^e et le ^{xvi}^e siècles, la draperie rurale qui la remplaça consacrait la disparition de la grande industrie flamande.

SECTION II.

L'INDUSTRIE FRANÇAISE

La France n'avait pas connu cet essor; son industrie s'était bien développée dans les villes, mais avait gardé sauf dans la draperie rouennaise, un caractère très artisanal. Dans les campagnes l'industrie présentait encore un certain développement que les seigneurs s'efforçaient d'entretenir à cause des profits qu'ils en retiraient. A côté de cette industrie essentiellement rurale (fours, pressoirs, moulins), qui souffrit plus que toute autre des ravages de la guerre, l'industrie des villes, réduite à la consommation locale, s'anémia peu à peu. D'ailleurs, les clients éventuels disposaient de peu de ressources et les prix élevés des denrées absorbaient souvent presque toutes leurs disponibilités.

L'insécurité des communications nuisait particulièrement à la draperie, seule industrie dont le marché présentait une certaine extension. D'ailleurs, Rouen se trouvait en pays ennemi, son activité et celle de toutes les riches cités normandes fut très ralentie, parfois complètement suspendue par les conséquences de la guerre. La Champagne, très éprouvée elle aussi, vit son industrie dépérir au point que Provins, autrefois riche de 3.000 métiers, n'en comptait plus que 30. Un peu partout la guerre entraînait la ruine de l'industrie comme elle avait déjà amené celle de l'agriculture. Seule Bourges, capitale provisoire, bénéficia en partie du malheur des autres, et grâce à l'afflux des artisans normands, qui avaient voulu rester

fidèles à la cause nationale, ne souffrit pas trop de la guerre.

De nos jours, le ralentissement des industries en cas de guerre a une cause directe dans les exigences extraordinaires de l'industrie de guerre. Son développement était alors plus que modeste. La fabrication des armures, haches, piques, se faisait un peu partout dans les ateliers d'artisans. L'artillerie allait seulement commencer à révéler son importance à Castillon, en 1453. Les frères Bureau devaient en développer l'emploi sous Louis XI.

Charles VII créa cependant en 1450 l'Office de « visiteur général des harnais et autres habillements de guerre » ; sans placer la fabrication des armes sous l'autorité directe de l'Etat, il soumettait les produits fabriqués à une surveillance sévère, consacrée par l'apposition de marques spéciales.

Plus tard, Louis XI devait ébaucher la centralisation de cette industrie naissante. En 1480, il étonnait l'étranger par une commande sensationnelle de 5.000 piques, 14.600 hallebardes, 18.000 dagues, programme d'armement qui nous fait sourire, mais qui inquiéta sans doute ses remuants voisins d'alors.

Une autre industrie, d'un genre bien différent, était alors en pleine prospérité et conservait toute son activité malgré les ravages de la guerre, c'était l'industrie de luxe. Les nobles, surtout les grands seigneurs qui en étaient les clients, ne cessèrent pas leurs dépenses malgré la misère des temps. Jamais peut-être plus qu'à cette époque on ne constate un pareil luxe dans les vêtements masculins, les armures et les harnais des chevaux ; la robe d'une dame, nous dit Jean Juvenel des Ursins, valait le revenu d'un duché.

Il est significatif que toutes les époques de troubles ont été accompagnées d'un débordement de luxe scandaleux pour les pauvres gens. Moins loin de nous, le Directoire nous en a laissé un remarquable témoignage. Aussi l'industrie de luxe ne connut-elle aucun ralentissement; elle fut même encouragée par le goût des seigneurs anglais pour les bijoux, les vêtements somptueux et les meubles de prix. La corporation des orfèvres demeura riche et puissante à Rouen même, malgré les malheurs qui avaient accablé la grande cité normande.

On ne prit aucune mesure pour restreindre le luxe et malgré la crise de métal précieux, on ne songea pas à réglementer l'orfèvrerie. La suppression de l'industrie de luxe n'aurait d'ailleurs pas empêché la famine et elle faisait vivre un grand nombre d'artisans.

SECTION III.

CARACTÈRES DE L'INDUSTRIE

Les perturbations de la guerre de Cent ans ont démontré que la rigidité des règlements corporatifs ne pouvait convenir qu'à une économie paisible, exempte de transformations brutales. Durant la dernière période de cette guerre en particulier, les faits prouvèrent l'inadaptation d'un système étroit à des circonstances toutes nouvelles. Ainsi, Beauvais, ville prospère encore au début du ^{xv}^e siècle, voyait ses maisons tomber en ruine en 1440, parce que les corporations aveuglées par leur égoïsme refusaient l'aide des ouvriers du dehors tout en manquant de main-d'œuvre, limitaient le droit d'avoir des apprentis et pro-

longeaient la durée de l'apprentissage pour le plus grand profit des maîtres, mais au grand détriment de l'intérêt général. A Troyes, même situation, la ville était dépeuplée et les règlements corporatifs éloignaient les ouvriers étrangers qui se dirigeaient vers les cités plus accueillantes.

La contradiction vraiment flagrante entre les exigences de la corporation et les nécessités du moment avaient en effet amené certaines villes à abandonner un système trop rigide. Ainsi Rouen admettait les étrangers à tous les métiers, sans demander les garanties de capacité autrefois exigées. Montivillers n'imposait qu'une résidence d'un an et un jour dans la ville pour pouvoir y draper. Dans d'autres cités, la liberté du commerce et de l'industrie fut même entièrement reconnue. Le roi admit toutes ces dérogations et notamment le travail de nuit, qui remédiait à l'insuffisance de main-d'œuvre. A Beauvais, ce fut l'évêque qui ouvrit la ville aux étrangers et autorisa la fabrication de draps d'une qualité plus ordinaire.

C'était implicitement reconnaître le vice des corporations. On s'apercevait que si en période de prospérité, les règlements corporatifs empêchaient l'artisan de s'enrichir en faisant concurrence aux autres ouvriers de la corporation, en période de dépression ils maintenaient tout le monde dans la médiocrité et condamnaient toute la société à une misère prolongée. Malgré ces avertissements, on n'entreprit rien de sérieux ni au xv^e ni au xvi^e contre l'esprit étroit des corporations.

Heureusement, cette réglementation ne s'étendait pas à toute l'industrie. Bien qu'elle fût la règle, les exceptions demeurèrent nombreuses dans bien des métiers et dans bien des régions. En particulier, beaucoup de paysans

étaient en même temps artisans ou marchands, preuve qu'aucune corporation ne les englobait, tel laboureur était en même temps maçon, tel autre, marchand ou tanneur.

Le roi se préoccupa-t-il de soutenir puis de relever l'industrie française ? Nous avons vu qu'il accorda un certain nombre de dérogations aux règlements de la corporation, se contentant d'ailleurs, le plus souvent, de confirmer les statuts plutôt que de les inspirer. Ses préoccupations furent généralement d'ordre fiscal, et c'est à l'amélioration de la situation toujours chancelante du Trésor royal qu'il employa son autorité grandissante en se réservant une bonne part des amendes.

Durant la guerre franco-anglaise, Charles VII prit quelques mesures inspirées par les circonstances et destinées à protéger l'industrie nationale, tout en ruinant celle des territoires obéissant à Henri VI. A cet effet, en juillet 1443, il protégea la draperie de Bourges et défendit à ses sujets d'acheter des draps fabriqués en Normandie. Mais en décembre de la même année, une nouvelle ordonnance interdisant l'importation des draps de Flandre et d'Allemagne, s'appuyait sur d'autres motifs, notamment la nécessité d'empêcher la sortie de la monnaie royale.

On ne peut donc conclure de ces diverses ordonnances, à l'existence d'une politique économique nationale, comparable à celle qui inspira à l'Angleterre la création d'une industrie drapière. D'ailleurs, l'autorité royale se heurtait encore en ce domaine à un particularisme trop étroit pour que son action pût avoir une réelle efficacité.

SECTION IV.

LES SALAIRES

Les règlements corporatifs ont exercé sur les salaires une action longtemps prépondérante qui tenait moins à la perfection de ces règlements qu'à la stabilité de la vie économique au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècles.

M. Espinas (1) a ainsi expliqué la théorie alors appliquée aux salaires : « En principe, dit-il, puisque telles conditions étant données le travail ne varie jamais, et doit s'exécuter en quelque sorte automatiquement, le salaire ne doit pas non plus jamais varier en théorie pour chaque sorte de travail; il ne peut exister plus d'initiative dans le paiement de la besogne, qu'il n'en saurait apparaître dans la conception même de l'ouvrage : c'est une question d'ordre légal à l'exemple des autres ».

Mais il faut se garder de penser que même au ^{xiv}^e siècle, cette soumission de l'économie à des règles fixes s'imposait également à la grande industrie drapière des Flandres, qui travaillait pour l'étranger et devait tenir compte des conditions de vente sur le marché extérieur. Aussi, comme dans une économie capitaliste, le taux des salaires dépendait-il beaucoup plus du prix de la laine que du coût de la vie. Le problème des matières premières n'est donc pas d'aujourd'hui et sans adopter le point de vue de M. Hauser (1), pour qui la question de la laine anglaise domine toute la guerre de Cent ans, on ne peut nier que la crise

(1) ESPINAS (Georges), *La Vie urbaine à Douai*, Paris, 1913.

(1) HAUSER (H.), *Les origines historiques des problèmes économiques actuels*, Paris, 1930.

économique flamande n'ait eu une incidence notable sur les événements.

La guerre de Cent ans apporta les mêmes perturbations dans les salaires que dans le reste de l'économie. Tous les documents nous révèlent leur extrême mobilité durant la première moitié du x^v^e siècle, et si M. Claudio Jannet (2) estime que le x^v^e siècle a été « l'âge d'or du travailleur », il est permis de penser que ces fluctuations ne correspondaient pas à un idéal. Certes, la rareté de la main-d'œuvre consacra la supériorité économique du travailleur, mais les variations monétaires imposèrent des réadaptations incessantes qui durent gêner tout le monde.

Rien ne fera mieux saisir les rapports reliant la monnaie aux salaires que le document conservé sur le travail des ouvriers de la Cathédrale de Rouen entre 1420 et 1430 (3). Il contient les salaires touchés par les différentes catégories d'ouvriers employés à la réfection de la cathédrale; nous avons noté, dans le tableau ci-dessous, les salaires journaliers des ouvriers « de bras », des maçons, et de celui que Charles de Beaurepaire appelle l'architecte Jean Roussel, et qui ne devait être qu'un chef de chantier, en raison de son salaire à peine supérieur à celui du maçon et inférieur à celui d'un couvreur de tuiles, que justifiaient sans doute les risques de sa spécialité :

(2) Claudio JANNET, *Les Grandes Époques de l'Histoire économique*, Paris, 1896.

(3) Ch. DE BEAUREPAIRE, *Notes et documents concernant l'état des campagnes de la Haute-Normandie dans les derniers temps du Moyen-Age*.

Années	Jean Roussel	Maçons	Ouvriers de bras
Juin 1420	5 sols	5 sols	3 sols
Noël 1420	5 sols	6 sols 8 deniers	3 sols 4 deniers
Pâques 1421	6 sols 8 deniers	5 sols 8 deniers	—
St. Michel 1421 .	16 sols 8 deniers	15 sols	6 sols 8 deniers
1426	—		3 sols 4 deniers
1430	—	5 sols	3 sols

Pouvons-nous éliminer l'incidence des fluctuations monétaires et étudier les variations des salaires en fonction de l'offre et de la demande ? Les documents sont trop fragmentaires et les mouvements de la monnaie trop mal connus pour opérer cette discrimination déjà difficile à réaliser aujourd'hui. Tout au plus peut-on souligner les tendances. Les documents s'accordent d'ailleurs avec la logique. Le pays était ravagé, la famine et les épidémies avaient entraîné une dépopulation effrayante. Aussi, dès que les conditions matérielles permettaient de travailler avec une certaine sécurité, on s'arrachait les ouvriers disponibles qui avaient beau jeu pour augmenter leurs prétentions.

Le document que nous avons déjà utilisé pour étudier la taxation en Dauphiné, signale également les exigences des ouvriers qui, se portant toujours vers le plus offrant, n'achevaient même pas toujours le travail commencé. « Toute conscience professionnelle avait disparu, l'honneur des engagements devenu chose morte, l'amour du gain semblait l'unique mobile de toute activité » (1).

Cette situation lamentable avait une autre raison que l'affaiblissement de la valeur de la monnaie présenté par

(1) Th. SCLAFERT, *La vie chère en Dauphiné*, op. cit.

les Etats du Dauphiné comme responsable de tous les maux. La rareté de la main-d'œuvre l'expliquait beaucoup mieux. Aussi peut-on douter de l'effet des mesures contenues dans le préambule de l'édit de taxation :

« 1° Tous les ouvriers et travailleurs seront tenus de louer leurs bras comme ils le faisaient avant l'établissement des taxes, quoique ces taxes viennent diminuer le prix excessif des salaires, sous peine de 50 livres d'amende.

« 2° Les mercenaires qui abandonneraient leurs maîtres avant le terme fixé subiront la même peine.

« 3° Celui qui, ouvertement ou en cachette offrira aux travailleurs un salaire supérieur à la taxe, sera lui aussi condamné à une amende de 50 livres.

« 4° Les manœuvres qui ont coutume de se rendre chaque matin sur les places publiques pour s'offrir à ceux qui désirent les engager ne pourront se dispenser de s'y présenter, sous peine d'une amende de 60 sous par jour d'absence.

« 6° Il est interdit à celui qui, jusqu'à ce jour, a travaillé dans une des localités de la judicature, de chercher à se louer ailleurs, soit dans une autre localité, soit dans un pays voisin, s'il y a travail pour lui dans le lieu qu'il a l'intention de quitter. »

La seule lecture de ces articles nous renseigne suffisamment sur l'intensité d'une crise de main-d'œuvre qui ne fit que s'accroître à mesure que la sécurité permettait la reprise du travail et que le déficit de population se faisait plus cruellement sentir.

Si la dépopulation reste la cause première de l'absence de main-d'œuvre, il est intéressant d'en signaler une accessoire, parce qu'elle n'est pas sans analogie avec la

période moderne. On sait que tous les malheureux chassés des campagnes et des villes ruinées avaient recherché un asile dans les cités qui représentaient alors la sécurité. Sécurité toute relative encore, la famine et les épidémies aggravées par la présence de ces réfugiés en enlevèrent une grande partie. Le reste, à l'exception de quelques heureux, épuisé, amoindri physiquement et moralement, grossit l'armée des mendiants. Quant l'appel du travail retentit de nouveau, ces malheureux définitivement gâtés par une longue oisiveté ne voulaient plus travailler.

M. Levasseur (1) nous rapporte à ce sujet une tentative faite à Reims, en 1454, pour essayer de rééduquer ces pauvres gens qui encombraient la ville. « De notables bourgeois, écrit-il, fournirent les fonds nécessaires pour l'achat de matières premières et pour les dépenses journalières; un maître ouvrier fut nommé par la ville pour diriger chaque atelier, des commissaires surveillèrent le travail et les bénéfices furent répartis au marc le franc entre les prêteurs.

Si minutieuse qu'aient été leurs préparations, ces chantiers perfectionnés de chômeurs, première tentative de ce genre, aboutirent à un échec qui devait bien souvent se renouveler dans l'avenir.

Nous n'avons pas abordé le problème des relations entre les salaires et le coût de la vie que la plupart des historiens se refusent sagement à traiter, trouvant le terrain vraiment trop mouvant.

Cependant, S. Luce (1), analysant les salaires des ouvriers travaillant dans le domaine de l'Abbaye de St-Mar-

(1) LEVASSEUR, *Histoire du commerce*, Paris, 1911.

(1) S. LUCE, *La France pendant la Guerre de Cent ans*, *op. cit.*

tin-des-Champs, en a conclu un peu hâtivement d'ailleurs, que leur condition matérielle avait fort empiré entre 1405 et 1439. Il constate en effet qu'entre ces deux dates le salaire de l'ouvrier nourri a baissé de moitié. Mais peut-il tenir compte de l'incidence des variations monétaires ? Il nous affirme que tandis que la plupart des salaires s'étaient abaissés sensiblement, le prix des denrées les plus nécessaires à la vie avait monté durant cette période dans une notable proportion. Le ralentissement très marqué de la vie économique rend vraisemblable la seconde affirmation, mais rien n'autorise à admettre la première. Trop d'éléments inconnus ont pu varier entre 1405 et 1439 qui justifieraient la différence de salaires, sinon peu explicable.

La forte position économique des ouvriers à la fin de la guerre de Cent Ans permet seulement de supposer qu'ils obtinrent un salaire assurant largement leur existence. La situation ne pouvait d'ailleurs que se modifier lentement, car on ne repeuple pas en quelques années un pays ruiné. Au début du xvi^e siècle, dans la région parisienne (1), on note encore des salaires élevés, bien que les denrées redevenues abondantes soient bon marché; on peut y voir l'indice d'une situation très favorable aux salariés.

(1) Y. BEZARD, *La Vie rurale dans le Sud de la région parisienne*, op. cit.

SECTION V.

LES MINES AU XV^e SIÈCLE

L'absence de grosse industrie en France, en cette fin du Moyen Age, permettrait de passer sous silence le problème de la condition sociale du travailleur, si les mines du Lyonnais (2) ne nous fournissaient un exemple d'organisation remarquable pour l'époque. Ce fut le besoin de métal précieux qui encouragea Jacques Cœur à remettre en exploitation ces mines de plomb argentifère d'un très faible rapport, les seules de France cependant qui offraient alors une réelle activité. La rareté de la main-d'œuvre lui inspira-t-elle ces dispositions que nous allons énumérer brièvement ? Toujours est-il que l'ensemble en retient l'attention.

Les quelque deux cents ouvriers qu'employait la mine se répartissaient en professions bien spécialisées, depuis le maître niveleur jusqu'au distributeur de chandelles, en passant par le charpentier ou « appuyeur de montagne » et l'ouvrier de « martel ». mineur proprement dit.

Jacques Cœur qui avait eu l'habileté d'intéresser ses employés aux bénéfices, avait assuré toute la vie matérielle de ses ouvriers. Ceux qui n'avaient pas de logement personnel — beaucoup étaient étrangers — trouvaient place dans de vastes bâtiments comportant chambres aux lits confortables, restaurant, salle de réunion, cuisine avec four pour cuire le pain et boucherie, et parmi les dépendances, l'étable, le moulin; des champs et des vignes assu-

(2) S. LUCE, *La France pendant la guerre de Cent Ans*, op. cit.

raient le ravitaillement et un magasin de vente fournissait les vêtements. L'alimentation, nous dit-on, était abondante et variée : le « bacon » salé, les œufs, le poisson, les épices même y figuraient avec toutes sortes de viandes. Un vicaire, attaché à la mine, assurait les besoins spirituels, tandis que le règlement se préoccupait de la bonne tenue morale du personnel.

Cet exemple montre que pouvait naître en dehors de l'organisation corporative de très belles réalisations, qu'il suffisait d'un homme énergique et possédant de puissants moyens. En tout cas, aucune entreprise capitaliste moderne n'a poussé plus loin l'adaptation de l'économie domestique à une vaste entreprise.

Il est intéressant de constater qu'une réalisation aussi harmonieuse ait pu fleurir au milieu d'une anarchie presque générale. Nous voyons dans cette œuvre la marque de Jacques Cœur, que nous allons retrouver bien plus éclatante dans l'essor du commerce extérieur français en ce début du x^ve siècle.

CINQUIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ COMMERCIALE

A LA FIN DE LA GUERRE DE CENT ANS

CHAPITRE PREMIER

LE COMMERCE INTÉRIEUR

Nous sommes à la veille des grandes découvertes, découvertes de terres nouvelles et de voies nouvelles vers des terres connues, découverte de l'or surtout, qui apportera au xvi^e siècle une richesse factice. Aussi les derniers feux d'un monde qui s'éteint n'ont-ils guère retenu l'attention. Rien de vraiment nouveau ne vient en effet modifier la vie économique des peuples au début du xv^e siècle. La Hanse maintient victorieusement son prestige au nord du continent, tandis que les flottes de la République de Venise continuent à régner en maîtresses dans toute la Méditerranée.

La place de la France apparaît bien médiocre dans cette activité. La richesse de son sol l'a détournée du commerce international et le commerce intérieur ne s'est développé

que très lentement. Il devait vaincre en effet bien des préjugés dont le premier était dans la doctrine. Celle-ci condamnait le commerce dans son principe et le confondait avec la spéculation, puisque le seul fait d'acheter pour revendre lui était suspect et entraînait sa réprobation.

Autre préjugé tenace, la répugnance des nobles pour toute opération commerciale écartait de cette activité la classe la plus instruite de la société. Mais la guerre de Cent Ans devait infliger de durs revers à la noblesse et l'incliner à d'amères réflexions. Alors se dessina une évolution qui amènera les nobles à plus de compréhension quand leur pauvreté les aura rendus sensibles aux profits du commerce. Dès cette époque, ils avaient sous les yeux en Provence, l'activité des Italiens dont un certain nombre appartenaient à la noblesse. Ils ne tardèrent pas à les imiter, si bien qu'en ce début du x^v^e siècle, on trouve dans les archives des notaires d'Aix. Marseille, Avignon, dans celles de Sisteron, bien des noms de nobles marchands. Le mouvement ne gagna que très lentement vers le Nord, car rien n'est plus solide que les préjugés, mais il était au moins déclenché à la fin de la guerre de Cent Ans.

Un mouvement parallèle conduisit en même temps les marchands les plus riches jusqu'à la noblesse, tandis que de vieilles familles demandaient au commerce l'or qui redonnerait son éclat à leurs blasons, des roturiers préparaient lentement, par un labeur opiniâtre, l'acquisition de ce blason qui consacrerait leur fortune. La guerre accélérerait ainsi le remplacement des élites; elle n'accumulait pas seulement les ruines matérielles, mais entraînait aussi une transformation des cadres sociaux dont le commerce devait tirer profit.

Malgré ces symptômes, le commerce demeurait à un stade assez primitif. Il se confondait souvent avec l'agriculture et l'industrie en ce sens que dans beaucoup de cas, le laboureur transformait et vendait directement ses produits. Il est prouvé que beaucoup de « merciers » exerçaient auparavant une autre profession, forgeron, tisserand, par exemple, qu'ils n'abandonnaient pas toujours une fois admis parmi les merciers. En somme, le producteur assurait souvent lui-même la vente de ses produits, indice d'une économie rudimentaire et peu différenciée.

Par ailleurs, le particularisme des villes, si néfaste à bien des égards, entravait sérieusement le développement commercial. Ce fut sans doute en représailles de quelques mesures de police intempestives que des marchands de Lyon furent arrêtés à Miribel et leurs marchandises confisquées, et que le 28 août 1456, un marchand d'Avignon était arrêté à Villefranche. On pourrait multiplier les exemples qui prouvent tous à quel point la politique de ces villes aveuglées par leurs intérêts de clochers pouvait nuire à la prospérité générale des échanges.

D'ailleurs, souvent les provinces ne manifestaient pas plus de compréhension les unes vis-à-vis des autres. Nous voyons, à cette occasion, le roi remplir son rôle d'arbitre et régler en 1443 un conflit entre le Languedoc et le Comtat Venaissin. Envenimant des différends commerciaux, ces deux Etats avaient en effet empoisonné toutes leurs relations en se saisissant réciproquement leurs marchandises et en les grevant de taxes abusives. Finalement chacun restait chez soi au plus grand dommage de la prospérité des deux Etats et de celle du Royaume. Le roi soucieux de mettre un terme à ces querelles abolit les lettres

de marques et autres mesures de représailles en interdisant d'en rétablir à l'avenir.

Mais ces entraves au développement commercial perdent tout relief à côté de la grande cause de stagnation qui vint paralyser les moindres manifestations d'un commerce déjà bien médiocre, à savoir l'insécurité généralisée. La guerre de Cent Ans voit le triomphe du guerrier pillard sur le marchand paisible. Comment, dès lors, aller de province en province quand à chaque instant on peut craindre de voir sa cargaison tomber aux mains de quelque brigand ?

Le roi lui-même se sentait menacé dans ses approvisionnements. Aussi essayait-il par tous les moyens d'assurer la sécurité des marchands qui venaient à la cour. Il leur faisait délivrer des « lettres de sécurité » et donnait l'ordre à tous ses officiers et sujets de laisser circuler ces marchands « paisiblement et pleinement ».

Mais ces mesures, comme bien on pense, n'assuraient à leur porteur qu'une sécurité toute relative. Des brigands qui ne reconnaissaient que leur chef de bande, quand ils n'agissaient pas pour leur propre compte, ne devaient guère se soucier des menaces royales. Aussi, certains marchands pensèrent-ils à s'associer pour lutter contre tant de périls. Ils voulaient aussi, par ce moyen, se défendre contre les taxes arbitraires et améliorer les voies de communication qui n'étaient pas entretenues depuis bien des années. Paradoxe lourd de sens, les péages de toutes sortes s'étaient en effet multipliés en même temps qu'empirait l'état des chemins.

Ces péages avaient cependant leur justification théorique; puisqu'il n'existait pas d'administration centrale

chargée des travaux publics, il était naturel que les collectivités qui les exécutaient réclamaient une taxe d'entretien. Mais en pratique, cette taxe était bien souvent détournée au profit exclusif des seigneurs qui, « chargés de retenir et soutenir les Ponts et Chaussées » n'en faisaient rien et percevaient de plus belle.

Les exemples de ces pratiques abondent; en voici quelques-uns : à Maisons, le préposé avait le droit, lorsque passait un bateau chargé de vins, de mettre en perce trois tonneaux et d'en tirer deux setiers « de celui qu'il lui plaira » et ceci outre les douze deniers qu'il percevait pour chacun des autres tonneaux; aux Ponts de Cé, les soldats de quatre corps de garde prélevaient « 4 seilles pour chaque bateau chargé de vin, sans compter « ce qu'ils boivent »; ailleurs, les droits étaient perçus quand la rivière atteignait tel niveau, quand le chaland passait sous tel pont, — droit de pontonage — bref, tout était prétexte à péage et nous n'avons pas cité les plus extravagants.

La puissante association des marchands de la Loire avait déjà réussi, sous les rois précédents, à intéresser le pouvoir à une action qui sauvegardait ses intérêts tout autant qu'elle s'opposait aux empiètements seigneuriaux. Elle pouvait ainsi se considérer comme déléguée par l'autorité royale pour l'exercice de ses droits sur le fleuve. Dans cette alliance, les marchands trouvaient un appui et la couronne des surveillants intéressés.

La bonne entente qui régnait entre les marchands et la royauté se manifesta d'une manière particulièrement sensible aux plus durs moments de l'histoire de notre pays, en 1428, tandis que les Bourguignons tenaient la Loire jusqu'à Cosne et que les Anglais installés à Beaugency

assiégeaient Orléans. Au milieu de tous ces dangers environnants, les marchands de la Loire avaient conservé en même temps qu'une claire vision de leur intérêt toute leur foi dans la cause nationale. C'est à cette date qu'ils avançaient des sommes considérables pour aider le Roi dans les frais de la guerre contre les Anglais en même temps qu'ils réclamaient sa protection pour faire respecter leurs droits dans les secteurs encore sous contrôle royal.

Aussi deux ans après, quand les rives de la Loire furent en grande partie rentrées sous la domination française et que les Etats purent siéger à Orléans, les marchands soulignèrent-ils avec force que « sur les manières de denrées et marchandises passant par la rivière Loire et autres fleuves descendant en icelle de très grands excessifs et insupportables aides, péages, subsides avaient été et de jour en jour étaient mis, levés, exigés par plusieurs seigneurs, capitaines, bourgeois et habitants des villes, les uns en vertu de licences du Roi, les autres de fait et sans licence ». En réponse à cet appel un édit proclama l'abolition de « tout péage mis sous quelque couleur que ce soit, depuis 60 ans, à peine de confiscation des terres et biens ».

Mais il était plus facile d'édicter que de réaliser. L'enquête dura douze ans. Douze années pendant lesquelles les abus continuèrent comme auparavant, malgré les ordonnances royales qui, une fois de plus, manifestaient des vellétés plutôt que des possibilités. Il est vrai que l'ordre n'était pas encore sur le point de s'établir; au début, les Anglais, malgré leur repli, menaçaient encore Beaugency et Meung où le bâtard d'Orléans, qui en assurait la protection, en tirait également prétexte pour réclamer de nouveaux péages; ensuite, après la retraite anglaise, la

cupidité des péagers demeurait. Les marchands obtenaient bien la reconnaissance de leurs droits, mais il ne leur suffisait pas de trouver près du roi secours et appui contre les seigneurs et d'obtenir des arrêts pour la répression des abus dont ils étaient victimes, il fallait encore rendre ce secours efficace et mettre ces arrêts à exécution.

Certes, les seigneurs n'osaient pas défier directement la justice du roi. Mais était-ce nécessaire ? Les moyens d'élu-der le débat ne leur manquaient pas; le meilleur consistait à faire le mort et à se laisser condamner par défaut en escomptant à la fois la lenteur administrative et la lassitude des marchands. Le procédé n'était pas nouveau et il est encore à l'honneur de nos jours. Quand la communauté des marchands, en possession de lettres d'ajournement, essayait d'en user, la notification de ces lettres devenait une entreprise très délicate et presque périlleuse; malgré ses titres réguliers il ne lui fallait pas compter sur l'aide des officiers en service dans la contrée où résidait le seigneur coupable, elle envoyait alors d'Orléans ou de Tours ses plus habiles agents qui déployaient toutes leurs ruses pour remplir leur mission mais avaient cependant toutes les peines du monde à remettre leurs lettres d'ajournement à leurs destinataires et ensuite à leur notifier l'arrêt. Quant à l'exécution, il vaut mieux n'en point parler.

Quelquefois cependant, les marchands, usant d'un moyen plus solennel, requéraient des enquêtes auxquelles les délégués du Parlement venaient procéder sur place. Ce n'était plus alors un sergent sans pouvoirs qui venait affronter le seigneur, mais tout un tribunal enquêteur qui se voyait réserver un accueil déférent sinon chaleureux. Ces démonstrations présentaient au moins l'avantage de renforcer

aux yeux de tous le prestige des marchands qui ne craignaient pas de les solliciter malgré les frais énormes qu'elles entraînaient.

Il faut ajouter pour être complet, que les marchands n'étaient pas toujours sans reproches, ni leurs associations sans fissures. Ainsi, les péages des villes dont s'exemptaient les marchands y résidant constituaient une source naturelle de discorde, les uns ayant intérêt à leur augmentation, les autres à leur suppression. Par ailleurs, les exceptions et les privilèges s'étaient multipliés dans de telles proportions, que la charge devenait intolérable pour ceux qui ne réussissaient pas à s'en faire exempter.

Aussi, bien des marchands essayaient-ils de s'entendre avec les favorisés qui trafiquaient volontiers de leurs privilèges. Le procédé était simple, et fut employé sur une grande échelle; moyennant une part des bénéfices, le détenteur du privilège, seigneur ou même officier du roi, prenait à son nom des denrées appartenant à un marchand et les faisait ainsi circuler sans acquitter de droit. Si l'on songe que le règlement des péages doublait souvent le prix des marchandises, on conçoit que des profits considérables aient été réalisés surtout par les gros marchands qui avaient « la main sur le grand fait de la marchandise ».

Ces pratiques atteignirent un tel développement qu'elles retinrent l'attention des pouvoirs publics toujours empressés à constater, mais hélas, impuissants à corriger. Le roi sentait cette impuissance, il édictait toujours des Ordonnances pour donner satisfaction à l'opinion publique, mais il avait trop besoin des seigneurs et chefs de bandes responsables de ces abus pour les réprimer. Il céda même

un jour au point d'accorder à son favori, La Trémoille, des privilèges exorbitants pour le péage de l'île de Tancre. En 1444 seulement, la réforme militaire et plus tard, la victoire et la paix assurèrent à ses décisions un peu plus d'autorité.

Les péages s'atténuèrent alors, mais ils devaient subsister jusqu'à la fin de l'Ancien Régime en pesant lourdement sur le développement du commerce intérieur.

L'action royale n'obtint pas de meilleurs résultats dans le domaine des voies navigables. Le roi ne prit pas d'ailleurs lui-même l'initiative, mais se contenta d'agréer les demandes formulées par les associations de marchands. Ainsi aux habitants de Troyes, il permit d'effectuer des travaux de navigation sur la Barse; aux marchands de la Loire il concéda certains droits à lever sur les marchandises en raison des travaux qu'ils effectuaient pour assurer la libre navigation; mêmes mesures pour la navigation sur l'Eure, le Loir, le Maine et la Sarthe. Progressivement, mais bien lentement, les voies navigables s'animèrent et se multiplièrent.

Charles VII fit des efforts analogues pour relever les foires, tombées dans une profonde décadence durant la guerre de Cent Ans. Les étrangers s'étaient détournés de notre sol et il eût été bien difficile de changer leurs nouvelles habitudes. Malgré ses efforts, le Roi ne put rendre aux Foires de Lyon une activité qui avait émigré à Genève, où les marchands français portaient leurs marchandises, en dépit de toutes les interdictions. Les foires de Champagne, également, avaient perdu leur éclat; leur rétablissement officiel ne changea guère la réalité, car les courants commerciaux qui avaient assuré leur succès empruntaient désormais d'autres voies.

CHAPITRE II

LE COMMERCE INTERNATIONAL

SECTION I.

LE COMMERCE INTERNATIONAL EN EUROPE

Tandis que tout s'opposait aux progrès du commerce intérieur, absence de moyens de communication, multiplicité des taxes, doctrine hostile, le commerce international, excité par l'appât de gains énormes qui contrebalançaient largement les risques de la mer, bénéficiait encore d'une complète liberté d'organisation et échappait totalement à l'étouffante réglementation corporative. Pour dire le mot, il était imprégné d'un véritable esprit capitaliste; le gain était la récompense de l'audace et du risque qui n'excluaient ni le raisonnement ni le calcul. Ce sont là les caractéristiques du capitalisme de tous les temps.

Les grandes sociétés commerciales ont été une des gloires du Moyen Age, qu'elles ont contribué à enrichir. Leur puissance a pris appui sur celle des princes, dont elles ont à leur tour soutenu la fortune. Dès cette époque, la grande bourgeoisie a conquis une place qu'elle ne perdra plus. Tous les Etats nous en donnent des exemples; citons parmi

les plus connus Pierre Bladelin, qui géra très habilement le Trésor du duc de Bourgogne et y gagna lui-même une fortune et en France la célèbre carrière de Jacques Cœur, qui apporta une aide si opportune et si mal récompensée aux finances royales.

Deux centres de rayonnement symbolisaient alors toute l'activité commerciale du Moyen Age et gardaient encore tout leur éclat au début du xv^e siècle : la Baltique, domaine de la Hanse et la Méditerranée où régnaient les grandes flottes des villes italiennes. La Hanse jouissait toujours d'une suprématie incontestable dans les mers froides et ses grandes compagnies, comme celle fondée à Ravensberg en 1380 par Joseph Hompys, étendaient leurs opérations à toute l'Europe. Cette puissance n'avait pas été acquise en un jour; les hanséates avaient lutté longuement pour abattre leurs rivaux scandinaves, ils n'avaient pas hésité d'ailleurs sur le choix des moyens quand à Bergen ils avaient massacré tous les habitants qui résistaient pour y installer 3.000 de leurs agents — ceux-ci étaient enfermés à clef tous les soirs dans des lits disposés à cet effet pour qu'ils ne trahissent pas auprès des femmes de Bergen les secrets de leur compagnie — inflexible régime monacal qui révèle une passion des affaires élevée à la hauteur d'une véritable religion.

Mais la puissance de la Hanse ne profita pas à l'Allemagne, à qui la faiblesse de ses empereurs et son extrême morcellement interdisaient toute politique nationale.

Les mêmes remarques peuvent s'appliquer aux républiques italiennes, qui étendaient leur activité à toute la Méditerranée, elles étaient puissantes mais se haïssaient. Gênes et Venise se partageaient la prépondérance : cha-

cune de ces villes avait conclu d'avantageux traités avec l'Égypte et obtenu du Pape l'autorisation de trafiquer avec les Musulmans. Aucune ne s'embarrassait de scrupules, les Gênois se livraient activement au commerce des esclaves, tandis que les Vénitiens se disaient Vénitiens avant d'être chrétiens et vendaient en grandes quantités aux infidèles les armes que fabriquait leur arsenal, le plus puissant de l'Europe.

Des règlements draconiens protégeaient l'industrie des Républiques italiennes. On trouve dans les statuts de la République de Venise ces dispositions : « Si quelque ouvrier ou artiste transporte son art en pays étranger au détriment de la République, il lui sera envoyé l'ordre de revenir, s'il n'obéit pas, on mettra en prison les personnes qui lui appartiennent de plus près afin de le déterminer à l'obéissance par l'intérêt qu'il leur porte; s'il revient, le passé lui sera pardonné et on lui procurera un établissement à Venise; si malgré l'emprisonnement de ses parents, il s'obstine à vouloir demeurer à l'étranger, on chargera quelque émissaire de le tuer ». Nous ignorons dans quelle mesure ces dispositions furent appliquées; elles témoignent en tout cas d'une organisation bien au point et d'une volonté farouche de défendre ses positions par tous les moyens.

Ajoutons que Venise prétendait au même monopole dans le commerce que dans l'industrie et pour l'assurer, en même temps que pour réaliser de nouveaux profits, elle frappait d'un droit égal à la moitié de leur valeur les marchandises du Levant qu'expédiaient les marchands établis dans ses ports.

SECTION II.

LE COMMERCE INTERNATIONAL DE LA FRANCE AVANT JACQUES CŒUR

La France était-elle armée pour résister à de si puissants voisins ? Y songeait-elle d'ailleurs ? Au temps des Croisades, sa foi l'avait entraînée vers de lointains rivages où elle avait récolté plus de gloire que de profits. De son durable établissement au Levant, premier témoignage de son génie colonisateur, la France n'avait guère retiré d'avantages commerciaux.

Certes, elle possédait sur ses voisins l'immense avantage d'une unité déjà constituée par des siècles de lente formation, mais la richesse de son sol l'avait détournée de la recherche de profits lointains et aléatoires; un homme allait cependant bousculer la routine où le pays s'enlisait et prouver qu'en peu de temps la situation aurait pu se renverser à notre profit.

Quelle était alors la situation des ports français ? Il semble qu'elle reflétait assez exactement notre indifférence à participer au grand commerce. D'abord la France n'ayant pas de flotte songeait moins à ses ports; aux puissantes flottes de la Hanse, aux trois mille navires et aux trente-six mille marins de Venise. elle avait si peu de vaisseaux à opposer qu'elle en était réduite à attirer dans ses ports les marchands étrangers et à multiplier les privilèges dans ce but. Les négociants italiens, portugais et castillans en avaient tous obtenu; ceux des castillans, qui remontaient à 1364, furent encore renouvelés pour 15 ans par Charles VII en 1423.

Le nombre de ces ports diminuait d'ailleurs à mesure que les victoires anglaises réduisaient les territoires soumis à l'autorité royale. Que restait-il à Charles VII en 1429 ? Pas un seul port sur la Manche. Rouen, Honfleur, Harfleur, Dieppe étaient depuis quelques années aux mains de nos ennemis anglais. Dans l'Atlantique, il ne fallait pas compter sur la Bretagne qui pratiquait la neutralité hostile, ni sur Bordeaux, habituée à la domination anglaise et fort heureuse d'accueillir les navires anglais ou ceux de la Hanse qui s'en retournaient chargés des produits du vignoble bordelais déjà très appréciés en Europe. A ce sujet, un registre original de Hull (1), nous donne de précieux renseignements sur les navires qui, de septembre 1444 à février 1445 ont transporté des vins de Bordeaux à Hull : au total 136 navires avec une cargaison de 13.000 tonneaux de vin. La Rochelle restait donc le seul débouché sur l'Océan du petit royaume de Bourges; les négociants hanséates le fréquentaient encore et le roi en autorisa bientôt l'agrandissement.

Sur la Méditerranée, la situation n'était pas très brillante non plus. Marseille, qui aurait fourni le meilleur port, ne dépendait pas directement de la Couronne et voyait d'ailleurs son développement entravé par les luttes entre Anjou et Aragon. Restaient Aigues-Mortes, Montpellier, Narbonne auxquels nul n'oserait aujourd'hui donner le nom de ports et qui au début du xv^e se voyaient l'objet de toute la sollicitude royale. Le Languedoc conservait d'ailleurs quelque activité et trafiquait encore avec l'Orient. Son éloignement du théâtre des hostilités le faisait bénéficier d'une certaine sécurité.

(1) Fr. MICHEL, *Histoire du commerce de Bordeaux*, Paris, 1867.

Les étrangers n'avaient pas manqué de s'installer dans ces ports pour en accaparer les profits. A Narbonne, par exemple, les Génois se trouvaient établis depuis le ^{xii}^e siècle et ils avaient un dépôt à Montpellier. La France se défendait mal contre des privilèges depuis si longtemps reconnus et les Génois insatisfaits ne reculaient point devant le brigandage et détruisaient nos propres vaisseaux au large, jusque dans nos ports et parfois même sur les chantiers.

Ainsi la France faisait piètre figure dans le domaine commercial. Dans un seul secteur, celui de la guerre de course, elle concurrençait sérieusement les autres nations maritimes : guerre de course ou flibusterie, corsaires ou pirates, la distinction était parfois subtile. Le pirate du temps de paix devenait souvent le corsaire du temps de guerre; et comme guerre et paix se succédaient alors sans distinction bien nette, il arrivait aux navigateurs d'oublier qu'ils servaient pour ne plus songer qu'à se partager un riche butin. La course était devenue si fructueuse que bien des paysans, dégoûtés des risques sans profit de la culture, avaient quitté le labour « pour l'escumerie » où au moins les profits pouvaient compenser les dangers courus.

En Méditerranée, Génois et Catalans avaient fort à faire avec les corsaires français; en 1423 l'un d'eux, l'illustre Forbin, lançant ses navires contre la flotte du Roi d'Aragon, délivrait Marseille de périls menaçants. Dans l'Atlantique, les Anglais et les Hanséates qui couraient sus aux marchands français à chaque occasion favorable rencontraient aussi nos corsaires qui savaient bien venger leurs compatriotes; l'un d'eux, Robin Girault, était devenu la

terreur du commerce d'Anvers, à tel point qu'en 1453, à la suite de ses exploits répétés, toutes les marchandises apportées aux marchands rouennais, furent saisies à Anvers pour indemniser les armateurs qu'il avait pillés.

Ce procédé qu'on peut qualifier d'arbitraire, se justifiait par la nécessité. Le droit de marques, ainsi l'appelait-on, constituait un moyen de défense bien naturel contre des voisins qui admettaient la piraterie dans la mesure où elle leur profitait et se faisaient complices des pirates en mettant leurs cachots à leur disposition pour y renfermer les prisonniers.

Les lettres de marques n'étaient d'ailleurs délivrées qu'après examen par un tribunal international, composé d'un nombre égal de juges, pris parmi les citoyens des pays en ligue (1). Ces juges, les « conservateurs de la paix », n'accordaient les lettres qu'après une tentative obligatoire de conciliation. Mais malgré ces précautions, les lettres de marques nuisaient beaucoup aux transactions; le plus honnête marchand n'était-il pas exposé de ce fait à payer de sa fortune des rapines dont il n'avait tiré aucun profit ? C'était réparer un vol par un autre vol qui laissait le coupable impuni et ruinait des innocents. Aussi essayait-on d'atténuer la rigueur de ces mesures dont on reconnaissait les effets désastreux. Les Etats du Languedoc en faisaient la remarque au Roi en 1437 et obtenaient une modification au mode de perception des marques.

(1) MONENTHEUIL, *Essai sur la Course*, Paris, 1898.

SECTION III.

MARCHANDISES TRANSPORTÉES

Aujourd'hui, la plupart des marchandises sont transportables à longue distance. La spécialisation jointe aux progrès énormes des transports, laisse apparaître des marges bénéficiaires suffisantes pour permettre le voyage des produits les plus pondéreux tandis que les procédés de conservation multiples de l'industrie moderne garantissent le transport à longues distances des denrées les plus fragiles.

Nous étions loin de ce stade au début du xv^e siècle; les navires avaient une si faible capacité que les 3.000 vaisseaux de la flotte vénitienne se réduiraient, si l'on faisait une comparaison, à quelques dizaines de navires modernes de gros tonnage. Ajoutons que la longueur du voyage mobilisait le navire beaucoup plus longtemps pour un même transport, ce qui en augmentait encore les charges. Enfin, l'assurance n'existant pas, l'amortissement de tous les risques se répercutait sur les cargaisons qui arrivaient à destination. Aussi les produits non périssables, d'une grande valeur sous un faible poids constituaient-ils presque l'unique fret des navires, tout au moins en Méditerranée.

Depuis longtemps, les épices constituaient la marchandise idéale; elles étaient si appréciées de toutes les classes supérieures des peuples occidentaux, que leur écoulement se trouvait toujours assuré à des prix largement rémunérateurs. Même aux plus durs moments de la guerre de Cent Ans, les armateurs n'eurent pas à craindre un resser-

rement de leurs débouchés et tout navire arrivant à quai avait gagné son voyage.

Les épices étaient de provenances diverses. Si le gingembre et la canelle transitaient surtout par l'Égypte, le clou de girofle si goûté au Moyen Âge se trouvait sur tous les marchés de l'Orient. Le sucre possédait aussi le privilège de la rareté et n'apparaissait souvent que sur les tables des seigneurs; Chypre en exportait de notables quantités. Les étoffes précieuses venaient d'un peu partout : les soies et les draps d'or de Damas, les velours d'Alexandrie, les tapis de Perse. Même diversité d'origine pour les parfums selon leur essence; l'encens venait de Bagdad et le musc du Thibet ou d'autres provinces plus lointaines de la Chine. Citons encore les matières tinctoriales, l'ambre et les pierres précieuses.

Mais il fallait payer tous ces produits, qui trouvaient en Europe une clientèle avide et assurer si possible un fret de retour. Une seule industrie prospère pouvait en fournir la matière : la draperie de Flandre ou de Lombardie et spécialement les draps de luxe. C'était insuffisant malgré l'importance de cette production. L'or ou l'argent en monnaie ou en lingots compensaient alors le déficit. Le trafic des métaux précieux ne se bornait d'ailleurs pas à cet usage; la prépondérance des marchands de l'Orient pour l'argent qui y était mieux coté qu'en Europe donnait lieu à de fructueuses opérations de change.

Le commerce des Hanséates dans la Baltique et l'Océan portait sur des produits très différents, généralement de première nécessité et d'un tonnage important. Le sel gardait cependant une grande valeur à cause de sa rareté et de son emploi très répandu, notamment pour l'alimenta-

tion du bétail et la conservation du poisson. Par contre, l'abondance des harengs de Norvège et de Suède en permettait l'exportation à des prix raisonnables. Les blés de Prusse, les fourrures, le miel de Russie et même des bois de construction alimentaient encore le trafic de la Hanse qui se révélait ainsi plus directement utile que le trafic méditerranéen des produits de luxe.

CHAPITRE III

ESSOR DU COMMERCE AVEC JACQUES CŒUR

SECTION I.

LA FORTUNE DE JACQUES CŒUR

Nous n'avons pas eu beaucoup à parler de la France jusqu'ici. Il faut reconnaître en effet, qu'au début du xv^e siècle, elle est pratiquement absente du commerce international. Le maigre trafic du Languedoc signifie seulement qu'elle ne s'en désintéressait pas totalement, mais semblait n'avoir ni les moyens ni le désir de s'imposer.

Charles VIII. qu'on a surnommé le « bien servi », ne l'a peut-être pas mieux été que par Jacques Cœur, le premier grand marchand français. Celui-ci a lutté seul pour créer à la France une monnaie et un commerce international digne de ce nom. Les besoins financiers du Roi l'ont rapproché du marchand de Bourges qui a utilisé à merveille cette collaboration pour le plus grand profit de la France et le sien propre.

Tant de noirs desseins ont été imputés à Jacques Cœur qu'on en a parfois oublié de glorifier son œuvre. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler les divers épisodes de cette

vie toute vouée à l'action, en donnant à chacun le relief qui lui convient pour ne pas déformer l'impression d'ensemble.

On ignore la date exacte de la naissance de Jacques Cœur, mais on possède sur sa famille des renseignements suffisants pour affirmer qu'elle jouissait d'une honnête aisance acquise dans le commerce de la pelleterie. Lui-même épousait, en 1420, la fille du prévôt de Bourges, alors une des plus importantes villes du royaume, la moins touchée par les désastres de la guerre. On ne s'explique pas, dans ces conditions, le jugement sévère de l'évêque de Beauvais, Jean Juvenel des Ursins, sur « cet homme naguère pauvre compagnon, qui a empoigné toute la fortune du Royaume » et dont la richesse, selon l'évêque, avait été acquise aux dépens « de mille bons marchands ».

La présence de Jacques Cœur à Bourges a certainement été un des heureux hasards nécessaires à toute fortune exceptionnelle, mais elle lui valut d'abord une mauvaise aventure : son association avec Ravaut le Danois, maître et fermier de plusieurs monnaies royales à Poitiers, Orléans, St-Pourçain, qui fit affermer la monnaie de Bourges de compte en tiers avec lui et un nommé Pierre Godard. A trois, ils se livrèrent à la fabrication de pièces de mauvais aloi ne correspondant pas aux exigences royales. La recherche de ces profits frauduleux ne leur réussit guère. L'altération fut découverte et les coupables condamnés.

Etait-ce en raison de circonstances atténuantes ou par le fait de quelque puissante protection ? Toujours est-il qu'ils obtinrent assez rapidement des lettres de rémission.

On a voulu atténuer la faute en disant qu'il fallait se

garder de juger les hommes et les faits d'une autre époque avec les idées d'aujourd'hui. Certes, la remarque a sa valeur, mais il ne semble pas que le respect des lois morales ait fait de tels progrès qu'une falsification soit considérée comme criminelle aujourd'hui, alors qu'elle aurait rencontré l'indulgence au xv^e siècle.

La prompte absolution de Jacques Cœur et surtout son élévation sept ans après une condamnation pour faux-monnayage au poste de « commis au fait de l'Argenterie » chargé de réorganiser la monnaie de Paris et de gérer les finances du Roi, ont semblé à certains une preuve décisive du caractère politique de la condamnation précédente. C'est accorder au rôle de Jacques Cœur en 1429 une importance qu'elle n'avait point et oublier que les nécessités financières devaient faire négliger assez facilement au Roi les fautes passées d'un homme dont les services lui paraissaient maintenant fort avantageux.

Une dernière explication, plus mauvaise que les autres, consiste à assimiler les falsifications de Jacques Cœur aux mutations monétaires des rois alors si courantes; c'est oublier que le premier n'était qu'un exécutant soumis à un règlement strict alors que les seconds, disposant de leur droit régalien avaient toute licence pour fixer le titre de leurs monnaies.

En réalité, toutes les excuses fournies sont mauvaises, la gravité du fait demeure. Il convient seulement de ne pas lui accorder une importance sans rapport avec l'œuvre de Jacques Cœur. Il semble que l'histoire l'ait compris, ainsi qu'en témoignaient encore récemment les billets émis par la Banque de France à l'effigie du grand marchand du xv^e siècle; initiative d'apparence légèrement para-

doxale peut-être, mais jugement plus heureux que celui par exemple, qui nous a trop longtemps présenté Philippe le Bel comme un vulgaire faussaire. Félicitons-nous que cette grossière erreur d'optique n'ait point été renouvelée.

Toutes les entreprises des grands hommes n'exigent pas, en effet, notre admiration, ils restent des hommes, fussent-ils des génies. Mais il serait mesquin d'attacher à des erreurs de jeunesse sans conséquence autant d'importance qu'à l'œuvre qui fit leur grandeur. Ce serait rapter l'histoire et oublier qu'elle a un autre rôle à jouer que celui d'un dépôt d'archives. Elle ne doit pas se borner à classer, mais établir une hiérarchie qui fasse ressortir toutes les grandes époques de l'histoire nationale.

Après ses débuts malheureux, Jacques Cœur, dont les ambitions dépassaient de beaucoup les horizons de Bourges, quitta la France alors en pleine guerre pour un voyage en Orient. Un grand besoin d'activité, le goût de l'aventure, le poussaient aux entreprises lointaines. L'intuition lui fit sans doute choisir l'itinéraire qui le mit sur la voie de la fortune. Il visita en effet les ports italiens et put se faire une première idée de la force de ses futurs concurrents. Puis, le long des quais de Beyrouth, de Famagouste (Chypre), d'Alexandrie, il vit se presser les « galées » de Gênes, de Venise et de Florence. Il repéra soigneusement les grands marchés, notamment celui de Damas, le plus grand entrepôt des produits de l'Asie centrale et sans doute s'y ménagea-t-il des intelligences. Peu importait alors que son navire coulât au retour en vue des côtes de Sicile. Il y perdit les quelques marchandises qu'il ramenait de l'Orient, mais son plan de bataille était maintenant dressé, les premières victoires ne tarderaient guère.

Jacques Cœur avait compris que la première condition du succès résidait dans une parfaite liberté d'action vis-à-vis des pouvoirs publics. Dans les florissantes républiques italiennes, les marchands étaient les maîtres; il fallait que lui aussi s'assurât une place prépondérante. Sa présence à Bourges, ses relations, lui facilitèrent la tâche, si bien qu'en 1436, il obtenait le titre de « Commis au fait de l'Argenterie » et que trois ans plus tard nous le retrouvons « Argentier du Roi ».

Que ce titre pompeux ne nous induise cependant pas en erreur. La charge d'Argentier ne doit pas se confondre avec celle de ministre des Finances; son titulaire recevait en compte du Trésor les sommes affectées aux dépenses de la Cour. Il ne gérait donc pas l'ensemble des fonds, mais en pratique sa position lui conférait une incontestable autorité. Bientôt, le titre de Conseiller du Roi renforçait encore sa situation. Enfin, comme commissaire aux Etats du Languedoc, il s'assurait la prépondérance dans la région où il allait tout naturellement s'établir parce qu'elle trafiquait depuis longtemps avec l'Orient et que ses débuts s'en trouveraient facilités.

SECTION II.

LA FLOTTE DE JACQUES CŒUR

Ce fut une des grandes préoccupations de Jacques Cœur, que de créer une flotte de commerce importante et il ne négligea aucun effort pour faire connaître au loin notre pavillon; le temps lui manqua seulement pour compléter cette entreprise de longue haleine.

Il avait devant les yeux la prodigieuse fortune des Italiens et des Hanséates qui tous deux avaient exigé que

leurs marchandises ne soient transportées que sur leurs bâtiments. Les Anglais et les Allemands, bien avant Cromwell, avaient songé au développement de leur flotte de commerce; c'est cette idée qui inspirait Richard II en 1381 quand il défendait de transporter les cargaisons anglaises sur des navires étrangers. C'est la même inspiration qui assurait plus tard le succès des Hollandais, fermant leurs ports aux commerçants hanséates et massacrant ceux qui se hasardant sur la route des Indes n'avaient pas d'abord été égarés par de fausses cartes dessinées à leur intention.

En France, tout restait à faire; aussi les débuts furent-ils difficiles. On ne construisait plus chez nous de grands navires, la suprématie étrangère était un fait admis depuis longtemps, la seule ressource était de faire construire dans les chantiers italiens une galée qui servirait de modèle à la future flotte française. Charles VII, entrepris par Jacques Cœur, lui accorda l'autorisation et les crédits nécessaires « pour le bien, profit et utilité tant de nous que de nos sujets ».

Jacques Cœur choisit ensuite le port d'Aigues-Mortes pour construire son premier vaisseau, le « Notre-Dame-Saint-Denis », faisant venir les bois nécessaires de Seyssel par flottage sur le Rhône. Mais les Génois, qui entretenaient des espions partout, eurent vent de la chose et, par surprise, ils vinrent s'emparer de la galée dans le port même d'Aigues-Mortes, coup de force qui démontrait autant l'audace des Génois que l'impuissance des Français. Heureusement, à défaut d'autres armes, la diplomatie de Charles VII allait permettre de récupérer la galée un peu plus tard.

Bientôt Jacques Cœur obtenait de nouveaux subsides, qui lui permettaient d'aligner 7 galéasses et de nombreuses « naves », bateaux plus légers destinés au cabotage sur les côtes du Languedoc et de Provence. En 1449 il inspirait au roi un plan magistral « pour le relèvement du navigage et de la marchandise de la mer par longtemps discontinués à cause des tribulations du royaume ».

Restait le délicat problème des équipages difficiles à recruter dans un pays où les marins, déjà peu nombreux, préféraient la guerre de course plus profitable et à peine plus dangereuse. Cette fois encore, l'appui de Charles VII permit à Jacques Cœur de réaliser une idée ingénieuse, qui lui fournit son personnel en même temps qu'elle débarrassa le pays des éléments les moins recommandables. Avec l'autorisation royale, il fit embarquer sur ses galées « les personnes oyseuses, vagabondes et autres caïmans » qui infestaient alors les ports méditerranéens. Les galères étaient créées en France et devaient y subsister jusqu'à la fin du régime. Certes, il y eut des erreurs, témoin l'histoire de ce « jeune homme d'Allemagne, qui se jeta à la mer par déplaisance », mais toutes les entreprises humaines en comportent, et si on en fit le reproche à Jacques Cœur, lors de son procès, c'est qu'à cette heure, tous les prétextes étaient bons.

Il fallait confier ces navires à des hommes expérimentés et dévoués. Jacques Cœur eut le talent de choisir et de s'attacher des collaborateurs de valeur qui lui restèrent fidèles dans la mauvaise fortune. Il estimait le prix auquel les marchandises avaient pu être acquises, et laissait à ses capitaines le bénéfice pouvant provenir d'un marché habilement conclu, évitant ainsi les discussions et suscitant l'esprit d'initiative de ses subordonnés.

SECTION III.

LA CONQUÊTE DES MARCHÉS EXTÉRIEURS

Le voyage naguère entrepris par Jacques Cœur l'avait renseigné sur les marchés à fréquenter. Les produits orientaux affluaient par deux grandes routes : celle du Levant et celle de l'Egypte. Aux portes du Levant aboutissaient les caravanes venant de Bagdad à travers la Mésopotamie; au Caire, le Nil apportait, après quinze jours de navigation, les marchandises venues d'Aden à travers le désert. Produits de l'Orient et produits de l'Afrique se rencontraient donc en Egypte, pour le plus grand profit du « Soudan » qui y régnait. L'Afrique du Nord étant aux mains des Barbaresques, tout trafic commercial demeurerait impossible sur ses côtes.

Jacques Cœur réussit à s'assurer tous les concours, même celui du Pape Eugène IV, qui lui octroya le droit de trafiquer avec les Infidèles durant toute sa vie. Sa diplomatie toujours active fit merveille en Egypte où, en 1447, son capitaine Jean de Villages remettait au Soudan, avec de riches présents, des lettres du Roi de France inspirées par lui. Le Soudan y répondit en ces termes : « Ton ambassadeur, homme d'honneur, gentilhomme, lequel tu nommes Jean de Villages, est venu à la mienne porte sainte et m'a présenté tes lettres avec le présent que tu m'as mandé, et je l'ai reçu et ce que tu m'as écrit que tu veux de moi, je l'ai fait », après quoi il déclarait avoir mandé : 1° A tous les seigneurs de ses terres de faire bonne compagnie à tous les marchands venant de France; 2° Le consul que Charles VII lui enverra recevra le traitement des

plus favorisés; 3° Les pèlerins français qui se rendront à Jérusalem seront spécialement bien traités.

Jacques Cœur ne borna pas ses entreprises à la Méditerranée. Dès la trêve de 1444, il envoyait un de ses convois en Angleterre pour en étudier le marché. On peut supposer qu'il aurait construit également une flotte sur l'Atlantique si sa carrière n'avait été brutalement interrompue.

Le commerce de la Méditerranée était un commerce de luxe; il n'était pas question de chercher d'autres débouchés alors que ceux-là étaient illimités. Nous avons dit quels produits venaient de l'Orient : épices, parfums, diamants, étoffes précieuses. ils trouvaient facilement acheteurs, soit à la Cour, soit dans le pays. On ne saurait donc s'étonner que Jacques Cœur ait basé son trafic sur les industries de luxe. Certes, notre pays dévasté aurait eu besoin de marchandises plus utiles, mais aucune denrée de première nécessité n'alimentait le commerce méditerranéen, et c'est la Hanse qui en assurait le transfert dans les mers du Nord et dans l'Atlantique. Le temps manqua à Jacques Cœur pour y porter son effort, car sa disgrâce coïncida avec la libération des rivages atlantiques.

Il ne suffisait pas d'assurer un débouché aux importations, il fallait encore les compenser par des exportations suffisantes. Or, malgré ses efforts, Jacques Cœur ne put en trouver la matière sur le sol français. Force fut donc de recourir à l'exportation du métal précieux en monnaies ou en lingots. L'or se faisait rare, il n'hésita pas cependant à l'exporter (1); il chercha de la monnaie par-

(1) A défaut de livres de compte dont on n'a retrouvé aucune trace, le procès de J. Cœur nous révèle que ses gens emportaient à

tout, en Bourgogne, en Allemagne, en France aussi et il fit exploiter activement les mines de Lyon.

Il est naturel de penser qu'il réalisa également à cette occasion de fructueuses opérations de change, en profitant d'appréciables différences dans le rapport entre l'or et l'argent.

SECTION IV.

HEUREUSES RÉPERCUSSIONS INTÉRIEURES

On retrouve dans toutes les mesures prises par Charles VII pour le relèvement des ports, l'heureuse influence de son conseiller marchand. Les ports du Languedoc en furent les premiers bénéficiaires; à Aigues-Mortes d'abord, où il construisit ses premières galées, Jacques Cœur poussa Charles VII à entreprendre les travaux de réfection si nécessaires dans un port à moitié ensablé; à Lattes, port de Montpellier, des travaux semblables furent entrepris et des entrepôts créés, de même qu'à Narbonne où la « roubine » engorgée par les sables put être rouverte à la navigation. Enfin, Jacques Cœur, qui avait compris l'importance de Marseille, y transféra bientôt ses chantiers d'armement et fit bénéficier la ville d'une activité qui devait d'ailleurs rayonner dans le pays tout entier.

L'organisation du commerce à l'intérieur du pays ré-

chaque voyage de 16 à 20.000 ducats qu'ils refondaient à Rhodes pour les convertir en pièces françaises à 8 p. 100 au-dessous de leur aloi légal (V. Clément, *J. Cœur et Charles VII*).

Plus tard, à la fin du xvr^e siècle, l'Angleterre d'Elisabeth, mieux inspirée et indifférente aux idées mercantilistes, autorisait tout simplement la Compagnie des Indes Anglaises à exporter des métaux précieux pour intensifier son trafic (V. Levasseur, *Histoire du Commerce*, t. I).

pondit en effet à son développement extérieur. Grâce à « ses facteurs » répandus dans toutes les grandes villes et subordonnés aux deux facteurs centralisateurs de Montpellier et de Tours, Jacques Cœur fit prospérer partout des comptoirs destinés à écouler ses marchandises et éventuellement à en acheter d'autres. Les frais se réduisaient au minimum, car il se faisait exempter de tous impôts. On comprend que les concurrents évincés se soient alors montrés jaloux de la gloire du maître qui bénéficiait déjà de son monopole de fournisseur de la Cour, la charge d'argentier lui imposant en effet de « tenir provisions et magasins d'étoffes, meubles, bijoux, denrées de toutes sortes ».

Indifférent aux sentiments de ses concurrents, Jacques Cœur rêvait de créer une industrie française qui aurait pu alimenter son commerce international. Déjà il avait obtenu la protection des draps de Bourges qu'il exportait avec les soieries de Lyon, les toiles de Bourgogne, les étamines d'Arras; il avait tenté de relever à Montpellier l'industrie jadis si florissante de la teinture des draps en rouge, qui trouvait un très bon débouché en Orient, mais là encore le temps lui avait manqué.

Que n'aurait-il pas réalisé dans un pays moins totalement ruiné ? Que n'aurait-il pas réalisé surtout si le sort ne l'avait injustement frappé ? Les contemporains eux-mêmes ont pu s'extasier devant cette œuvre inachevée. « C'était un homme sans lettres, écrit Thomas Basin. mais d'un esprit infini et très ouvert, très industrieux pour tout ce qui concernait les affaires, le premier en France dans le ^{xv}^e siècle, il fit construire et équiper des navires qui transportèrent en Afrique et en Orient des draps et autres marchandises du royaume ».

Mais son plus grand titre de gloire, qui doit lui valoir la reconnaissance de tous les Français, ce fut l'aide apportée aux finances royales en un moment capital de notre histoire. L'argent seul ne fait pas gagner la guerre, quoi qu'en pensent les matérialistes, mais il en faut cependant, car on ne forge pas des armes avec son seul courage et on n'entretient pas une armée avec des promesses. A défaut de finances solides il fallait au moins trouver les expédients qui permettraient de tenir en attendant des jours meilleurs. Jacques Cœur se révéla à la hauteur de cette tâche redoutable et jamais achevée : maintenir à flot le trésor royal. « Il inventait, nous dit le chroniqueur Jean Chartier (1) et trouvait toutes les subtilités afin d'avoir finances et recouvrer argent de toutes parts, dont il a fallu sans nombre pour entretenir les armées et soudoyer les gens d'armes ».

Un exemple entre beaucoup d'autres : pour la seule campagne de Normandie, il avait fourni au roi 200.000 écus et à Cherbourg notamment, avait obtenu contre 400.000 écus que la ville soit livrée sans effusion de sang et que les Anglais s'embarquassent pour l'Angleterre; à cette occasion il s'endetta lui-même de 16.000 florins.

SECTION V.

CHUTE DE JACQUES CŒUR DÉCLIN DU COMMERCE FRANÇAIS

Ainsi Jacques Cœur avait puissamment aidé au relèvement de la France. Le succès avait récompensé son au-

(1) Jean CHARTIER, *Histoire de Charles VII*, éd. V. de Viriville, Paris, 1858.

dace et il avait fait la fortune du pays autant que la sienne. Mais il n'avait pas assez compté avec la malignité des hommes; guidé par de vastes projets, il ne s'embarrassait pas de la misérable agitation qui grandissait autour de lui.

Il devait cependant y succomber, par la faute d'un Roi qui témoignait de plus d'intelligence que de caractère, et qui avait déjà donné des preuves éclatantes de son inconstance. Jamais ingrat ne fut mieux servi que ce roi; sa lâcheté vis-à-vis de Jeanne d'Arc suffit à expliquer tous les abandons. Quand il eut jugé que la machine avait retrouvé un rythme satisfaisant, il ne fit plus rien pour l'aider.

On eut vite fait de trouver des motifs d'accusation. L'homme triomphant a toutes les qualités, mais dès que la faveur l'abandonne, il n'est plus qu'un trafiquant qui trahit le pays et affame le peuple. Peu importe que les accusations portées contre lui aient été justifiées ou non, elles apparaissent dérisoires au regard des services rendus.

Sans doute, Jacques Cœur envoya-t-il des armes aux Infidèles — en 1449 une caisse que son étiquette affirmait remplie de térébenthine, fut malencontreusement éventrée et révéla tout un stock d'épées — mais ce faisant, il n'agissait pas autrement que les marchands italiens. Embarquait-il des esclaves dans ses galées, quoique le fait soit discuté ? Mais ses concurrents ne négligeaient pas non plus ces profits occasionnels d'autant plus excusables que l'esclavage était encore largement toléré dans le midi de la France. On lui reprocha encore des exportations d'or que le roi avait très bien comprises au temps de ses embarras financiers. On n'eût pas de mal non plus, à prouver qu'il avait trafiqué de son influence; il ne s'en était jamais ca-

ché puisque son crédit se confondait avec celui de l'Etat et qu'en l'appelant auprès de lui Charles VII ne lui avait pas interdit de rester marchand, mais bien au contraire. avait participé à ses profits. Cette confusion dangereuse amena sans doute quelques abus que ne justifiait pas l'intérêt du Trésor, notamment quand il profita de sa mission de Visiteur Général des Gabelles pour conclure avec les marchands une réduction de gabellage contre une commission élevée. En cette époque d'universel désordre, c'était peu de chose, mais assez pour alimenter la vengeance de concurrents pas plus honnêtes mais moins heureux.

Jacques Cœur tomba; il ne se défendit guère, la cause était jugée avant d'être entendue. Il réserva plutôt ses forces pour éventer les manœuvres de ceux qui voulaient le faire disparaître. Grâce au dévouement de ses collaborateurs, il put se sauver et passer en Italie où le Pape Nicolas V l'accueillit avec empressement. En lui confiant le commandement d'une flotte destinée à opérer contre les Infidèles, le Pape témoigna quel dédain il manifestait à l'égard de la condamnation prononcée contre l'Argentier. C'était la meilleure des réhabilitations. Ce fut la dernière expédition du grand marchand, qui s'éteignit à Chio, le 25 novembre 1456, sans une parole de haine contre son ingrat souverain.

Selon le mot de Pigeonneau, Jacques Cœur fut « le banquier de la revanche nationale et le fondateur du grand commerce français »; à ce titre, il mérite une large place dans l'histoire économique de cette première moitié du xv^e siècle. Il fit sortir le commerce français d'une longue

léthargie et le prépara à un brillant avenir; sa disgrâce empêcha seule la réalisation de ses belles espérances.

On vit bien Charles VII nouer des relations commerciales avec les pays du Nord : Ecosse, Danemark, Norvège, comme avec l'Aragon et la Castille; mais ces accords consacraient la prépondérance étrangère plutôt que le relèvement français, ils témoignaient de l'incompréhension dont les gouvernements français devaient faire preuve si souvent à l'égard du commerce national.

Il faudra attendre Colbert pour trouver un Français qui comprît l'importance du commerce dans la vie nationale et lui rendit sa vraie place; mais son œuvre resta inachevée. Bientôt le mouvement physiocratique devait triompher avec l'appui presque unanime de l'opinion dont un ministre de Louis XV, le Marquis d'Argenson, résumait ainsi la pensée (1) : « Notre richesse consiste en une bonne et universelle agriculture, aux manufactures pour les habitants qui ne peuvent vaquer à l'agriculture, à la circulation intérieure. Après cela laisser faire, laisser les étrangers venir prendre nos marchandises, laisser à ces petites républiques à être voituriers et courtiers, mais nous, Etat riche et abondant, demeurons chez nous. »

Conception bien étroite qui n'eut que de trop funestes conséquences sur la prospérité nationale.

(1) D'ARGENSON (René-Louis de Voyer, Marquis d'), *Mémoires*, éd. Jeannet, Paris, 1857, tome IV.

SIXIÈME PARTIE

SITUATION DÉMOGRAPHIQUE DE LA FRANCE

SECTION I.

ETENDUE DE LA DÉPOPULATION

Il convient, à l'issue de ce bref tableau de la vie économique à la fin de la guerre de Cent Ans, d'insister sur l'effrayante dépopulation qui fut l'héritage le plus lourd de cette période de désordres.

Les causes en sont évidentes; la guerre et la famine avaient accompli des ravages qu'il serait difficile d'estimer. Dans la presque totalité du pays, les campagnes étaient dépeuplées, abandonnées par les paysans qui renonçaient à les cultiver. En Normandie, l'invasion des armées anglaises aggravait encore le mal. « Il s'ensuivit, écrit Thomas Basin, une telle famine, accompagnée de maladies contagieuses, qu'on peut évaluer à plus de 200.000 âmes le nombre des personnes qui furent emportées dans une courte période (1433-1435) par le fer, la faim et la maladie ». Un peu partout d'ailleurs, les épidémies firent des hécatombes; à Paris, en 1418, on creusait de grandes

fosses et l'on enfouissait les morts par centaines et l'on sait qu'en 1437 on y évaluait à 25.000 le nombre des maisons abandonnées. D'ailleurs, les témoignages précis ne manquent pas et bien qu'insuffisants pour dresser des statistiques, ils prouvent à quel point le phénomène a pu frapper les contemporains.

L'archidiacre de Josas, dans la région parisienne (1), ne trouva, en 1458, que 8 paroissiens à Bièvres qui en avait compté 100, 16 à Gif qui en avait eu plus de 100, 28 à Chevreuse qui en avait eu 300 et 30 à Brissous-Forges qui en avait eu aussi 300.

Un autre document (2), portant sur la population de 221 paroisses de Normandie, révèle une diminution de 14.992 à 5.976 du ^{xiv}^e au milieu du ^{xv}^e.

Ces chiffres dénoncent assez clairement toute l'étendue du mal qui ravageait le pays. Tout ceux que nous pourrions citer confirmeraient les premiers.

SECTION II.

EMIGRATIONS ET DÉPLACEMENTS DE POPULATIONS

Cet effrayant déficit ne signifie pas que tous les absents avaient succombé; beaucoup de ces malheureux accablés par la famine et la misère ne se laissèrent pas mourir sur place. Tant que les forces les soutinrent, ils cherchèrent des lieux moins hostiles. Parfois cependant on voulut les contraindre à demeurer sur un sol qui ne les nourris-

(1) Yvonne BÉZARD, *La Vie rurale dans le Sud de la région parisienne*, op. cit.

(2) Ch. DE BEAUREPAIRE, *Mémoires des antiquaires de Normandie*, t. XXVIII.

sait plus. Dans le Périgord (3) on menaça ceux qui quitteraient le pays de la confiscation de leurs biens et on les empêcha de les vendre avant de partir, en avertissant la population que ces biens seraient enlevés par l'autorité royale à ceux qui les auraient achetés. Autant empêcher le vent de souffler, la dépopulation ne s'en poursuivit pas moins au même rythme.

En Normandie, le phénomène prit une particulière ampleur, parce que beaucoup d'habitants avaient quitté les villes à mesure qu'elles étaient tombées aux mains de l'ennemi. Parfois la panique s'emparait d'eux, ils imaginaient, nous dit encore Thomas Basin, les Anglais comme des « bêtes dévorantes ». Les villes ouvertes se transformaient alors subitement en désert, telle Lisieux où les Anglais furent étonnés de ne trouver qu'une femme gardant un vieillard infirme. D'autres fois, le vainqueur expulsait brutalement tout ou partie des habitants, mais il changea de méthode quand il s'aperçut qu'il renforçait ainsi les garnisons des autres villes non conquises. Souvent enfin, les habitants s'en allaient après l'occupation quand ils étaient las de supporter les exactions anglaises.

Toutes les classes étaient représentées dans ces émigrants : les nobles, dont beaucoup servirent dans les troupes de Charles VII; les paysans qui souvent pratiquèrent ce qu'on pourrait appeler l'émigration à l'intérieur en se réfugiant dans les bois où ils se transformaient en brigands; les artisans qui cherchèrent des lieux plus favorables à l'exercice de leur profession; le clergé même, quoique dans une moindre proportion.

(3) ESCANDE, *Histoire du Périgord*, op. cit.

Les émigrés ne trouvèrent malheureusement pas souvent un très bon accueil dans un pays presque tout entier déchiré par la guerre civile. Au dire du « Bourgeois de Paris », plus pitoyables leur avaient été les Anglais que les Bourguignons et les Bourguignons cent fois plus que les Armagnacs » affirmation suspecte sans doute mais qui n'a rien de surprenant.

Cependant la Bretagne, à peu près à l'écart de la tourmente, accueillit bien les réfugiés et Jean V leur ouvrit largement les portes de son duché. Plus de 125.000 y auraient trouvé refuge, parmi lesquels beaucoup d'ouvriers drapiers, qui transportèrent dans le pays l'industrie des draps de luxe qui n'y existait pas auparavant. D'autres émigrèrent à Bourges où nous avons vu que Charles VII essaya de les attirer.

Enfin, ceux que désespérait l'anarchie du pays se réfugièrent à l'étranger. Les méridionaux émigrèrent en Espagne ou en Italie. Les Normands passèrent en Angleterre, se réfugiant au pays de leurs envahisseurs. D'autres se dirigèrent soit vers les Flandres, soit vers l'Allemagne où beaucoup d'artisans allèrent se fixer.

A côté de ces émigrations plus ou moins volontaires, signalons enfin une émigration que nous appellerions aujourd'hui un déplacement de population et qui prouve l'ancienneté du procédé.

C'est Henri V qui en tenta l'expérience à Honfleur où il commença par débarrasser la ville de ses habitants en n'y conservant que les bourgeois fortunés dont la rançon pouvait l'enrichir. Quant aux autres, ils furent jetés hors de la ville avec « 5 sous et quelques vêtements ». « Si était piteux de voir les regrets que faisaient iceux habitants

délaissant ainsi leur ville avec leurs biens » écrit Monstrelet (1). Par contre, un chroniqueur anglais de la suite d'Henri V que ne devaient pas émouvoir de tels spectacles émet ce jugement péremptoire : « Ils pleuraient leurs demeures accoutumées; mais après tout ils n'y avaient aucun droit, car il fut alors prouvé par le jugement de Dieu qu'ils n'avaient été qu'étrangers là où ils se croyaient citoyens ».

Cette expulsion, réalisée sans difficultés, Henri V s'attaqua à la deuxième partie de son programme autrement plus difficile à exécuter : peupler d'Anglais la ville abandonnée. Il fit de belles promesses à ses compatriotes, leur offrant maisons et terres des Français expulsés, ils n'avaient qu'à venir s'y installer. Mais les Anglais montrèrent peu d'enthousiasme pour venir repeupler un pays dont les habitants étaient si malheureux qu'ils se réfugiaient même chez eux. Aussi, malgré une pression énergique, les résultats furent-ils médiocres et toujours compromis par le prompt découragement des colons qui voulaient s'en retourner chez eux. On le leur interdit, finalement, sous peine de mort; quant un gouvernement doit recourir à de telles sanctions, on peut douter de l'opportunité de sa politique. De fait, l'expérience échoua à Honfleur comme elle avait échoué à Calais.

L'état lamentable de la France ne pouvait, semble-t-il, attirer aucun étranger. Cependant, la spécialisation, si développée aujourd'hui à l'intérieur de nos Etats à économie complexe, entraînait déjà à cette époque, malgré les difficultés des communications, d'importants déplacements de

(1) MONSTRELET, *Chroniques*, éd. Douet d'Arc, Paris, 1857.

populations, qui s'effectuèrent parfois à notre avantage. Nous avons vu que Jacques Cœur fit venir des mineurs allemands pour travailler dans ses mines du Lyonnais. Un mouvement plus important amena en France les artisans armuriers italiens, attirés d'ailleurs par Charles VII. De véritables dynasties d'ouvriers venus de Lombardie ou du Milanais s'implantèrent sur les bords de la Loire où ils approvisionnèrent les armées royales.

SECTION III.

LA REPOPULATION

La repopulation fut lente; les textes que nous avons cités pour l'agriculture prouvent que 40 ans après les désastres de la guerre de Cent Ans, malgré l'action réparatrice des dernières années de Charles VII et du règne de Louis XI, bien des campagnes restaient désertes. Olivier de la Marche pouvait encore écrire (1) : « Et tant de terres, de moissons, de villes et de châteaux ont été brûlés, détruits et ruinés, que de celles qui sont demeurées vagues en friche, et sans labours, elles assemblées, on en ferait un bon et fertile royaume ».

Peu à peu cependant, les habitants revinrent dans les campagnes et parmi les ronces qui avaient tout envahi, ils recherchèrent les bornes de leurs champs; ils s'établirent et créèrent de nouveaux foyers qui ramenèrent la prospérité dans le pays déserté.

(1) Olivier DE LA MARCHE, *Mémoires*, éd. H. Beaune, Paris, 1883.

Heureusement la France grandissait alors au milieu de nations médiocrement peuplées, le chiffre de sa population atteignait le cinquième de celle de l'Europe et dépassait de beaucoup, même après ces longues guerres, celui de tous ses voisins. De plus, sa fécondité ne subissait pas de crise malgré les terribles épreuves qui menaçaient les nouvelles générations. Le chiffre des enfants était considéré comme la gloire du ménage et la force de l'Etat. Les idées d'Aristote sur la restriction de la population ne semblent pas avoir eu d'écho au moyen âge et celles de Malthus n'avaient pas encore acquis leur funeste réputation. D'ailleurs, nous avons tort de nous étonner de cette coïncidence entre le malheur des temps et la fécondité des foyers, puisque la prospérité moderne a justement entraîné un recul marqué de la natalité et que celle-ci paraît bien varier en raison inverse de la richesse des nations. Tragique destinée des peuples, périodiquement tourmentés par le souci de nourrir une nombreuse progéniture ou par la préoccupation de maintenir une fortune toujours fragile.

CONCLUSION

Au terme de ce bref tour d'horizon économique, nous avons constaté l'effondrement et la misère de la France à l'issue de la guerre de Cent Ans.

Malgré notre désir de noter des signes de relèvement, nous n'avons guère recueilli que des témoignages d'une crise persistant bien au delà de l'année 1453 où s'achève la libération du royaume. Il faudra attendre près d'un demi-siècle pour retrouver une France prospère, car le Moyen Age possédait une technique trop rudimentaire pour qu'elle pût compenser le déficit de main-d'œuvre, cause principale et durable de la stagnation économique.

Les survivants de ces années néfastes manquèrent des instruments nécessaires à un relèvement rapide. Les campagnes restées à peu près au stade de l'économie antique ne pouvaient se réveiller que lentement, à mesure que de nouveaux colons faisaient reculer les friches.

L'industrie n'accusait aucun progrès sensible : elle aurait eu besoin de la liberté qui suscite les initiatives. Or, elle étouffait de plus en plus sous le poids de règlements corporatifs qui sacrifiaient l'intérêt national aux intérêts étroits de la corporation.

Le commerce enfin, n'avait pas attendu la fin de la guerre pour reprendre un magnifique essor, mais il re-

tomba bientôt avec la chute de l'homme qui l'avait fait renaître. C'eût été cependant la branche de l'activité économique la plus susceptible d'une prospérité rapide qui aurait à son tour déclenché une renaissance générale dans tous les secteurs de l'économie.

N'accusons pas Charles VII ou Louis XI de n'avoir pas donné l'impulsion nécessaire; d'autres préoccupations plus urgentes les avaient accaparés : la libération du territoire et l'achèvement de son unité politique.

Nous avons relevé bien des similitudes entre les crises du Moyen Age et les crises modernes, preuve nouvelle qu'il existe entre la vie économique de notre temps et celle du passé une commune mesure qui tient à la permanence de la psychologie humaine dans ses données essentielles. Ainsi, s'expliquent notamment tous les bouleversements sociaux et moraux qui accompagnent toujours les bouleversements dans les fortunes.

Cependant, si bien des phénomènes et des expériences que nous croyons nouveaux se retrouvent sous la poussière des documents anciens parce que l'homme n'a pas changé, d'importantes différences naissent de la modification de l'aspect matériel du monde.

Le monde moderne vit sur un rythme cent fois plus rapide que celui du xv^e siècle. Des événements qui n'apparaissaient guère aux contemporains de Charles VII, dont la vie n'était pas assez longue pour qu'ils puissent en percevoir l'évolution, bouleversent aujourd'hui nos existences en quelques années. L'insécurité s'en est accrue, mais aussi l'espoir qu'aux souffrances présentes succéderont rapidement des jours meilleurs.

Les guerres ont été spécialement marquées par cette

transformation. Certes les ruines se ressemblent toujours et les conséquences qu'elles entraînent ne comportent pas de notables différences, mais à côté de cet aspect négatif on peut néanmoins découvrir un aspect consolant, inconnu du Moyen Age.

Les guerres entraînaient alors un arrêt de la vie économique qui prolongeait ses effets longtemps après la fin des hostilités. Nos guerres modernes au contraire, exigent la mobilisation de toutes les ressources économiques du pays et provoquent des perfectionnements techniques parfois beaucoup plus rapides qu'en temps de paix. L'accélération de la production, la nécessité de suppléer à une insuffisance de main-d'œuvre et à la pénurie de matières premières suscitent des inventions nouvelles, destinées à la guerre, mais qui profitent plus encore à la paix. Aussi malgré l'étendue des ruines actuelles, est-il permis d'espérer un relèvement rapide grâce à la technique perfectionnée des nations modernes qui n'interrompent pas leur effort de création alors même qu'elles s'acharnent à multiplier les destructions.

Au xv^e siècle, une Europe nouvelle s'ébauchait à travers des crises de croissance longues et douloureuses. A l'issue de ces interminables luttes, France et Angleterre affirmaient leurs nationalités et la seconde de ces nations mettait déjà l'économie au service d'une politique nationale. D'autres pays allaient suivre cet exemple qui marquait une première étape vers l'unité européenne.

Les catastrophes qui accablent aujourd'hui notre monde préparent-elles l'avènement d'une Europe enfin unifiée et apaisée ? Ce devrait être le vœu de tous les peuples civilisés qui auraient encore, sur leur propre continent,

tant de luttes pacifiques à mener contre l'ignorance, la misère et la maladie, et qui pourraient poursuivre parallèlement, auprès des peuples moins favorisés, leur grande mission éducatrice à peine ébauchée. Ce lumineux avenir de travail et de progrès doit encourager dans leurs efforts tous ceux qui recherchent loyalement une solution durable aux malheurs présents.

Vu : Le Président,
L. BAUDIN.

Vu : Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

- AVENEL. — Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix depuis l'an 1200 jusqu'à 1800. Paris, 1900. 6 vol.
- BABELON (E.). — Les origines de la monnaie au point de vue économique et historique, Paris 1897.
- BASIN (Th.). — Histoire des règnes de Charles VII et de Louis XI, Ed. Quicherat, Paris, 1855-59. 4 vol.
- BAUDIN (L.). — La monnaie et la formation des prix, 1^{re} partie : Les éléments, Paris, 1936.
- BAUDRILLARD. — Histoire du luxe, Paris, 1880, 4 vol.
- BAUTRUCHE (R.). — Les courants de peuplements dans l'entre-deux-mers, Ann. d'Histoire économique et sociale, 1935.
- BEAUCOURT (Du Fresne de). — Histoire de Charles VII, Paris, 1885-1891, 6 vol.
- BEAUREPAIRE (de Ch.). — Etat des campagnes de la Haute-Normandie à la fin du Moyen-Age, Paris, 1865.
— Les Etats de Normandie sous la domination anglaise, Evreux, 1859.
- BEZARD (Yvonne). — La vie rurale dans le sud de la région parisienne, Paris, 1929.
- BLOCH (Marcel). — Caractères originaux de l'Histoire rurale française, Paris 1931.
— Le problème de l'or au Moyen-Age, Paris, 1933.
- BOISSONNADE. — Le travail dans l'Europe Chrétienne au Moyen-Age, Paris, 1921.
- BOURQUELOT. — Histoire de Provins, Paris, 1840, 2 vol.
- BOUTIOT. — Histoire de Troyes. Paris, 1861. 2 vol.
- BOUVIER (R.). — Jacques Cœur, Un financier colonial au xv^e siècle, Paris, 1928.

- BRANTS. — Les théories économiques au^x XIII^e et au XIV^e siècles, Paris, 1895.
- BREUILS. — La campagne de Charles VII en Gascogne, Paris, 1895.
- BRIDREY (E.). — La théorie de la monnaie au XIV^e siècle, Nicole Oresme. Caen, 1906.
- CALMETTE. — L'élaboration du monde moderne, T. V de l'Introduction aux Etudes Historiques, Coll. Clio, Paris 1934.
- CHAMPION (P.). — La vie de Paris au Moyen-Age. — Splendeurs et misères, Paris, 1934.
- CHARTIER (Jean). — Histoire de Charles VII, 5 vol., éd. V. Viriville. Paris, 1858.
- CHERUEL. — Rouen sous la domination anglaise, Paris, 1885.
- CLÉMENT (P.). — Jacques Cœur et Charles VII, Paris, 1869.
- CIBRARIO. — L'économie politique du Moyen-Age, Paris, 1839.
- COCHON (P.). — Chronique normande, édit. Ch. de Beaurepaire, Rouen, 1870.
- DELISLE. — La classe agricole au Moyen-Age, Paris, 1851.
- DENIAU. — La commune de Lyon et les guerres bourguignonnes, Lyon, 1935.
- DENIFLE (Le Père Henri). — La désolation des Eglises, monastères et hôpitaux vers la fin du XV^e siècle; Mâcon, 1897, 3 vol.
- DOUCET. — Les finances anglaises en France à la fin de la guerre de Cent ans, Paris, 1926.
- DUBOIS. — Précis de l'Histoire des Doctrines, Paris, 1903.
- ESCANDE (J.-J.). — Histoire du Périgord, Paris, 1934, 2 vol.
- ESCOUCHY (Math. de). — Chroniques, éd. de Beaucourt, Paris, 1863, 3 vol.
- FAGNIEZ. — Documents relatifs à l'histoire du commerce et de l'industrie, Paris, 1898, 2 vol.
- FAUQUEMBERGUE (Clément de). — Journal, Paris, 1903.
- FLAMMART (H. de). — Le Nivernais pendant la guerre de Cent ans, Paris, 1925, 2 vol.
- FRÉVILLE (Ch. de). — Le commerce maritime de Rouen, Rouen, 1857, 2 vol.
- GARNIER. — De l'idée du juste prix chez les théologiens du Moyen-Age, Paris, 1900.
- GERMAIN. — Histoire du commerce de Montpellier, Paris, 1861.
- GONNARD. — Histoire des doctrines de la population, Paris, 1923.

- GROSJEAN (G.). — Le sentiment national dans la guerre de Cent ans, Paris, 1895.
- GUIRAUD (M.). — Recherches et conclusions sur le rôle de Jacques Cœur, Paris, 1900.
- HAUSER (H.). — Les débuts du capitalisme, Paris, 1927.
- Les origines historiques des problèmes économiques actuels, Paris, 1930.
 - Recherches et documents sur l'histoire des prix en France, Paris, 1936.
 - La signification présente de l'histoire économique, Rev. int. de Soc., mars 1920.
- HAYEM. — Mémoires et documents pour servir à l'histoire de l'industrie et du commerce, Paris, 1911, 6 vol.
- HEYD. — Histoire du commerce du Levant au Moyen-Age, Paris, 1886, 2 vol.
- JEANNET (Cl.). — Les grandes époques de l'histoire économique, Paris, 1896.
- JEVONS (S.). — La monnaie et le mécanisme de l'échange, Paris, 1881.
- JONGLEUX (Ed.). — Jacques Cœur, citoyen de Bourges, Paris, 1926.
- JOUBERT (A.). — Les monnaies anglo-françaises du Mans, Paris, 1887.
- JOURDAN, DECRUSY, ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises depuis 420 jusqu'en 1789. Paris, 1921-33, 29 vol.
- JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS. — Edit. Tuetey, Paris, 1881.
- KNIGHT. — Histoire économique de l'Europe, trad. H. See, Paris, 1930.
- LABROUE. — La guerre de Cent ans en Périgord, Paris, 1906.
- LANDRY (Ad.). — Essai économique sur les mutations de monnaies, Paris, 1910.
- LAURENT (H.). — La loi de Gresham au Moyen-Age, Paris, 1938.
- La draperie des Pays-Bas, en France et dans les pays méditerranéens, Paris, 1935.
- LECACHEUX. — Rouen, au temps de Jeanne d'Arc et sous la domination anglaise, Paris, 1931.
- LEROUX DE LINCY. — Paris et ses historiens aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, Paris, 1867.
- LEVASSEUR. — Histoire du commerce, Paris, 1911, 2 vol.

- LEVASSEUR. — La population française, Paris, 1889.
- LONGNON (A.). — Paris sous la domination anglaise, Paris, 1878.
- LUCE (S.). — La France pendant la guerre de Cent ans. Paris, 1890, 2 vol.
- MANTELLIER. — Histoire de la communauté des marchands descendant la rivière Loire, Paris, 1867, 3 vol.
- MARCHE (O de la). — Mémoires, Ed. Henri Beaune, Paris, 1882, 4 vol.
- MAZON. — Le Vivarais pendant la guerre de Cent ans, Paris, 1890.
- MICHEL (Fr.). — Histoire du commerce de Bordeaux, Paris, 1867.
- MICHELET. — Histoire de France, Paris, 1840.
- MONSTRELET (Eng. de). — Chronique, éd. Douet d'Arc, Paris, 1856, 6 vol.
- MORINI-COMBY. — Mercantilisme et protectionnisme du xv^e au xx^e siècles, Montpellier, 1930.
- NYS. — Recherches sur l'histoire de l'économie politique, Paris, 1898.
- ORDONNANCES DES ROIS DE FRANCE, par Laurière et Villevault, 21 vol. in-f°.
- PETIT DUTAILLIS (Ch.). — Charles VII, Louis XI et les premières années de Charles VIII, t. IV de l'Histoire de France d'Ernest Lavisse, Paris, 1902.
- PIGEONNEAU. — Histoire du commerce de la France, Paris, 1885, 2 vol.
- PIRENNE (H.). — Les villes du Moyen-Age, Paris, 1927.
- La fin du Moyen-Age, t. VII de l'Histoire générale de Louis Halphen et Philippe Sagnac, Paris, 1931.
- La civilisation occidentale au Moyen-Age, du xi^e au milieu du xv^e siècles, T. VIII de l'Histoire générale de Gustave Glotz, Paris, 1933.
- PUISEUX (L.). — L'Emigration normande et la colonisation anglaise en Normandie au xv^e siècle, Caen, 1866.
- QUICHERAT. — Rodrigue de Villandrando, Paris, 1879.
- RAMBAUD. — Histoire des doctrines économiques, Paris, 1902.
- RAYNAL. — Histoire du Berry, Paris, 1847.
- REGNÉ (J.). — Histoire du Vivarais, Largentière, 1921, 2 vol.
- RIBADIEU. — Histoire de la Conquête de Guyenne, Paris, 1866.
- RIBBE (Ch de). — La société provençale à la fin du Moyen-Age, Paris, 1898.

RONCIÈRE (Ch de la). — Histoire de la Marine française, Paris, 1900.

SAMARAN. — La maison d'Armagnac au xv^e siècle, Paris, 1907.

SCLAFERT (Th.). — Le Haut-Dauphiné au Moyen-Age, Paris, 1926.

— La vie chère en Dauphiné au xv^e siècle. Rev. d'Hist. du droit, 1925.

SEE (H.). — L'évolution commerciale et industrielle de la France, Paris, 1925.

— Les origines du capitalisme moderne, Paris, 1927.

— Histoire économique de la France, Paris, 1938.

— Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen-Age, Paris, 1901.

THIERRY (Aug.). — Recueil de monuments inédits sur l'histoire du Tiers Etat, Paris, 1850, 4 vol.

VALLET DE VIRIVILLE. — Histoire de Charles VII, Paris, 1862, 3 vol.

WAILLY (Nat. de). — Mémoires sur les variations de la livre tournois, Paris, 1856.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LA DERNIÈRE PÉRIODE DE LA GUERRE DE CENT ANS

CHAPITRE I — LA FRANCE EN 1422. SON ÉVOLUTION AU COURS DU RÈGNE DE CHARLES VII	7
CHAPITRE II. — L'EUROPE AU DÉBUT DU XV ^e SIÈCLE ...	17
CHAPITRE III. — LA DOCTRINE ET LES FAITS	19

DEUXIÈME PARTIE

LE PROBLÈME DE LA MONNAIE

CHAPITRE I. — LA MONNAIE AU MOYEN-AGE	26
CHAPITRE II. — LES MANIPULATIONS MONÉTAIRES	30
CHAPITRE III. — HISTOIRE MONÉTAIRE DU RÈGNE DE CHARLES VII	34

TROISIÈME PARTIE

LA VIE ÉCONOMIQUE DANS LES CAMPAGNES

CHAPITRE I. — EPUISEMENT ET RENAISSANCE DES CAMPAGNES FRANÇAISES.	46
CHAPITRE II. — CONDITIONS DE L'ÉCONOMIE RURALE ...	58
CHAPITRE III. — CONDITION DES GENS DES CAMPAGNES ..	63
CHAPITRE IV. — RELATIONS ENTRE GENS DES VILLES ET DES CAMPAGNES	65

QUATRIÈME PARTIE

LA VIE ÉCONOMIQUE DANS LES VILLES

CHAPITRE I. — CHARGES ACCABLANTES DES VILLES	73
CHAPITRE II. — L'APPROVISIONNEMENT DES VILLES	78
CHAPITRE III. — LES FLUCTUATIONS DE PRIX	87
CHAPITRE IV. — L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS	91
Section 1. — <i>Contrôle des prix</i>	91
Section 2. — <i>Lutte contre l'accaparement et la spéculation</i>	100
Section 3. — <i>Essai de politique économique</i> ...	103
CHAPITRE V. — ÉVOLUTION DES CLASSES SOCIALES	105
CHAPITRE VI. — L'INDUSTRIE	109
Section 1. — <i>L'industrie en Europe</i>	109
Section 2. — <i>L'industrie française</i>	111

	PAGES
Section 3. — <i>Caractères de l'industrie</i>	113
Section 4. — <i>Les salaires</i>	116
Section 5. — <i>Les mines</i>	122

CINQUIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ COMMERCIALE A LA FIN DE LA GUERRE DE CENT ANS

CHAPITRE I. — LE COMMERCE INTÉRIEUR	125
CHAPITRE II. — LE COMMERCE INTERNATIONAL	134
Section 1. — <i>Le commerce international en Europe</i>	134
Section 2. — <i>Le commerce international de la France avant Jacques Cœur</i>	137
Section 3. — <i>Marchandises transportées.</i>	141
CHAPITRE III. — ESSOR DU COMMERCE FRANÇAIS AVEC JACQUES CŒUR	114
Section 1. — <i>La fortune de Jacques Cœur</i>	114
Section 2. — <i>La flotte de Jacques Cœur</i>	148
Section 3. — <i>La conquête des marchés extérieurs</i>	151
Section 4. — <i>Heureuses répercussions extérieures.</i>	153
Section 5. — <i>Chute de Jacques Cœur</i>	155

SIXIÈME PARTIE

SITUATION DÉMOGRAPHIQUE DE LA FRANCE

Section 1. — <i>Etendue de la dépopulation</i>	159
--	-----

	Pages
Section 2. — <i>Emigrations et déplacements de populations</i>	160
Section 3. — Repopulation.	164
CONCLUSION.	167
BIBLIOGRAPHIE	171

